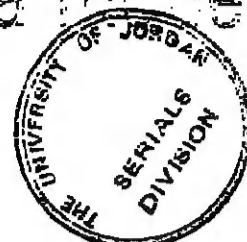


سكنا على الاموال

« Initiatives » : L'ancienneté ou la modernité

# Le Monde



82855  
315

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15  
QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14750 - 6 F  
MERCREDI 1<sup>er</sup> JUILLET 1992  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Le Haut Comité d'Etat en quête d'un nouveau président

## Le pouvoir algérien désarmé après l'assassinat de Mohamed Boudiaf

A tous  
les périls...

Quelques jours de la date anniversaire du 5 juillet, le bilan plutôt sombre de trente années d'indépendance s'est encore une fois dangereusement alourdi. L'assassinat du président Mohamed Boudiaf illustre, de façon dramatique, la fragilité de l'Algérie. Jadis phare du tiers-monde, ce pays - qui son pétrole mettait à l'abri du besoin et qui pratiquait, sous le signe du non-alignement, une diplomatie active - vit aujourd'hui recroquevillé sur lui-même, au rythme de drames successifs.

Lorsque, en janvier dernier, le pouvoir lui fut confié avec la bénédiction de l'armée, Mohamed Boudiaf, de retour d'exil, redécouvrit son pays sans dessus dessous, avec effarement et presque socialement. Avant d'être assailli par cet homme courageux sur la liberté de manœuvre dont il jouirait pour engager l'Algérie sur la voie des réformes, et, plus avant, pour la remettre sur des rails démocratiques ? S'il n'eut pas les moyens de son ambition, du moins rassembla-t-il autour de sa personne à la fois la haine des intégristes et de ceux qui avaient intérêt au maintien d'un certain statu quo.

Il savait que, pour arriver à ses fins, il devait s'appuyer sur le concours des pays étrangers, et singulièrement de la France. Des pays qui, s'en tenant strictement aux formes, avaient refusé d'avaliser la manière cavalière avec laquelle il avait accédé au pouvoir.

Le temps a joué contre Mohamed Boudiaf. La démonstration qu'il voulait faire a tourné court. Et, du coup, l'Algérie paraît de nouveau perdue ses repères. L'état de confusion dans lequel elle est plongée réduit son crédit auprès des bailleurs de fonds qu'inquiète l'incapacité de sa classe dirigeante à organiser le changement.

QUELS que soient les commanditaires du crime, l'ex-Front islamique du salut (FIS) peut en tirer parti pour prouver à tous ceux qui - en désespoir de cause - continuent de regarder dans sa direction, combien est fragile, malgré les apparences, ce pouvoir qui, pourtant, lui mène la vie dure. D'autres dirigeants islamistes à travers le monde arabe, de l'Égypte à la Tunisie voisine, ne manqueront pas de se saisir du cas algérien pour remonter le moral de leurs troupes et relancer leur « guerre sainte ».

L'Algérie se trouve maintenant exposée à tous les périls. Elle qui, justement, au sein de ce monde arabe si peu sensible aux vertus de la démocratie, avait tenté, bon gré mal gré, et avec quelque présomption, de montrer le bon exemple.

Lire

- Lundi, 11 h 30 à Annaba, une phrase inachevée par DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
- Stupéfaction à Alger par JACQUES DE BARRIN
- Le dernier entretien du président assassiné par PIERRE DEVOLUY
- « Un rebelle idéaliste » par MOUNA NAÏM
- Mystères algériens par DANIEL SCHNEIDERMAN pages 3 à 5 et page 25

M0147 - 0701 0 - 6.00 F



L'assassinat, lundi 29 juin, de Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat algérien (HCE), a été vivement condamné par l'ensemble de la communauté internationale et les différentes formations politiques en Algérie, à l'exception de l'ex-Front islamique du salut, demeuré silencieux. Dans le lot de ceux que sa volonté de changement déran-

### Un gêneur

ALGER

de notre envoyé spécial

Cet homme venu d'ailleurs qui, pendant près de trente ans, avait coupé les ponts avec son pays, était un gêneur. Il en dérangeait plus d'un. C'est dire combien il est difficile, aujourd'hui, de montrer du doigt ceux qui ont commandité l'assassinat de Mohamed Boudiaf. Un crime que, bien sûr, personne ne prendra le risque de revendiquer.

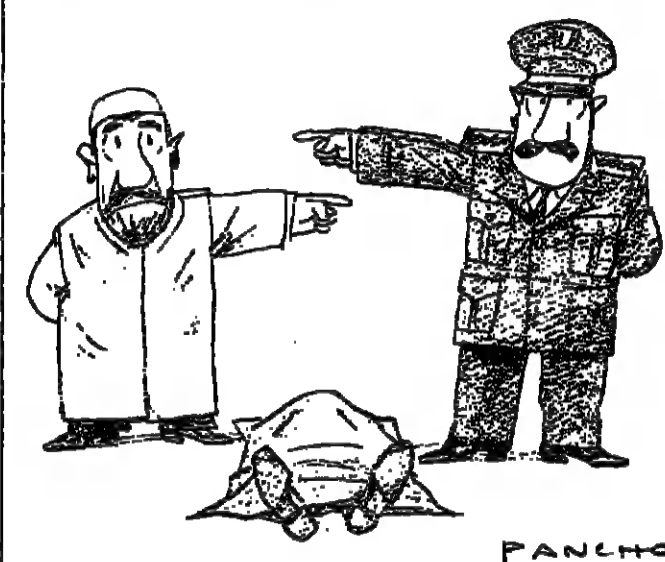
Transfuge du Front islamique du salut (FIS), maintenant interdit, et conseiller auprès de M. Sid Ahmed Ghazali, le premier ministre, M. Ahmed Merani, se contente de fustiger globalement « les ennemis de l'Algérie ».

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE) savait-il, au juste, dans quel pays il posait le pied lorsqu'à la mi-janvier, il débarqua à Alger, en provenance du Maroc où il vivait paisiblement en exil.

Il ne lui fallut guère de temps pour prendre la mesure des choses et annoncer un « changement radical », jugeant alors que l'on n'avait pas été le chercher pour inaugurer des chrysanthèmes, faire de la figuration. Ce fut peut-être là l'erreur d'appréciation fatale qui l'a conduit à sa perte.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 3 et nos informations pages 3 à 5



Après le déploiement des casques bleus sur l'aéroport

## Le blocus de Sarajevo a été rompu

Après trois mois de siège, le blocus de l'aéroport de Sarajevo a été rompu par l'arrivée, lundi 29 juin, du premier Transall français transportant six tonnes et demie de vivres. Mais seuls trente-quatre « casques bleus » assurent, pour l'instant, la sécurité de l'aéroport.

Ils ont attendu jusqu'au dernier moment. A quelques minutes seulement de l'expiration de l'ultimatum fixé par l'ONU aux forces « serbo-fédérales » pour quitter l'aéroport de Sarajevo, les derniers chars serbes se sont ébranlés dans un nuage de fumée à travers les pistes, en direction de la caserne de l'armée yougoslave de Lukavica, escortés par deux véhicules blindés français. L'attente a été lon-

gue, très longue. Malgré les assurances données, dimanche, par le chef des unités serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, le premier convoi de trois cent vingt véhicules n'a commencé son évacuation qu'en début de soirée, alors que des tirs d'artillerie se faisaient encore entendre à quelques kilomètres de là. L'ultime baroud d'honneur : les doigts levés en signe de V de la victoire par les jeunes miliciens serbes qui quittaient après trois mois de siège impitoyable cet aéroport, devenu le symbole de la « ville martyre de l'Europe ».

Une heure après le début des opérations, à 19 h 10 précises, un officier belge a lentement hissé le drapeau de l'ONU sur l'aéroport. Une cérémonie courte et simple qui s'est déroulée en la présence du général canadien McKenzie, le chef de la

FOPRONU (Force de protection des Nations unies), d'une trentaine de « casques bleus » et d'une vingtaine de journalistes.

L'abcès venait d'être crevé, mais tout reste encore à faire : « Bravo, mais rappelez-vous que ce n'est qu'un tout petit pas », a prudemment insisté le général McKenzie, qui ne dispose actuellement sur l'aéroport que de trente-quatre hommes, en attendant les renforts qui devraient arriver mercredi dans la soirée. Ces renforts, des « casques bleus » canadiens basés en Croatie, se sont mis en route, mardi à l'aube, après l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, autorisant le déploiement immédiat de mille soldats supplémentaires pour assurer la sécurité de l'aéroport de Sarajevo.

Malgré les maigres effectifs de la FOPRONU, la présence toujours menaçante des « snipers » - les franc-tireurs - dans les collines environnantes et une piste d'atterrissage malmenée par des semaines de combats, le premier Transall français, en provenance de Split (Croatie), s'est posé en début de soirée sur l'aéroport, chargé de six tonnes et demie de médicaments et de vivres : « Le blocus est rompu », a fièrement déclaré M. Jean Musitelli, le porte-parole de l'Elysée.

Le premier « petit pas », impensable il y a encore quelques jours, venait d'être franchi.

Lire la suite et les articles de FLORENCE HARTMANN et de SERGE MARTI page 6

## TONY CARTANO AMERICAN BOULEVARD

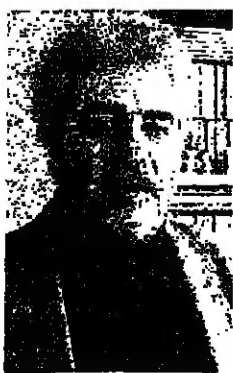
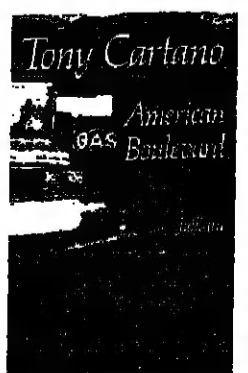
JULLIARD

« Le Cartano, un guide savoureux et indispensable »

MICHEL BRAUDEAU - LE MONDE

« Rythme cavalier, échos de musique folk, travellings cinématographiques et clins d'œil littéraires »

MICHEL GAZIER - TÉLÉRAMA



### A nos lecteurs

A partir de demain (numéro daté jeudi 2 juillet) le prix de vente de notre journal sera porté à 7 francs. Jacques Lesourne explique, page 26, les raisons de cette décision.

### POINT

#### Superphénix en sursis

Soumis à la pression des écologistes, le gouvernement a décidé de geler Superphénix, le surgénérateur de Creys-Malville (Isère). Une nouvelle enquête publique a été ordonnée, ainsi que des travaux supplémentaires visant à améliorer la sûreté de l'installation.

pages 11 et 12

### L'ÉTÉ FESTIVAL

Baroque à Beaune, robotique à Linz : les festivals ont les idées larges. Tandis qu'en Autriche naissent mondes virtuels et hommes orchestres électroniques sur fond de théories métapsychiques, la musique ancienne a trouvé en Bourgogne une terre d'accueil où se retrouvent les plus grands noms, de Leonhardt à Kuijken.

page 16

## L'armée à l'horizon 97

Les divisions terrestres seront dénucléarisées et réduites de moitié

par Jacques Isnard

En réduisant de moitié le nombre de ses divisions, comme cela est prévu par étapes dans ce qu'on appelle « le projet 1997 », qui n'a pas encore été rendu public, et en s'étant séparée de ses armes nucléaires dites préstratégiques, l'armée de terre française va vivre une révolution plus lourde de conséquences que les retours d'Indochine, puis d'Afrique du Nord, n'en avaient engendrées dans les esprits. Même son chef d'état-major l'admet. Devant les stagiaires de l'Ecole de guerre, le général Amédée Monchal, qui n'a pas encore reçu l'autorisation de présenter officiellement la nouvelle « maquette », a reconnu récemment que « l'armée de terre va subir une mutation sans précédent » avec « le projet 1997 » qui laissera loin derrière les « cicatrices » des six réformes, plus ou moins achevées, de 1945, 1959, 1967, 1977, 1984 et 1990.

Devant ces officiers appelés à devenir les hauts cadres de

demain, le général Monchal n'a pas hésité à parler, en termes évocateurs, de ce qui les attend. Il prédit « une révolution culturelle » qui tient au fait que, désormais, l'armée de terre devra adopter « une démarche pragmatique » et rechercher constamment « l'adaptabilité » dès lors que, compte tenu d'une situation internationale mouvante, « l'univers le plus probable dans vingt ans, leur a-t-il dit, n'est plus identifiable ».

Quoi de plus difficile, en effet, que de préparer une armée à accepter de se réduire pour des raisons budgétaires et, en même temps, de devoir lui expliquer qu'on ignore la nature des conflits futurs et que « l'incertitude est néfaste au moral ».

Avec « le projet 1997 », l'armée de terre française va subir de plein fouet un double choc psychologique. Le premier est qu'elle n'aura plus le droit sur ce qu'il est convenu d'appeler improprement le « bouton nucléaire ».

Lire la suite page 9

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Arabie Saoudite, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRÖ; Espagne, 130 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KRÖ; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.







# L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT MOHAMED BOUDIAF

L'assassinat du président du Haut Comité d'Etat algérien, M. Mohamed Boudiaf, lundi 29 juin à Annaba, a suscité une forte émotion à travers le monde, seules deux organisations islamistes extrémistes le jugeant inscrit dans la logique du « non-respect de la volonté des peuples ».

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, s'est déclaré « choqué et consterné » par cet « acte de terrorisme », cependant que les Etats-Unis ont exprimé leurs « plus profonds regrets » à la suite de cet « acte insensé » et appelé « toutes les parties concernées à éviter de faire couler davantage de sang ». Se déclarant lui aussi « choqué » par cet assassinat, le premier ministre britannique, M. John Major, a rendu hommage au « grand courage et à la grande détermination » de M. Boudiaf, pour ses tentatives de réforme. La présidence portugaise de la Com-

munauté européenne, exprimant sa « consternation », a réitéré sa « vive condamnation de la violence quels qu'en soient les buts » et espéré que « ce fait douloureux ne viendra pas compromettre la poursuite du processus démocratique en Algérie ». Le gouvernement espagnol a condamné « sans réserve » cet assassinat, qualifié de « lâche » par le gouvernement allemand. Cuba et le Venezuela ont décerné un deuil officiel de trois jours pour souligner l'amitié qui les lie à l'Algérie.

Dans le monde arabe, la Tunisie a pris la même décision. Les drapeaux ont été mis en berne sur tous les bâtiments publics et la radio tunisienne a diffusé de la musique classique, nous signale notre correspondant Michel Douré. Le Front Polisario du Sahara occidental, que M. Boudiaf considérait comme une création des régimes algériens précédents, a lui aussi décidé un deuil national. Dans un

message de condoléances au Haut Comité d'Etat (HCE), le roi Hassan II du Maroc a exprimé sa « grande émotion » et « sa profonde douleur ». Le secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe, M. Mohamed Amamou, a « sévèrement » condamné ce « crime crapuleux » contre un « grand militant maghrébin ».

L'Organisation de libération de la Palestine, le roi Fahd Ben Abdel Aziz d'Arabie saoudite, le premier ministre libanais, M. Rachid Solh, ont adressé des messages de condoléances au HCE. Les dirigeants africains réunis dans le cadre du sommet de l'OUA à Dakar se sont déclarés eux aussi « bouleversés » par l'assassinat de celui qui était « l'un des grands fils du continent », selon le président sénégalais Abdou Diouf.

Les relations entre Téhéran et Alger s'étant sérieusement détériorées au cours des derniers

mois - Alger accusant Téhéran d'ingérence aux côtés des islamistes, - les médias iraniens se sont bornés à annoncer la nouvelle de l'assassinat. La télévision a néanmoins fait état d'« informations selon lesquelles cet attentat serait l'œuvre de groupes islamistes qui considéraient le président Boudiaf comme un obstacle à la création d'un Etat islamique ». Sans détour, le Hezbollah libanais pro-iranien a invité le pouvoir algérien « à réviser son attitude et à permettre au peuple de choisir le régime qui lui convient ». « Voilà où on en arrive lorsqu'on ne respecte pas la volonté des peuples », a déclaré de son côté, presque en écho, le porte-parole de la confrérie des Frères musulmans en Egypte, M. Maamoun al-Hodabey, ajoutant qu'il fallait que cette volonté populaire « prévaille ». - (AFP, Reuters, AP)

## Lundi, 11 h 30, à Annaba, une phrase inachevée...

« Les autres pays nous ont devancés par la science et la technologie. L'islam... » Mohamed Boudiaf n'a pas le temps de terminer sa phrase. Le vieil homme revenu au pays après vingt-huit ans d'exil s'écroule à la tribune, le dos et la tête criblés de balles, expirant un dernier souffle à Annaba (ex-Bône) où il effectuait, lundi 29 juin, sa deuxième sortie officielle depuis son arrivée au pouvoir. Annaba, dans le grand Est algérien, berceau du nationalisme où ce chef militaire du FLN fit ses premières armes, région de naissance aussi de ce « sage » au visage émacié, à la voix calme et posée. « L'islam », c'est sur ce dernier mot que Mohamed Boudiaf s'effondre à 11 h 30 (12 h 30 à Paris) à la maison de la culture d'Annaba où il prononçait un discours devant un parterre de notables et de jeunes gens en bras de chemise. La tentation serait grande d'y chercher une portée symbolique tant l'homme appelé à présider le Haut Comité d'Etat était vilipendé par les islamistes de l'ex-FIS tout en étant cependant redouté par l'oligarchie politico-militaire soucieuse de préserver ses privilèges.

Toujours est-il que l'homme armé qui a surgi derrière le rideau de la tribune - qui, selon le Haut Comité d'Etat, a été arrêté sur le fait et non pas abattu par les forces de l'ordre comme il avait été précisé quelques heures après le drame - n'a eu visiblement aucune difficulté à pénétrer dans l'enceinte présidentielle, pourtant solidement protégée, et s'approcher aussi près de Mohamed Boudiaf. Une facilité et une proximité minutieuse qui n'est pas sans rappeler le scénario de l'assassinat du président égyptien Anouar El Sadate, le 6 octobre 1981.

Alors que Mohamed Boudiaf, en costume gris, assis à une tribune ornée d'œillets, s'adresse « à la jeunesse », exhortant celle-ci à s'organiser, et à l'administration, invitée à « élever main dans la main » avec elle, une première explosion est entendue à gauche de la salle, détournant l'attention de l'auditoire. Mohamed Boudiaf interromp son discours, puis le reprend quand une deuxième grenade explose devant la tribune. Un éclair blanc : immédiatement le public se couche à terre, la salle semble déserte, les fauteuils vides. L'assassin, qui porte un uniforme des brigades anti-émeute, posté à quelques mètres derrière le président Boudiaf, mitraille ce dernier de deux rafales à la tête et dans le dos.

On ne distingue pas vraiment si c'est la mince silhouette de Mohamed Boudiaf ou sa veste frisée qui gît sur la table devant le micro. A côté, seul à être resté assis, un homme demeure figé, la tête entre ses mains, ne semblant pas y croire. On ne connaît pas encore les circonstances précises de l'interpellation du meurtrier, ni le nombre de ses éventuels complices. Toujours est-il qu'une dizaine de minutes après l'assassinat du président, une fusillade nourrie a éclaté de nouveau à l'intérieur de la maison de la culture. Et le dernier bilan officiel faisait état, lundi soir, de quarante et un blessés, parmi lesquels figuraient le ministre de l'Industrie et des mines, M. Abdelnour Kéramane, touché par les balles tirées sur le président Boudiaf, et le préfet d'Annaba, atteint par des éclats de grenade.

Le corps du président a été déposé sur une civière, enveloppé d'un linge

qui ressemble à un drapeau. Transporté par avion au centre de réanimation de l'hôpital militaire d'Ain-Nadja, Mohamed Boudiaf aurait succombé, selon des sources hospitalières, vers 18 h, ce qui peut paraître étonnant puisque le Haut Comité d'Etat avait annoncé sa mort en début d'après-midi. Aussitôt après l'attentat, selon l'agence officielle algérienne APS, une totale confusion s'est emparée de la ville. Mouvements de foule et de panique dans la rue, chacun tentant de se réfugier tant bien que mal, les commerçants s'employant à laisser à la hâte leur rideau de fer tandis que des ambulances font la navette entre la maison de la culture et l'hôpital. Des hélicoptères de la gendarmerie survolent la ville qui, quadrillée par l'armée, deviendra vite déserte.

### Appel au calme

Les radios nationales ont alors interrompu leur programme et commencé à diffuser des versets du Coran en signe de deuil. Annonçant publiquement la mort de Mohamed Boudiaf deux heures après l'attentat, les autres membres du Haut Comité d'Etat ont appelé la population à une « réaction saine » et à faire preuve de « sang-froid », de « vigilance » et de « calme », précisant que le HCE avait décidé de rester en réunion permanente avec le Conseil national de sécurité, sans donner plus de précision sur les premiers éléments de l'enquête, ni sur la réponse politique à cet attentat.

Selon les dispositions en vigueur, le HCE doit élire en son sein un successeur au président assassiné. Lundi soir, le Haut Comité d'Etat rendait un premier hommage à Mohamed Boudiaf à travers un communiqué remis à l'agence APS : « Le peuple algérien a vu à la fois son visage généreux, au moment de son retour, qu'il n'était pas venu par amour d'un pouvoir qu'il a longtemps refusé, ni pour des régressions de compte avec qui ce soit. Il était entré pour rassembler, unifier des rangs dispersés et réhabiliter un Etat ébranlé, qu'il n'avait plus aucune autorité ».

Sans en dire plus, le HCE déclarait que « l'enquête en cours dévoilera les instigateurs de ce crime et leurs complices, crime dirigé contre la sécurité, la stabilité, l'unité et l'indépendance du peuple algérien », affirmant « la détermination (du HCE) à préserver l'autorité de l'Etat ». Une semaine de deuil national a été décrétée et les cérémonies qui devaient marquer le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du pays ont été annulées.

C'est avec des sanglots dans la voix que le ministre algérien des affaires étrangères, M. Lakdar Brahimi, a évoqué, à la tribune du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), lundi 29 juin à Dakar, la « tragédie », assurant que « le peuple sera à la hauteur de cette épreuve ». Les principaux partis politiques algériens ont condamné l'assassinat du président Boudiaf et exprimé leurs craintes pour l'avenir.

« Cet attentat aggrave l'instabilité politique dans le pays », déclare le Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed pour lequel, « plus que jamais, la sérénité, la liberté politique et la sagesse s'imposent aux autorités (...). L'unité nationale, la paix civile et l'espérance démocratique doivent être préservées avant tout ». Le Front de libération nationale (FLN) estime pour sa part que cet attentat constitue « un précédent grave dans la vie politique algérienne et un développement dramatique dans le processus de violence ».

L'ancien président algérien M. Ahmed Ben Bella, compagne de défection de Mohamed Boudiaf dans plusieurs prisons en France, dénonce quant à lui « un acte criminel (qui) touche l'Algérie dans ses fondements et son avenir (et qui) vient couronner toute une spirale de violence dans laquelle l'Algérie s'est engagée et qui hypothèque à coup sûr l'avenir que nous avions d'empêcher que le pays ne sombre dans un processus qui menace l'unité du pays ». Le mouvement islamiste modéré Hamas a lancé un appel en faveur d'une « rapide réconciliation nationale ».

D. Le G.

## Un gêneur

Suite de la première page

Certes, son comportement paraissait velléitaire et sa démarche hésitante à beaucoup de ses compatriotes, qui appréciaient mal l'autonomie dont il disposait au sein d'un pouvoir quelque peu éclaté mais sur lequel l'armée assurait son emprise. Cet homme d'autorité, ce « chef historique », dut apprendre à composer sans renoncer, pour autant, à son intention sans cesse affichée d'aller, dès qu'il le pourrait, au bout de ses audaces verbales.

Cet empêcheur de « magouiller » en rond avait dénoncé, il y a quelques jours encore, lors du lancement du Rassemblement patriotique national (RPN), un « débat politique abstrait et formel qui refuse de s'engager sur les vrais problèmes du pays et dont l'objectif semble être surtout la défense de situations personnelles ». Et d'ajouter même son impatience : « On ne peut pas rester à attendre indéfiniment. On ne peut pas se contenter de demi-mesures. Il faut s'engager résolument pour le changement ».

Le changement dont il rêvait pour son pays n'était évidemment pas celui que préchaient les islamistes, contre lesquels il avait engagé un combat sans merci, refusant de dialoguer avec « ceux qui se croient beaucoup plus musulmans que les autres » et qui utilisent l'arme de la violence pour arriver à leurs fins. A l'opposé de colonnes, dans leur persécution clandestine, les « fous de Dieu » vilipendaient ce « prince pervert et communiste » qu'ils surnommaient « Boudiaf ».

Il en est, dans la famille islamique, qui sont ainsi entrés dans une logique de « Djihad », de guerre sainte contre l'Etat, prenant pour cibles privilégiées les agents du maintien de l'ordre qui ont payé cher leur engagement au service du pouvoir : une bonne centaine de morts en cinq mois. Ces groupes terroristes, dont l'action n'a jamais été désavouée par l'ex-FIS, et qui pratiquent à outrance l'« intox », ne paraissent pas être en mesure d'organiser une opération de grande envergure.

L'inconscience de quelques illuminés n'aurait pas suffi pour mener à bien l'assassinat de Mohamed Boudiaf. Il y fallait aussi des complicités en tous genres. Il est vrai que, par les temps qui courent en Algérie, le vers desquels, dans le cadre de la société, l'ensemble de la société, l'armée n'a évidemment pas été épargnée. Le général-major Khaled Nezzar, ministre de la Défense, vient de reconnaître plusieurs défections dans ses rangs. L'ancien ministre, l'on estime que près du quart de ses effectifs n'est pas insensible au discours des « barbus ».

### Mafias et politique

Si les islamistes étaient impliqués dans l'attentat d'Annaba, encore faudrait-il se demander qui a armé leur bras. Il est, en effet, facile, pour des commanditaires, de passer commande d'un « sale boulot » à des gens le vers lesquels, dans le contexte actuel, la suspicion se porte très immédiatement et tout naturellement et qui sont disposés à partager en secret la responsabilité d'un mauvais coup pourvu qu'on leur en donne les moyens.

Mohamed Boudiaf paraissait bien seul au pouvoir et, pour sortir de cette solitude qui finissait par lui peser, il avait créé le RPN, comme une passerelle lancée au-dessus d'un ravin, au creux duquel grouillaient toutes sortes de mauvais génies. C'est directement avec le peuple qu'il voulait dialoguer et entreprendre de grandes choses, qu'il imposait aux siens un « erasmisme » du passé, plutôt que de passer sous les fourches caudines d'une classe politique, pour laquelle il n'avait que mépris et méfiance. La plupart des partis désespéraient de le voir prendre en considération leurs appels à une « réconciliation nationale » qui, de leur part, n'était pas sans arrière-pensées, et s'inquiétaient de le voir faire cavalier seul.

C'est au moment même où il avait entrepris de sortir de son bunker algérien pour aller au devant du peuple que la mort l'attendait. La semaine dernière, il s'était rendu à Aïn-Témouchent et à Oran dans l'ouest du pays. Cette semaine, ce devait être au tour d'Annaba et de Skikda, dans l'est de l'Algérie, de recevoir sa visite. Avait-il en tête d'entrer dans l'arène politique et, pour ce faire, de se chercher une majorité, notamment en mordant sur le « fonds de commerce » du FLN dont il avait juré la perte, une majorité sur laquelle il pourrait s'appuyer pour engager des réformes en profondeur ? Son souci d'organiser une élection présidentielle était-il le ressort au calme le permettait, donnait à penser que M. Boudiaf était prêt à descendre de l'Olympe.

Pour avoir quelque chance d'être entendu par la population, il avait, très vite, compris qu'il devait s'atteler à la moralisation de la vie publique. L'inculpation et l'arrestation, au début du mois de mai, du général Mostefa Beloucif, ancien secrétaire général du ministère de la Défense et homme de confiance de l'ancien président Chadli, fit grand bruit sans que l'on sache si les procédures judiciaires étaient jusqu'à leur terme. « Un coup d'épée dans l'eau », jugèrent beaucoup d'Algériens, peu préparés à croire que l'armée accepterait facilement d'entrer ainsi dans le petit jeu des règlements de comptes, dont elle aurait du mal à sortir blanche.

Autre action dangereuse qui ne pouvait manquer de valoir de solides inimitiés au pouvoir qu'il incarnait : la lutte contre le « trafic de la terre » - le marché noir - et les tricheries de tout acabit. Il y a quelques jours, le HCE avait, dans un communiqué, redit son intention de « poursuivre les coupables quels que soient leur position sociale et leur rang hiérarchique ».

Au début du mois de juin, de nouvelles dispositions avaient été mises à l'étude, notamment pour criminaliser la fraude fiscale et pour créer un impôt spécial sur l'enrichissement sans cause. Le pouvoir s'était, en outre, offert quelques belles prises de « tribendistes » notoire, dont celle de Hadj Bertou à Tamanasset. Tout récemment, il avait entrepris de démanteler un réseau de trafiquants qui, avec la complicité de responsables locaux des douanes, et par falsification de documents administratifs, approvisionnait le marché parallèle.

C'était ainsi s'attaquer à forte partie, remettre en cause des pratiques qui font entrer en jeu des sommes colossales. Dans l'état de décadence économique dans lequel vit le pays, le « tribendisme » est nécessairement, pour beaucoup, comme une seconde nature. D'aucuns en viendraient presque à comparer l'Algérie à la Sicile, avec ses chefs mafieux et leur clientèle, à ce point habitués à braver les interdits du pouvoir qu'ils s'étonnent de ne plus pouvoir trafiquer en toute impunité.

### Grande lassitude de la population

« Jusqu'où peut aller M. Boudiaf », s'interrogeait, il y a quelques jours, le *Soir d'Algérie* qui se demandait si les « tribendistes » avaient raison de paniquer. Nombre d'Algériens se doutaient bien que le président du HCE et les hommes - civils et militaires - qui l'avaient porté au pouvoir pour s'y maintenir eux-mêmes, de manière peut-être un peu moins voyante mais tout aussi efficace que par le passé.

Dans un entretien à cœur ouvert qu'il avait accordé, au Maroc, à des journalistes algériens, peu de temps avant la démission-déposition du président Chadli et l'interruption du processus électoral, il avait dit de M. Ghazali, avec dédain, qu'il était « issu du magma du FLN ». Il avait, d'autre part, invité l'armée à « respecter les règles du jeu puis-que elle avait accepté le passage par les urnes ». C'est, pourtant, avec ces hommes-là qu'il a dû partager le pouvoir, si tant est qu'il y ait eu division du travail à son initiative et à son profit.

Comment donc était-il possible à M. Boudiaf de « construire une société solidaire et juste » à ceux qui, avec lui, conduisaient le changement, entraînaient les pieds ? N'était-il pas présumé de ses forces et n'était-il pas entré à vouloir « rassembler le peuple » comme s'il voulait le prendre à témoin du travail de sages des appareils politico-militaires ?

Etait-ce déjà trop tard ? Même si la restauration d'une certaine autorité de l'Etat l'avait soulagée, la population paraissait souffrir d'une grande lassitude, n'être prête à s'enthousiasmer pour rien, ni pour personne. « La volonté est la caractéristique des peuples qui ne veulent pas disparaître », avait dit, tout récemment, M. Boudiaf. Crovait-il encore un miracle possible ? Son assassinat, à moins d'une semaine du trentième anniversaire de l'indépendance, résonne comme un terrible et douloureux désaveu.

JACQUES DE BARRIN

### Dans les rues d'Alger

## Stupéfaction et émotion, indifférence et fatalisme

ALGER

de notre envoyé spécial

La fête est finie avant même d'avoir commencé. Pour cause de deuil national. On attendait, dimanche prochain, au stade du 5-Juillet, plus de cent mille personnes, à l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance. Un « mega-concert comme à Wembley », disaient fièrement les organisateurs. Entre autres chanteurs et musiciens, Cheb Khaled s'était annoncé « pour donner aux jeunes de [son] pays un instant de bonheur ». Il n'y aurait pas droit car, ici, une fois encore, tout a basculé dans le drame.

Alger la Blanche se préparait à ces célébrations : on repeignait, à tout va, murs et façades. On rafistolait, ici et là, ce qui avait besoin de l'être. Les oriflammes, déjà, claquaient au vent. Et le soleil enfin de la partie donnait presque, à la ville, un air d'insouciance. Mais, soudain, une rumeur folle, comme il en court toujours beaucoup. Au fil des minutes, elle prend du poids et puis se confirme : « Boudiaf a été assassiné ». Stupéfaction, émotion aussi.

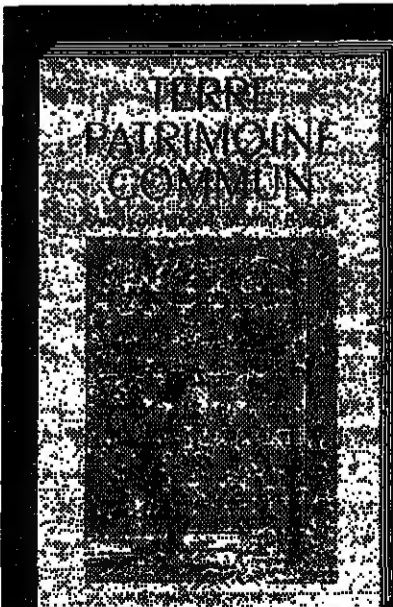
Pas plus aujourd'hui qu'hier l'homme de la rue ne comprend le pourquoi des choses, d'un crime qui, apparemment, ne profite à personne. Entrevoit-il un risque de guerre civile ? « C'est nous les pauvres gens qui, une fois encore, allons trinquer », commente, désabusé, une ménagère. D'autres s'étonnent que l'on s'en soit pris à « un homme qui, contrairement à Chadli, n'a fait ni bien ni mal, qu'on ne connaît pas ». Pas de panique, mais la constat d'un peu froid de la mort de « quelqu'un qui a couru des risques et qui les a assumés ».

A la mi-journée, un communiqué du Haut Comité d'Etat annonce le décès de M. Boudiaf et invite la population à réagir « dignement ». Appel entendu. Versets du Coran à la télévision, musique classique sur les ondes et drapeaux en berne. Rien d'autre n'indique la nature du drame qui s'est joué à Annaba, à quelque 800 kilomètres à l'est de la capitale, ici, à vue d'œil, affiché sur un air entendu : « De toutes manières, ça devait arriver : les tyrans se bouffent toujours entre eux... »

Même dans les quartiers populaires d'Alger, comme à Belcourt ou à Bab-el-Oued, où l'ex-Front islamique du salut (FIS) recrute le gros de ses sympathisants, on se garde bien de pavoiser et encore moins de revendiquer l'assassinat du « Pharaon ». Les plus modérés s'en remettent, fatalistes, au bon vouloir de « Dieu qui donne la vie et qui la reprend ». Les plus sarcastiques affichent un air entendu : « De toutes manières, ça devait arriver : les tyrans se bouffent toujours entre eux... »

Dans son petit bureau de l'ancien gouvernement général (GG), M. Ahmed Merani, conseiller auprès du premier ministre, évoque déjà avec sérénité l'après-Boudiaf. A son avis, des chefs « historiques », n'y en a peut-être plus guère qui puissent faire l'affaire, mais il ne manque pas d'hommes qui, malgré tout, soient capables de tenir avec autorité les rênes du pouvoir. « Tout va continuer, chacun à sa place », conclut-il. Comme avant ?

J. de B.



A lire d'urgence pour comprendre les enjeux du sommet de Rio sur l'environnement. Les meilleurs spécialistes internationaux y dressent avec précision un bilan de santé de la planète. *Nouvel Observateur*

« A lire pour mieux comprendre les débats de Rio » *Libération*  
« L'ouvrage le plus complet paru récemment » *Télérama*  
La Découverte / Association Descartes



## L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT

Le dernier entretien, au mois de mai, du président du Haut Comité d'Etat

## « Les intégristes ne reculent devant rien, pas même devant le crime »

Au mois de mai dernier, le journaliste indépendant Pierre Devoluy avait réalisé un long entretien avec Mohamed Boudiaf, qui n'a jamais été diffusé. Voici le témoignage de Pierre Devoluy.

« Ils commettent encore quelques crimes, mais, à la fin, c'est le bon sens qui gagnera. » « Ils », ce sont les extrémistes qui se servent de la religion et pas seulement les membres du FIS! (...) Le totalitarisme crée l'extrémisme et l'extrémisme se discrédite par le terrorisme! »

Mohamed Boudiaf parle. Il ne sait pas qu'il n'a plus que quelques jours à vivre. Fataliste, il ajoute cependant: « Quant à ma destinée, je suis croyant et, tout en essayant de diriger au mieux notre vie, nous sommes guidés par une main supérieure: la seule règle est d'agir pour le bien de tous, jamais pour ses propres intérêts. C'est ma règle. A partir de là, tout peut m'arriver demain... »

## « Ghazali ?

Il est bien à sa place »

Nous sommes à la fin d'un mois de mai que la chaleur boude encore. Mohamed Boudiaf égrène ses souvenirs: l'entretien devait porter sur le trentième anniversaire de l'indépendance algérienne. Il a complètement dévié après que Mohamed Boudiaf eut révélé quelques anecdotes historiques - comment, par exemple, au cours d'une marche de nuit dans le Rif pour se rendre à une rencontre d'opposants marocains, en septembre 1954, lui-même et Ben M'Hidi (autre « chef historique ») ont eu « l'idée de voir basse » de créer un Front de libération nationale qui serait structuré au-dessus des querelles de personnes et de tendances. Le projet avait été jugé inintéressant pendant trente ans...

Puis, fébrilement, Boudiaf s'étend longuement sur la situation actuelle de l'Algérie: sur l'urgence qu'il y a à rétablir l'autorité de l'Etat, la stabilité économique, la confiance des Algériens.

Alger a toujours été un village fermé: dès janvier, on y disait de Boudiaf: « Il est isolé, décalé et ambitieux. » Isolé ?

L'homme est grand, plus charpenté et moins sec que son visage osseux (on l'appelait « Ramses II ») ne le laisse imaginer. Et infiniment plus affable! Il occupe la résidence présidentielle dans le palais de la capitale, que Chadli avait ignoré. Il a fallu tout refaire et douze jardiniers ont mis plus de deux mois à restaurer le jardin.

## Éloge du Maroc

Du palais un peu « Belle au bois dormant », Boudiaf ne sort pratiquement jamais. « Trop de travail pour le moment; dans quelques jours, je commencerai à parcourir le pays », dit-il, pour expliquer la nécessité de créer un grand rassemblement de tous les Algériens. Son aide de camp, qui est aussi son beau-frère, précise que le président fait une demi-heure de marche tous les matins dans son jardin puis s'enferme jusqu'à 16 heures dans le bureau présidentiel. « C'est un passionné de tennis, dit-il, il suit tous les grands tournois sur les chaînes sportives que nous recevons grâce aux antennes paraboliques. »

L'Algérie a alors trois pouvoirs: l'armée pour restaurer la sécurité, Mohamed Boudiaf pour reconstruire la politique et Sid Ahmed Ghazali pour sauver l'économie. Chacun de ces pouvoirs tente, chacun de son côté, de mener à bien sa mission. Boudiaf ne voit guère le ministre de la défense en dehors de la réunion hebdomadaire du Haut Conseil d'Etat (HCE) le mardi matin. Pas d'officier de liaison permanent à ses côtés. Juste un premier cercle de conseillers techniques (« Ils ont tous l'accent parisien ») perilleux-t-on dans les couloirs qui aide Boudiaf à superviser le pouvoir et, surtout, à imaginer une stratégie politique. Les contacts avec le premier ministre Sid Ahmed Ghazali ne sont ni fréquents ni réguliers. A la rumeur: « Ghazali ne passera pas l'été », Boudiaf, sans protocole ni chaleur particulière, répond: « Pourquoi? Il travaille beaucoup, il va rétablir les finances, il est bien à sa place! »

Un président décalé? Comme de Gaulle parlait de la Russie et jamais de l'URSS, Boudiaf disait

« l'Afrique du Nord » et jamais le Maghreb. Citant souvent l'exemple du Maroc, où il avait passé plus de vingt ans: « Au Maroc, il n'y a pas eu de sécession de l'Etat comme cela s'est produit en Algérie; c'est une monarchie, mais l'autorité existe. Le roi est le représentant de la Oumma; cependant, les préches dénoncent la corruption et les abus de pouvoir. Le Maroc est l'un des pays qui ont su voir venir à temps le danger intégriste. »

Décalage également dans le discours à propos du Sahara occidental: « Qu'est-ce que ce conflit a rapporté à l'Algérie et au Maroc? Rien! Je crois qu'il y a aujourd'hui une réelle volonté de donner une solution à ce problème. Pour l'Algérie, il y a le problème des Sahraouis. Ce sont des réfugiés. Ils sont ici depuis dix-sept ans. Nous les avons aidés. Nous les avons gérés. Il faut essayer d'enlever de la mentalité des gens que cette histoire ne peut trouver d'autre solution que celle de l'affrontement, et cela dans l'intérêt de tous. Imaginez qu'une seule des parties ne soit pas d'accord en ce qui concerne le référendum. Le Maroc se retirera du processus et nous nous retrouverons au point de départ. Il y va de l'intérêt général de trouver une solution. »

Même franchise à propos de la Libye: « Je l'ai dit au frère Kadhafi: nous sommes à ses côtés mais il doit régler lui-même ses problèmes. Comment construire une région économique et politique qui sera pratiquement en conflit avec le reste du monde? »

## La « démagogie » de l'arabisation

Décalé enfin par rapport aux tabous intérieurs, comme l'enseignement du français, victime de l'arabisation: « Tout cela, c'est de la démagogie. Seulement voilà, il faut compter avec les pesanteurs. Il y a une sensibilité arabe qui se pose au niveau de l'éducation nationale, quelque chose de très artificiel. L'arabe, l'islamique, les valeurs nationales... et aujourd'hui ce genre d'arguments reviennent souvent, mais nous les dépasserons. »

Verra-t-on l'Algérie revenir un week-end le samedi et le dimanche? « Personnellement, je

voudrais qu'on en arrive là, dit Boudiaf. Au fond, l'islam n'impose pas un jour particulier de congé. Si, par exemple, on avance dans l'édification du Maghreb, le Maroc et la Tunisie observant le samedi-manche comme jours de repos, nous serons probablement amenés, avec le temps, à en faire autant. Autrement, les Algériens risqueraient de ne travailler que trois jours par semaine! »

## « Peut-être Chadli aimait-il bien vivre... »

Le ton monte lorsque Mohamed Boudiaf aborde le problème des islamistes. « Depuis mon retour ici, dit-il, j'ai bien vu quelques-unes des méthodes des intégristes: leur recours à la désinformation, aux colonnes, au mensonge. En ce moment, ils font circuler un faux diplôme portant de multiples cachets, disant que j'appartiens à la franc-maçonnerie. Ils ne reculent devant rien, pas même devant le crime. Leur arrivée au pouvoir aurait été une catastrophe pour le pays et aussi pour la Méditerranée et l'Europe. »

Il est une qualité que personne n'aurait songé à mettre en doute chez Boudiaf: c'est la droiture. A

Kenitra, il dirigeait une briqueterie de huit employés dont quatre membres de sa famille. « C'est le seul président algérien qui ait gagné sa vie à la sueur de son front », dit un soldat en faction devant la présidence. Ali Aroua, grand défenseur des droits de l'homme en Algérie, et fidèle de toujours, raconte volontiers comment il a trouvé Boudiaf, il y a moins d'un an, patageant dans la glaise jusqu'aux genoux pour aider un de ses ouvriers. « Je n'avais pas prévu de ma visite », commente simplement Aroua.

« Il faut lutter contre la corruption, déjà des anciens dignitaires sont incriminés, la justice passera », affirme Boudiaf. Mais verra-t-on aussi l'ancien chef de l'Etat, le président Chadli, être inquiété? « Je ne pense pas. Je ne pense pas qu'il y ait vraiment quelque chose contre lui. Ben Bella l'accuse à tort. Moi, j'ai les dossiers. Je les ai lus. Bon... Peut-être aimait-il bien vivre? On dit qu'il possède des maisons, que son fils possède un appartement, que sa belle-famille, etc. Mais, lui, personnellement, je ne pense pas qu'il possède grand-chose. »

Restait le péché capital: l'ambition politique. A son arrivée en Algérie, au mois de janvier dernier,

Boudiaf laissait entendre que son rôle se limiterait à relancer la démocratie. Fin mai, à la question: « Serez-vous candidat à la présidence? », il répond: « Je ne sais pas! Je vous assure... Je vous le dis honnêtement, si demain un homme beaucoup plus valable que moi se présentait, je lui laisserais la place tout de suite! Car je considère que le pouvoir est une charge avant toute autre chose. Ce n'est pas à mon âge que je vais faire une carrière politique. Je considère que ma mission et celle des gens de ma génération, c'est de permettre à cette jeunesse algérienne de reprendre le flambeau dans les meilleures conditions. Cela ne peut se faire que dans une démarche démocratique, honnête, où les élites algériennes pourraient prendre le relais de la scène. Je vous l'ai dit, nous allons réussir parce que nous n'avons pas d'autre choix. »

Isolé, décalé, ambitieux? Singulier destinée, en tout cas, que celle de Mohamed Boudiaf: l'homme avait déclenché, avec la lutte armée, le terrorisme, pour donner l'indépendance à son pays. Il aura péri par le terrorisme.

PIERRE DEVOLUY

## Un « rebelle idéaliste »

« Le gouvernement est bien tenu et le cap est le changement », c'était le 22 avril dernier, à l'occasion de l'installation du Conseil consultatif national. Trois mois après son accession à la présidence du Haut Comité d'Etat algérien (HCE), Mohamed Boudiaf exprimait sa confiance dans les membres de cette instance collégiale provisoirement au pouvoir et dans leur programme de gouvernement.

Le propos peut paraître aujourd'hui présomptueux. Il reflétait surtout une certaine méconnaissance de la réalité d'un pays que Mohamed Boudiaf avait quitté vingt-huit ans plus tôt, pour un exil volontaire en France d'abord, puis au Maroc.

Cet opposant incorrigible et incorruptible à tous les régimes qui se sont succédé à Alger depuis l'indépendance en 1962, avait accepté en janvier de se compromettre avec le pouvoir « dans un seul et unique but », un sens de « la mission à remplir ». Ainsi, celui qui avait bien mérité son surnom de « rebelle idéaliste », plaçait-il ses idéaux au service d'un pays qu'il aurait voulu remettre sur les rails.

Mais depuis son accession à la tête du HCE, il avait donné l'impression, faite de moyens plus efficaces, et face à une situation proprement chaotique, de se livrer à un volontarisme naïf, multipliant les appels à un sursaut national, pour empêcher « les réchuteurs et les trublions » de réaliser leur objectif et de réaliser le « changement radical » qu'il appelait de ses vœux.

C'était compter sans la détermination des islamistes - malgré ou peut-être à cause de l'arrestation de leurs principaux chefs - à déstabiliser le pays et ses dirigeants. L'enquête dira s'ils sont responsables de son assassinat, aux qu'il avait menacés de traiter « avec la plus grande sévérité ». Mohamed Boudiaf n'aurait pas fait une « carrière politique ». « A mon âge », disait-il, ce n'est pas ce que l'on vise. Mais ses meurtriers ne lui ont pas non plus laissé le temps d'entrer dans l'histoire comme l'homme du salut algérien.

Inconnu du grand public jusqu'à son retour d'exil le 16 janvier dernier à la demande du HCE qui venait d'être constitué, après la démission forcée de l'ex-président Chadli Bendjedid, Mohamed Boudiaf avait pourtant déjà une longue expérience derrière lui. Considéré comme le plus « politique » des quatre chefs historiques du FLN, capturé lors de l'interception de leur avion le 22 octobre 1956 par la chasse française, et incarcéré pendant six ans, il était entré très jeune en militantisme, d'abord dans les rangs du Parti du peuple algérien (PPA) et du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj.

Né le 23 juin 1919 à M'Sila, petite ville des hauts plateaux du constantinois, dans une famille de « grande tente » - une appellation donnée aux vieilles lignées du Sud Constantinois - Mohamed Boudiaf est dans un premier temps responsable d'une section locale du

MTLD, avant de participer à la création de l'Organisation spéciale (OS), sa branche militaire secrète. En 1950, la police française le recherche déjà.

Entré dans la clandestinité, il est alors « Taïeb », « Ali », « Smahn », délégué de l'OS pour le Constantinois. Après la dissolution de l'OS, il participe à la fondation du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), dont les neuf chefs déclenchent l'insurrection de la Toussaint 1954. La guerre ainsi lancée, Mohamed Boudiaf se multiplie entre Alger, Paris, Le Caire et Madrid. Chargé de la logistique du FLN, il part en 1956 pour l'Egypte, puis séjourne à l'étranger une partie de sa prouesse des armes pour les résistants oranais.

Même en prison en France, il maintient les liens avec la résistance. Il est également ministre d'Etat puis vice-président du Conseil provisoire de la République algérienne.

## Premier démissionnaire du FLN

A l'indépendance, ce militant de la première heure aurait pu s'intégrer au système. Mais cet impénitent, favorable au multipartisme, se brouille très vite avec Ben Bella, qui le fait arrêter dès la fin juillet 1962. Libéré quelques jours plus tard, il refuse de participer aux premières élections qu'il qualifie de

« préfabriquées », affirmant à l'époque au monde qu'« aucun parti populaire ne pourra naître à l'ombre des miraflores ». Lui qui était le titulaire de la carte numéro un du FLN, fut aussi le premier à démissionner du parti pour fonder le Parti de la révolution socialiste (PRS), dont les Algériens apprennent la naissance par des tracts, jetés dans les rues d'Alger au cours de la nuit.

- Mohamed-Boudiaf et ses amis y dénonçaient - déjà - « la faillite du FLN... qui ne peut plus prétendre être un mouvement révolutionnaire ». « L'équipe qui se proclame « direction du FLN »... prépare la voie à un régime policier de dictature personnelle ou militaire », ajoutait-il. En 1963, Ben Bella le fait arrêter à nouveau pour « complot contre la sécurité de l'Etat ». Libéré en octobre, il choisit l'exil au Maroc où il va animer, avec le PRS, la résistance clandestine de gauche au régime.

Son refus de toute compromission, sa rigueur, il la portait jusque sur ses traits. Un visage taillé à la serpe, le sourire rare, le teint blafard, une silhouette sèche d'ascète, le refus de la formule facile ou de la langue de bois, un langage simple. « Il ne faut pas mentir au peuple », martelait-il.

MOUNA NAIM

## Le tragique destin des « chefs historiques » du FLN

Mohamed Boudiaf est le troisième des quatre « chefs historiques » du Front de libération nationale (FLN) à avoir été assassiné depuis l'indépendance de l'Algérie.

Le premier fut l'ancien secrétaire général et trésorier du mouvement indépendantiste devenu le parti au pouvoir pendant près de trois décennies, Mohamed Khider, tué le 3 janvier 1967 dans une rue de Madrid.

Arrêté avec Ahmed Ben Bella, le 22 octobre 1956 - après le détournement de leur avion par les Français, - Mohamed Khider était entré en dissidence en quittant l'Algérie en 1963. Détenteur du trésor de guerre du FLN, évalué à quelques 60 millions de francs, il était parvenu à bloquer ces fonds à la Banque commerciale arabe de Genève, malgré les pressions des présidents Ben Bella puis Boumediène, n'entendant les restituer qu'à un gouvernement « légitime ». Après son assassinat, le contentieux entre la Suisse et l'Algérie ne fut réglé qu'en 1979, l'Etat algérien récupérant alors les fonds bloqués.

Le deuxième, Krim Belkacem, a été découvert étranglé dans une chambre d'hôtel à Francfort

le 18 octobre 1970. Ministre des affaires étrangères du GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne), chef de la délégation algérienne aux négociations d'Evian, il s'était exilé après l'arrivée au pouvoir de Houari Boumediène et déclarait en 1969: « Sept années d'indépendance ont été prises que sept ans de guerre. » Condamné à mort pour « trahison et conspiration avec l'étranger », Krim Belkacem sera réhabilité à Alger à titre posthume, tout comme Mohamed Khider, lors du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection algérienne, en novembre 1984.

Ahmed Ben Bella, ancien chef de l'Etat renversé par le colonel Boumediène en 1965, est récemment rentré en Algérie pour y fonder un parti d'opposition, comme Hocine Ait Ahmed qui l'avait précédé et qui dirige le Front des forces socialistes (FFS). Figurent aussi parmi les « neuf »: Larbi Ben M'Hidi, Mostefa Ben Boulaid et Mourad Didouche, tous trois tués dans le combat pour l'indépendance. Après l'arrivée au pouvoir du FLN en 1962, Rabah Bitat fut le seul survivant à n'avoir pas connu l'exil.

## Quatre années de troubles

## 1988

- 6 octobre: L'état de siège est décrété à Alger après de graves émeutes.

- 10 octobre: Le président Chadli Bendjedid promet des « réformes politiques ». Le calme revient.

- 12 octobre: L'état de siège est levé. Le président Chadli annonce un référendum pour le 3 novembre sur une modification de la Constitution.

- 3 novembre: Les amendements constitutionnels sur la séparation des pouvoirs entre le chef de l'Etat et le premier ministre sont approuvés par référendum.

- 22 décembre: Le président Chadli est réélu pour un troisième mandat de cinq ans.

## 1989

- 23 février: La nouvelle Constitution, qui ouvre la voie au multipartisme, est approuvée par référendum.

- 2 juillet: L'Assemblée nationale adopte la loi qui autorise le multipartisme.

- 14 septembre: Le gouvernement de M. Mouloud Hamrouche légalise le Front islamique du salut (FIS).

- 15 décembre: M. Hocine Ait Ahmed, l'un des chefs historiques de la révolution algérienne, rentre au pays après vingt-trois ans d'exil.

## 1990

- 12 juin: Le FIS remporte les élections locales avec 54,25 % des suffrages exprimés.

- 27 juillet: Un ministre de la défense, le général Khelil Nezzar, est nommé pour la première fois depuis 1965.

## 1991

- 1<sup>er</sup> avril: L'Assemblée populaire nationale adopte par 232 voix la nouvelle loi électorale, qui institue un scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

- 4 avril: Le président Chadli annonce que des élections législatives anticipées auront lieu les 27 juin et 18 juillet.

- 25 mai: Le FIS lance un mot d'ordre de grève générale illimitée pour exiger une élection présidentielle anticipée et l'abrogation de la loi électorale.

- 7 juin: Le nouveau premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, annonce la tenue d'élections législatives et présidentielle avant la fin de l'année.

- 18 juin: Le FIS estime que « le pays s'oriente vers l'apaisement » avec l'annonce de la formation d'un nouveau gouvernement.

- 25 juin: L'agitation reprend dans les rues d'Alger.

- 30 juin: Les dirigeants du FIS, MM. Madani et Ali Benhadj, sont arrêtés.

- 7 juillet: Le nouveau porte-parole du FIS, M. Mohamed Saïd, est arrêté à son tour.

- 27 septembre: Le responsable du FIS par intérim, M. Abdelkader Hachani, est arrêté. Il sera libéré le 29 octobre.

- 29 septembre: L'état de siège est levé.

- 15 octobre: Le président Chadli annonce que le premier tour des élections législatives aura lieu le 26 décembre.

- 5 décembre: Le Parlement adopte une loi permettant aux autorités civiles de faire appel à l'armée pour maintenir l'ordre public.

- 14 décembre: Le FIS décide de participer aux législatives.

- 26 décembre: Au premier tour des élections, le FIS obtient

188 sièges, le Front des forces socialistes (FFS) 25, le FLN 15 et les indépendants 3.

## 1992

- 2 janvier: Quelque 300 000 personnes manifestent à Alger, à l'appel du FFS pour « la sauvegarde de la démocratie ».

- 9 janvier: Des centaines de femmes manifestent à Alger contre le FIS.

- 11 janvier: Le président Chadli se contente de démissionner. L'intérim est assuré par le président du Conseil constitutionnel, M. Abdelmalek Benhabib.

- 12 janvier: Un Haut Conseil de sécurité annule les élections législatives.

- 14 janvier: Le Haut Comité d'Etat (HCE), présidé par Mohamed Boudiaf, prend le pouvoir.

- 22 janvier: Le président du bureau exécutif provisoire du FIS, M. Abdelkader Hachani, est arrêté ainsi que la majorité des responsables du mouvement.

- 4-6 février: De violents affrontements opposent les forces de l'ordre aux militants islamistes.

- 9 février: Le HCE instaure l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire pour une durée d'un an.

- 4 mars: La Chambre administrative du tribunal d'Alger décide la dissolution du FIS.

- 12 mars: Le ministère de l'intérieur publie un bilan officiel des récents affrontements s'élevant à 103 morts et 414 blessés.

- 22 avril: M. Boudiaf décide la création d'un Conseil consultatif national (CCN) chargé de seconder le pouvoir exécutif.

- 29 avril: La Cour suprême confirme la dissolution du FIS.

- 2 mai: Le général Mostefa Belouicif, ancien chef d'état-major de l'armée, est inculpé de corruption.

- 8 juin: Le président Boudiaf appelle au lancement d'un « rassemblement national ».

- 27 juin: Le procès devant un tribunal militaire de MM. Madani et Benhadj s'ouvre à Bida.

- 29 juin: Le président Boudiaf est assassiné.

## Le Monde

## HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements, et régions

Chaque semaine, le dimanche matin

150



السلامة العامة

SINAT DU PRÉSIDENT

Haut Comité d'Etat

même devant le crime

## MOHAMED BOUDIAF

Les réactions dans les milieux politiques

### M. Mitterrand : «L'Algérie pourra compter sur l'amitié de la France»

M. François Mitterrand a adressé, lundi 29 juin, un message au Haut Comité d'Etat de la République algérienne, dans lequel il écrit : «C'est avec une très vive émotion que j'ai appris la brutale et tragique disparition du président du Haut Comité d'Etat de la République algérienne démocratique et populaire. L'Algérie a perdu un homme d'état, un homme de bien, un homme de cœur. Elle sait qu'elle pourra compter sur l'amitié de la France dans ce chemin. Au nom du peuple français et en mon nom personnel, je prie le Haut Comité d'Etat de bien vouloir transmettre toutes mes condoléances à la famille de M. Boudiaf et au peuple algérien.»

Pour sa part, dans un message adressé à son homologue algérien, M. Lakhdar Brahimi, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, qui se trouvait en visite officielle à Djeddah, en Arabie saoudite, s'est dit «attristé par cet attentat commis à un moment où l'Algérie était plus que jamais engagée dans la voie de sa propre rénovation».

**M. Stasi (CDS) : «Un homme lucide et courageux»**

Les porte-parole de tous les partis politiques français ont rendu hommage au président algérien et ont condamné son assassinat. M. Henri Emmanuelli, président (PS) de l'Assemblée nationale, a salué en Mohamed Boudiaf une «figure exceptionnelle par son patriotisme et sa stature morale», ajoutant : «La nouvelle de son assassinat, dans des conditions particulièrement odieuses, ne peut que soulever l'horreur et la consternation.» M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, a condamné l'attentat «avec la plus grande fermeté», estimant qu'«aucune situation de désespoir ne peut trouver d'issue dans des actes de violence». Au nom du groupe socialiste de

l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, son président, a salué «la mémoire d'un homme intègre, d'un patriote, qui a sacrifié sa vie à ses convictions et à son pays», en précisant que «seul le dialogue dans la paix civile permettra à l'Algérie de créer le surcroît collectif porteur d'un renouveau».

Le Parti communiste a fait part de sa «vive émotion devant l'odieux assassinat» du président algérien et assuré le peuple algérien de «la profonde solidarité des communistes français dans sa lutte pour la justice, la démocratie et le développement».

M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé que l'assassinat de Mohamed Boudiaf, «revenu d'exil pour tenter de rétablir la stabilité et la tolérance en Algérie», doit être «universellement condamné». «Il faut souhaiter que l'Algérie trouve les moyens de reprendre sa démarche pacifique et représentative», a dit l'ancien président de la République. M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, a déclaré que Mohamed Boudiaf «constituait la chance d'une Algérie menacée par le fanatisme» et que «son assassinat est une terrible épreuve pour le peuple algérien».

«Nous nous devons de témoigner au peuple algérien une profonde solidarité et de soutenir les Algériens qui dans son sillage veulent épargner à leur pays le risque de l'avenir», a-t-il ajouté.

M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, a souligné que le président algérien était «un homme lucide et courageux». Il a déclaré avoir été «impressionné par sa détermination à lutter contre la mainmise du fondamentalisme musulman sur la société algérienne, contre un FLN usé par le pouvoir et disqualifié par l'échec, contre la corruption». «Dans la période de trouble qui risque d'éclater dans ce pays, a-t-il ajouté, la France doit plus que jamais aider ceux qui ont

fait le choix difficile de la démocratie». M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, a également affirmé que «la France doit manifester sa solidarité à l'égard du peuple algérien, qui nous est si proche, et convaincre ses partenaires de la Communauté que l'avenir de l'Europe est concerné par la situation au Sud de la Méditerranée».

**M. Juppé (RPR) : «Une redoutable spirale de violence»**

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, s'est déclaré «attristé par la tragédie algérienne» et a exprimé la crainte que cet assassinat ne déclenche «une redoutable spirale de violence» en Algérie. «Il est plus que jamais nécessaire que le peuple algérien surmonte ses divisions», a-t-il déclaré. «Tous les amis de l'Algérie sont aujourd'hui inquiets pour l'avenir d'un pays si proche auquel nous attachent tant de liens et dont la stabilité est une condition sine qua non de la paix en Méditerranée», a précisé M. Juppé.

M. Jacques Roseau, porte-parole du RPR, a estimé que «la tragédie algérienne de Mohamed Boudiaf constitue pour l'Algérie une épreuve étonnante et catastrophique, dans la mesure où le président du Haut Comité d'Etat apparaissait comme un ultime rempart face au danger de l'intégrisme islamique. Cet assassinat ouvre pour l'Algérie l'année de tous les dangers».

Enfin, M. Yvon Briant, président du CNL, a affirmé que «le pouvoir français est mal venu de verser sur la mort de Mohamed Boudiaf des larmes de crocodile, car les meneurs du FIS, responsables de l'attentat, trouvent en France, et notamment dans les mosquées, un asile complaisant».

#### La situation économique

### Une dette extérieure écrasante

Coincidence malheureuse, les dirigeants de la Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale, organisent à Londres une opération de relations publiques le jour même où Mohamed Boudiaf était assassiné. Objectif : inciter les pétroliers internationaux à revenir en Algérie pour investir dans la recherche d'hydrocarbures.

Il y a quelques années, à Alger, cette démarche aurait été considérée comme une trahison. Aujourd'hui, plus personne ou presque n'y trouve à redire. Les esprits ont évolué. A la fois grâce aux discours pédagogiques de M. Sid Ahmed Ghozali, nommé chef du gouvernement en juin 1991 et confirmé à ce poste en janvier 1992 par Mohamed Boudiaf. Du fait, aussi, des difficultés économiques traversées par le pays. Le retour des compagnies pétrolières n'a-t-il pas été présenté - bien imprudemment - à l'opinion publique comme une manne pour les finances du pays (5 à 7 milliards de dollars attendus).

L'argument ne pouvait que faire mouche dans un pays aux prises depuis des années avec une dette extérieure dont le remboursement (intérêts et principal) «mange» bon an mal an les trois quarts des recettes d'exportations (pétrole et gaz en pratique). Pour alléger le fardeau sans devoir «rééchelonner» - un mot encore tabou en Algérie - les pouvoirs publics ont négocié des «reprofilages» de la dette.

#### Un chômage dramatique

Reprofilage bilatéral avec l'Italie et l'Espagne. Puis, en mars, reprofilage de la dette bancaire. Celui-ci prévoit que le remboursement des échéances comprises entre le 1<sup>er</sup> octobre 1991 et le 31 mars 1993 (en pratique 1,5 milliard de dollars pour une dette globale de 26 milliards) seront étalés sur huit années. Ce ballon d'oxygène a permis du coup à Alger d'obtenir des crédits de la CEE (400 millions de francs), de la Banque mondiale (dont les équipes étaient la semaine dernière en Algérie). Reste maintenant à «reprofilage» la dette algérienne à l'égard de la France.

Au-delà de la gestion de la dette et des appels de Mohamed Boudiaf exhortant ses concitoyens à «la lutte contre les dépenses super-

flues», depuis le début de l'année, le gouvernement algérien n'a guère brillé par l'aude de sa politique économique. Chômage dramatique (il touche, estime-t-on, 25 % de la population active alors que près de 300 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail), inflation inquiétante (30 % en 1991, année faste pourtant pour l'agriculture; entre 35 % et 40 % prévus en 1992); descente aux enfers du dinar, la monnaie algérienne (1 dollar s'échangeait contre 3 dinars en 1986; aujourd'hui il en faut près de 25). Face à ces poisons, les dirigeants algériens, à l'image de leurs prédécesseurs, ont très classiquement opté pour une voie libérale marquée, notamment, par une libération quasi complète des prix. Depuis quelques semaines, seuls la farine (donc le pain), la semoule et le lait restent subventionnés. L'huile, le sucre, les légumes secs... ne le sont plus.

Dans le domaine industriel, le

temps des ruptures est révolu. Adversaires des monopoles étatiques, M. Mouloud Hamrouche, le prédécesseur de M. Ghozali, incitait les entreprises publiques - la plupart en piteuse santé - à nouer des accords de partenariat avec des firmes étrangères. La question ne paraît plus d'actualité. «Après une période de flottement, on assiste à un retour en arrière. L'administration reprend ses droits tandis que les entreprises privées paissent d'un traitement discriminatoire», constate un homme d'affaires. Quant aux investissements étrangers, pétrole mis à part, rien n'est fait pour les attirer durablement.

Pourtant, le temps presse. En 1991, la production industrielle de l'Algérie était inférieure à celle de 1984. Entre-temps, le nombre d'Algériens s'est accru de plus de deux millions.

JEAN-PIERRE TUQUOI

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la succession de M. Shamir

### M. Netanyahu candidat à la direction du Likoud

Dans la perspective du retrait annoncé de M. Itzhak Shamir, M. Benjamin Netanyahu, vice-ministre chargé de l'information dans le gouvernement sortant, a posé, lundi 29 juin, sa candidature à la direction du Likoud.

«Je présente ma candidature car le temps est venu d'opérer un changement profond dans la direction de notre mouvement», a déclaré M. Netanyahu à la télévision israélienne. La direction du Likoud avait décidé dimanche que les membres du parti étaient directement, pour la première fois, leur chef de file, jusqu'à la fin de l'année 1992.

Le ministre des affaires étrangères, M. David Levy, et M. Benny Begin, fils du fondateur du parti, ainsi que le ministre du logement, M. Ariel Sharon, briguent également la présidence du Likoud. M. Sharon a été accusé, lundi, par deux députés

de gauche, MM. Moshe Shahal et Dedi Zucker, d'avoir ordonné la destruction de documents gênants relevant de son ministère, avant la passation de pouvoirs consécutive à la défaite de son parti aux législatives du 23 juin.

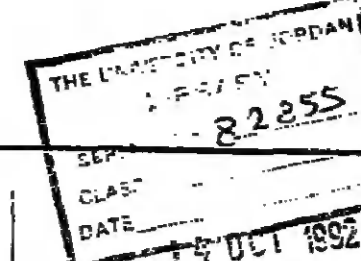
Par ailleurs, les membres de la délégation palestinienne aux négociations de paix sur le Proche-Orient ont pu repagner leurs domiciles à leur retour, lundi, dans les territoires occupés, venant d'Amman, après avoir été interrogés par la police israélienne sur leur rencontre publique en Jordanie la semaine dernière, avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, en infraction de la loi israélienne. Les délégués palestiniens, conduits par M. Fayez Hussein, ont refusé de répondre aux enquêteurs et ont été libérés sous caution. (AFP)

SYRIE

### Un nouveau gouvernement dans la continuité

La Syrie est dotée, depuis lundi 29 juin, d'un nouveau gouvernement, présidé par son premier ministre sortant, M. Mahmoud Al Zohbi, qui avait présenté la démission de son cabinet mercredi dernier et que le président Hafez Al Assad avait chargé de former un nouveau cabinet. Dix-huit ministres font leur entrée dans la nouvelle équipe de trente-sept membres, où les titulaires des ministères-clés restent les mêmes. Il s'agit notamment de MM. Moustapha Tlass à la défense, Farouk Al Chareh aux affaires étrangères, Mohammad Al Inadi à l'économie, Mohammad Harba à l'intérieur, et Mohammad Salameh à l'information. Les ministères techniques du pétrole, des communications, de l'industrie et des transports ont été confiés à des universitaires. Outre M<sup>me</sup> Najah Al Attar, ministre de la culture, une autre femme fait son entrée au gouvernement. Il s'agit de M<sup>me</sup> Salha Soukour, nommée ministre de l'enseignement supérieur. (AFP, Reuters)

Le Monde • Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992 • 5



Chez les beurs de Paris

### La rage et l'angoisse

Condamner sans nuances, sans pitié, sans compassion, sans espoir, mais aussi avec rage. Et dire l'angoisse, le vertige, l'impression de chaos et la sensation de fatalité, ce vilain mot. Les radios parisiennes de l'immigration ont aligné leur message. Sans se concerter, car elles ne se parlent guère. Mais avec la même foi et la même émotion. Avec les mêmes questions. Et puis, parmi quelques appels d'auditeurs révoltés, le sanglot étranglé d'une femme bouleversée. «Si je pouvais crier dans la rue, comme je le fais!»

Mais la rue, même à la Goutte-d'Or, ne se prête guère à ces manifestations d'émotion. Les femmes, à la tombée du jour, n'y traînent pas et laissent le pavé aux hommes. Les gosses, puisqu'il fait chaud, en sortent aussi ce soir-là. Ils se disputent un bâton qui flotte dans le caniveau, trottoir derrière un chat aveugle, crient et se chamaillent, vite héles depuis les étages. La rue, les cafés sont aux hommes. Et ce lundi 29 juin, les hommes, le front soucieux, ont à parler ensemble.

Certains ont apporté leur transistor et partagent. Des téléviseurs avec rallonges de fil sont posés sur quelques bancs. Mais les mieux informés du quartier, certains militants, des auditeurs fidèles, d'anciens interviewés, plus simplement des voisins, rendent visite, rue Polonois, à Radio Beur, la station de la deuxième génération de l'immigration maghrébine. La porte vitrée est ouverte, le petit salon accueillant; le bureau attendant paraît plus sélectif car c'est là qu'on y consulte sur Minitel les dépêches de l'AAPP et qu'un téléscripteur de l'agence de presse algérienne ne cesse de crêpiter. Une régé grande comme un mouchoir de poche reçoit plus tôt les appels des auditeurs en conservant la maîtrise sonore du studio. Car la rumeur de la rue s'arrête à la double porte du studio. Au-delà c'est d'Alger qu'elle survient.

Un journaliste de la radio publi-

que algérienne y fait en direct le récit de cette journée folle. Mouloud, qui anime d'ordinaire une émission sur la culture berbère, a décommandé in extremis son invité du jour, le chanteur Hacene Adjroud, et s'adapte avec gravité au sujet du moment. Sa fureur est extrême. «Le FIS est un poison! Le Haut Conseil de sécurité n'en a pas pris assez la mesure. Sa douceur l'a perdu. A sa place, j'aurais liquidé les islamistes!»

Egalement à Alger, Saïd Saadi, du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), veut un message positif. «On n'a plus le droit de marchander ou de tergiverser. La démocratie algérienne avait besoin d'un symbole? Le martyr Boudiaf va fournir le dédicé. Tous les Algériens sont décidés à se battre!»

Même tonalité du côté du président de la Ligue des droits de l'homme : «Le sacrifice de Boudiaf doit servir au rassemblement de tous les Algériens, de tous ceux qui ont l'Algérie au cœur.» Joint à Paris, un ancien compagnon du président Boudiaf hausse le ton. «L'Algérie est musulmane, elle n'est pas islamique! Il faudra dire non à un régime fasciste, réactionnaire, néo-fasciste. (...) A bas les urnes

si elles doivent donner naissance à Hitler, Khomény et Madani!» Les auditeurs appellent. Ils veulent savoir qui a tué le président Boudiaf, comment on l'a laissé passer, quelle est la responsabilité du FIS, et ce qui va advenir de l'Algérie, des frères ennemis. «Mais comment répondre?» demande Akli Mahamedi, le président de l'Association Radio Beur. L'embryon d'espoir commençait tout juste à prendre et voilà qu'on l'assassine. Beaucoup d'Algériens de France se préparaient à traverser la Méditerranée pour aller en vacances et voilà qu'on crée à nouveau le drame. Il y a comme une malédiction!

Le mot inquiète et glace. «Cela n'existe pas! On dit séchement un visiteur. Il faut aller sur place! Il faut témoigner de notre soutien, exprimer notre solidarité.» Le chaos? La guerre civile? «C'est le rou noir ce soir, admet Chérif Chikh, sociologue et responsable de la radio. On a tué le seul espoir démocratique et tout est remis en cause. On peut s'attendre à tout. Y compris à une guerre fratricide. Je ne peux m'empêcher de penser à la Yougoslavie. Quel vertige!»

ANNICK COJEAN

#### BIBLIOGRAPHIE

«De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier», de Rachid Mimouni

### La grande discorde algérienne

De l'archaïsme du Front islamique du salut (FIS), tout ou presque a déjà été dit. Auteur de *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*, Rachid Mimouni s'autorise néanmoins de sa qualité d'écrivain pour fuir le fondamentalisme musulman - tel du moins, que M. Abassi Madani et ses consorts la comprennent et le présentent, «ennemi des intellectuels et de la culture», dont le discours fait appel à la passion plutôt qu'à la raison, à l'instinct plutôt qu'à l'intelligence». Et de rappeler que dans les communes dont ils se rendent maîtres à la faveur des élections municipales de juin 1990, les «fous de Dieu» transforment à des associations religieuses les crédits destinés aux centres culturels.

Qu'ont fait les hommes de culture pour lutter contre cet envahissement qui risque de conduire à la barbarie, se demande l'auteur dans cet ouvrage en forme d'autocritique? «Triste histoire que celle des intellectuels algériens, note-t-il. Chaque fois qu'ils avaient rendez-vous, ils ont raté le coche de l'histoire. A cette trahison des clercs», Rachid Mimouni lui fait remonter à la Toussaint 1954 : «Ce furent quelques marginaux qui osèrent annoncer au monde entier qu'ils déclenchèrent une lutte armée pour revendiquer l'indépendance nationale, raconte-t-il. Les intellectuels ne commentèrent à rejoindre le FLN qu'à partir de 1956.»

Ces lâchetés individuelles et collectives ont conduit à une «dégradation continue» qu'aucun

gouvernement, sans prise sur une réalité réaliste, n'a réussi à freiner, depuis l'époque de «l'impulsif et brouillon Ben Bella» jusqu'à celle de «l'arabocrate vénéral Chadi» en passant par celle de «l'austère Boudiaf». Constat dramatique de l'auteur : «L'Algérien d'aujourd'hui n'accorde plus de crédit à ses dirigeants. Il est convaincu qu'aucun d'entre eux n'est en mesure de lui procurer un emploi, un logement, le lait pour son nouveau-né, le médicament pour son père hospitalisé.»

Les Algériens s'efforcent un monde chaotique, toutes règles et valeurs sont abolies. Plus personne ne croit à rien, du paysan kabyle aux tenants du pouvoir, assure Rachid Mimouni. A l'en croire, il existe un marais de 40 % constitués de gens indifférents au sort du pays. Cette majorité silencieuse, en général analphabète et dénuée de formation politique, n'a d'autre préoccupation que d'«améliorer ses dures conditions d'existence».

«La tendance islamiste représente le quart de l'opinion nationale. Elle sera durable, affirme l'auteur. Le pouvoir et les démocrates devront compter avec elle.» C'est dire que la recherche d'un consensus, ou du moins d'un modus vivendi, est plus nécessaire - et pourtant plus aléatoire - que jamais entre frères ennemis, et qu'«à l'Algérie est entrée dans une ère de grande discorde».

JACQUES DE BARRIN

► La Pré aux Clercs, 172 p., 98 F.



SOLDES

à partir du 30 juin 1992

2, Place des Victoires

75008 Paris

BOSS  
HUGO BOSS



## EUROPE

Après la visite de M. Mitterrand dans la capitale bosniaque

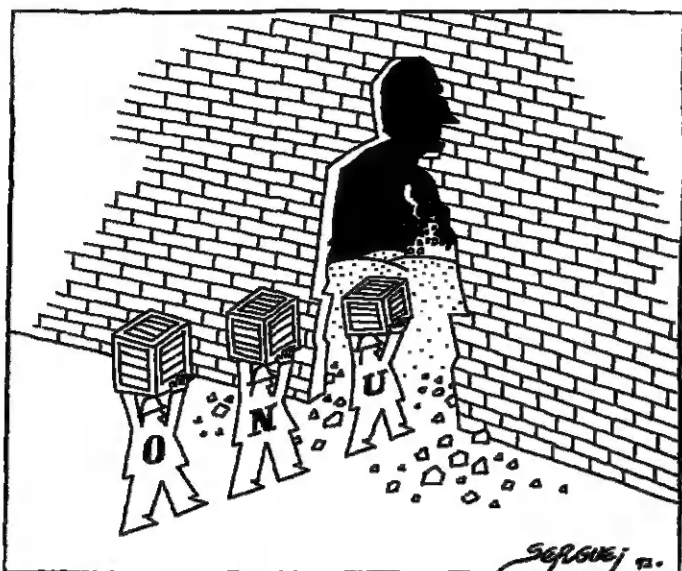
## Le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'un millier de «casques bleus» sur l'aéroport de Sarajevo

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Prendant en compte la déclaration qui lui avait été précédemment soumise par le secrétaire général et dans laquelle M. Boutros Boutros-Ghali faisait état «des progrès considérables» qui, depuis peu, avaient permis au détachement de la Force de protection des Nations unies en Yougoslavie (FORPRONU) de commencer à exercer son autorité sur l'aéroport de Sarajevo, le Conseil de sécurité a voté, à l'unanimité, lundi 29 juin, une résolution autorisant le «déploiement immédiat d'éléments additionnels» de la FORPRONU pour assurer la sécurité et le fonctionnement de cette installation ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire destinée à la population civile. Dans cette même résolution (n° 761), le Conseil se réserve toutefois la possibilité de recourir à «d'autres mesures» au cas où toutes les parties intéressées au conflit ne coopéreraient pas pleinement avec la FORPRONU et avec les agences internationales et dans l'éventualité où elles ne prendraient pas toutes les dispositions permettant d'assurer la sécurité des membres de ces organisations.

Dans sa déclaration, faite de Dakar, où il participe au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le secrétaire général admettait qu'un «cessez-le-feu absolu» n'avait pas pu être



constaté sur le terrain, mais il invitait toutefois le Conseil à «saisir l'occasion fournie par les derniers développements» à Sarajevo pour autoriser le déploiement de nouvelles forces onusiennes, conformément à une disposition de la résolution 758 votée le 8 juin.

## Contrôle aérien

Dans les prochaines quarante-huit heures, le bataillon canadien de 850 hommes, actuellement basé en Croatie et qui fait partie des quatorze mille «casques

bleus» appelés à stationner dans ce pays, va se déployer à Sarajevo, appuyé par une présence française. Celle-ci sera composée d'une unité chargée du contrôle aérien et d'une autre assurant le déchargement des avions, de cent à cent cinquante pilotes d'aviation légère et d'une soixantaine de militaires convoyant des véhicules transporteurs de troupes.

Le contingent de casques bleus canadiens devrait ensuite regagner ses cantonnements en Croatie pour être remplacé par quatre cents hommes détachés par la France (contre les deux mille autres déjà stationnés en Croatie

et les soixante experts militaires présents en Bosnie-Herzégovine) et par d'autres contingents fournis par l'Égypte et l'Ukraine. «Nous sommes restés dans le cadre d'une opération de maintien de la paix, avec l'accord des parties», constatait avec satisfaction l'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Mérimée, à l'issue de la réunion du Conseil de sécurité, en faisant valoir que la visite effectuée la veille par le président Mitterrand à Sarajevo avait «énormément aidé» l'ONU dans son entreprise.

## «Zones roses»

Le Conseil de sécurité devait reprendre ses consultations le 30 juin pour se prononcer sur un projet de résolution entérinant le contenu d'un autre rapport de M. Boutros-Ghali consacré cette fois à la Croatie et dans lequel le secrétaire général s'inquiète des attaques lancées par l'armée croate contre des forces de défense territoriales serbes situées dans des «zones roses», protégées par les Nations unies, à l'intérieur de la Croatie. Ces affrontements, estime-t-il, compromettent la prise en charge de ces secteurs par la FORPRONU et l'application du plan du Conseil de sécurité visant à obtenir la démission des forces paramilitaires et irrégulières dans cette région.

SERGE MARTI

## Le blocus a été interrompu

Suite de la première page

Le «Pont aérien», réclamé par M. François Mitterrand, existe et c'est une victoire, un soulagement immense pour ces trois cent mille habitants de Sarajevo, terrés comme des rats depuis des semaines dans les caves de leurs immeubles. Le deuxième «petit pas», l'ouverture d'un «couloir humanitaire» jusqu'à la ville, éloignée de quelques kilomètres, est encore à faire.

Encore la prudence : un officier de la FORPRONU estime que les cargaisons d'aide ne pourront pas être distribuées tant que les conditions de sécurité ne sont pas réunies pour acheminer les vivres à la population. Mais le général McKenzie est résolu à aller de l'avant : les vivres, a-t-il insisté mardi matin, seront déchargés dans la journée avec l'aide du Haut Commissariat pour les réfugiés. Le blocus de Sarajevo continue, mais lundi soir, la première brèche a été ouverte.

Un deuxième avion français, un Hercules C-130, était attendu, mardi, avec des équipements de signalisation de piste, un groupe électrogène et une équipe de déchargement. «On attend que nos partenaires nous rejoignent», a indiqué M. Musitelli, sans doute satisfait que la France ne soit plus accusée d'être «à la traîne» comme on le lui a souvent reproché depuis le début du conflit yougoslave.

Washington et Londres ont aussitôt exprimé leur satisfaction après la réussite de la première opération française, mais ont ardemment souligné que leur participation à un pont aérien ne se fera que dans le cadre d'un plan

de l'ONU. Même si la nuit de lundi à mardi a été relativement calme à Sarajevo, des tirs sporadiques ont néanmoins été entendus dans le quartier de Dobrinja, situé entre l'aéroport et le centre-ville. Il s'agit-là, certes, d'une «escarmouche» après le cauchemar vécu depuis des semaines par les habitants de la capitale bosniaque.

Le blocus, il est vrai, a été levé mais les trente-quatre «casques bleus» ne peuvent assurer qu'un contrôle précaire de l'aéroport avant l'arrivée des renforts de l'ONU. A Sarajevo, le pire reste encore à craindre.

Y.-M. R.

## Deux journalistes blessés

Deux journalistes ont été blessés par des tirs, lundi 29 juin en début d'après-midi près de Sarajevo, dans le village de Stjepko. Leur voiture a été criblée de balles alors qu'ils se rendaient à l'aéroport. Il s'agit de notre confrère Jean Hatzfeld, de Libération, et du photographe britannique Kevin Weaver. Jean Hatzfeld, sérieusement blessé à la jambe, indique mardi son journal, a été opéré à l'hôpital de Kosevo. Selon les médecins, ses jours ne sont pas en danger. Légèrement atteint, Kevin Weaver n'a pas été hospitalisé. — (AFP)

## Le PS s'inquiète de «l'indifférence» et de «l'impuissance» des nations

Au lendemain de la visite de M. François Mitterrand à Sarajevo, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a affirmé lundi 29 juin, que ce geste représentait «la condamnation de l'indifférence et de l'impuissance des nations» face au drame yougoslave. M. Queyranne a ajouté que «la France avait une mission à tenir sur la scène internationale» et qu'elle parlait au nom d'une Europe qui reste à construire, à affirmer sur le plan de la politique étrangère et de défense. Pour sa part, M. Pierre Bérégovoy a déclaré, lors d'une cérémonie de remise des insignes de chevalier de la Légion d'honneur à M. Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan (nos dernières éditions du 30 juin), que le droit d'ingérence humanitaire prôné par le ministre de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, s'était «manifesté avec éclat et avec courage». «Ceux qui ont accompli cet acte l'ont fait parce que tel était leur devoir», a-t-il ajouté.

M. Raymond Barre, ancien premier ministre, a salué, dans un communiqué, la visite du président François Mitterrand à Sarajevo comme «un geste symbolique et courageux». M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, qui était l'invité du «Club de la presse

d'Europe I», a parlé d'un «beau geste qui ne doit pas cacher une mauvaise politique», et M. Jean Lecanuet, président (Un. cent.) de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, a rendu hommage au «geste courageux et fort» de l'Etat, en exprimant l'espoir que «cette initiative ne soit pas ressentie comme un geste isolé» par les partenaires de la France dans la Communauté européenne.

Au RPR, M. Philippe Séguin, député des Vosges, a «applaudi» et «approuvé sans réserve», sur RTL, la visite de M. Mitterrand, en soulignant qu'elle le «renforce dans ses convictions» anti-Maastricht. «Ce qu'a fait M. Mitterrand, il l'a fait au nom d'un grand pays, au nom de la France, a-t-il dit. Avant Maastricht, ces choses-là sont possibles, je ne suis pas sûr qu'elles le soient après».

De même, M. Pierre Mazeaud, député RPR de la Haute-Savoie, qui est l'un des opposants au traité de Maastricht, mais qui s'est dit «choqué» par la visite de M. Mitterrand, a estimé que le président de la République «venait de faire la démonstration contraire de ce qu'il souhaitait, que l'Europe n'existe pas».

## Le président Milosevic accepte la tenue d'une table ronde avec l'opposition serbe

BELGRADE

de notre correspondant

Belgrade a continué lundi 29 juin à vivre sous le signe de la contestation. Des dizaines de milliers de manifestants, qui s'étaient rassemblés dimanche à l'appel de l'opposition serbe, occupaient toujours la place du Parlement fédéral, dans le centre de la capitale. Non loin de là, dans les facultés, l'université de Belgrade, les étudiants entraient dans leur seizième jour de grève.

Tous revendiquent la démission du président de Serbie, Slobodan Milosevic, tenu pour responsable de la mise à l'index de la Serbie par la communauté internationale et de la crise économique et sociale. Confronté à l'endurance des manifestants, Slobodan Milosevic a accepté, lundi, que son mandat soit soumis à des élections ou à un référendum. L'opposition cependant ne semble pas se contenter de ce «faux-levain» du pouvoir de Belgrade qui vise avant tout à amoindrir les contestations.

A l'issue d'un entretien d'une heure, lundi matin, avec une délé-

gation du Mouvement démocratique serbe (DEPOS) qui organise la manifestation de protestation contre le régime de Belgrade, M. Milosevic a accepté de négocier l'organisation d'une table ronde entre le pouvoir et l'opposition et de soumettre son mandat à vérification. Arguant qu'il avait été élu démocratiquement lors des élections multipartites de décembre 1990, M. Milosevic a réitéré son refus de démissionner sous la pression de la rue.

## Les effets de l'embargo

Son départ doit par conséquent être décidé par l'ensemble du corps électoral, lors d'une consultation dont la date approximative n'a pas été mentionnée. Les maigres concessions de M. Milosevic ont suscité la déception de l'opposition qui est consciente de l'urgence de la situation alors que les effets de l'embargo imposé à la Serbie par la communauté internationale se font sentir plus violemment chaque jour.

Le mécontentement prévalait également parmi les manifestants qui ont sifflé et hué le résultat des nég-

ciations de lundi en scandant sans relâche : «démission ! démission !». Le «Sabor», l'assemblée suprême du peuple serbe constituée dimanche par tous les manifestants, avait rendu son verdict : le mouvement doit continuer «jusqu'au départ de M. Milosevic». Sur la tribune d'honneur adossée aux marches du Parlement fédéral, un membre de DEPOS dénonçait «la manœuvre» du président serbe «pour gagner du temps alors que la Serbie n'en a plus». Un autre intervenant soulignait «le piège tendu» par M. Milosevic «qui n'est pas plus enclin au changement qu'auparavant».

Dans les jours prochains, DEPOS — le mouvement de l'opposition qui regroupe des intellectuels, des syndicats indépendants et plusieurs partis dont le mouvement du renouveau serbe de Vuk Draskovic — doit présenter aux autorités serbes sa conception de la table ronde. Celle-ci devrait, pour l'opposition, permettre de négocier la formation d'un gouvernement de salut national avant la tenue de nouvelles élections. Toutefois, le premier ministre

serbe, M. Radoman Bozovic, qui a reçu également les représentants des manifestants, a semé la confusion en affirmant que le principe d'une table ronde était inacceptable puisque cela n'était pas prévu par la Constitution.

Le conseiller de M. Milosevic, M. Zeljko Simic, prétend que le président serbe a fait lundi «toutes les concessions» et qu'il ne peut pas offrir plus qu'une consultation pour vérifier sa légitimité auprès des électeurs. Personnellement, M. Simic estime que le leader serbe n'est pas menacé et qu'il remportera le scrutin puisque «il continue à symboliser au sein de l'opinion publique l'intérêt serbe». Le diagnostic de M. Simic ne faisait pas l'unanimité à Belgrade, où l'on pensait que la paupérisation et la mise en chômage technique d'un tiers de la population active en raison de l'embargo pétrolier, commercial et aérien, devaient inévitablement se faire ressentir sur les intentions de vote.

FLORENCE HARTMANN

CEI : tirs sur la mission de l'ONU en Moldavie

## M. Eltsine donne de nouveaux gages à l'armée russe

Le président Boris Eltsine a promu, lundi 29 juin, deux généraux à poigne dans l'armée russe, donnant à celle-ci de nouveaux gages au moment où les conflits ethniques s'intensifient dans les périphéries de l'ancien empire.

Le général de division Alexandre Lebed a ainsi été nommé chef de la XIV<sup>e</sup> armée russe, stationnée en Moldavie. Celle-ci affirme sa neutralité dans le conflit qui déchire cet Etat, mais fournit les armes de la «garde» des séparatistes russophones de Transnistrie.

Le général Lebed, un proche de M. Eltsine, a, dès sa nomination, annoncé que «le caractère de cette neutralité changera. Elle deviendra une neutralité armée». Comme seul éclairage de ce nouveau concept, le général a précisé qu'il «n'est pas dans la tradition ou dans le caractère du Russe de rester les

bras croisés lorsque des civils sont tués ou mutilés» devant ses yeux.

Il a évoqué le «génocide» qui aurait été commis à Bender, une ville aux mains des russophones que les forces moldaves avaient tenté de reprendre il y a une semaine. Les combats y auraient fait entre cent et cinq cents morts en dix jours. Lundi, les tirs s'y poursuivaient et ont atteint notamment le véhicule de la mission de l'ONU envoyée en Moldavie. Les trois observateurs se sont réfugiés pendant trois heures dans un commissariat, puis ont quitté la ville.

Le second promu est le général Boris Gromov, qui devient vice-ministre de la défense, aux côtés d'autres jeunes officiers de sa génération nommés il y a dix jours. Le général Gromov, très populaire au sein de l'armée depuis qu'il avait supervisé son retrait d'Afghanistan,

est un conservateur bon teint, mais n'a pas été impliqué dans le putsch raté d'août dernier à Moscou.

Lundi, le ministre de la défense, M. Pavel Gratchev, a adressé un message à l'armée russe, affirmant qu'elle seule est capable de sauvegarder des milliers de vies humaines dans ces conditions de chaos civil et d'affrontements interethniques. Exhortant les militaires à la patience, il les a assurés du soutien du président Eltsine. Des accords signés la semaine dernière par ce dernier pour mettre fin à ces conflits, un seul — celui opposant Géorgiens et Ossètes alliés aux Russes — a connu un début d'application : lundi, du matériel lourd des milices géorgiennes a commencé à être évacué des environs de Tskhinvali, chef-lieu assiégé d'Ossétie du Sud. — (AFP, Reuters)

ESTONIE : le référendum sur la Constitution

## Une majorité s'est prononcée contre le droit de vote des russophones

TALLIN

de notre envoyé spécial

Consultés par référendum, dimanche 28 juin, les Estoniens ont approuvé massivement — 91,1 % de oui pour 66,6 % de participation selon des résultats presque définitifs — le projet de Constitution qui leur était soumis et qui établit un régime de type parlementaire. Les prochaines élections législatives devraient avoir lieu à la fin de l'été et la Chambre qui en sera issue désignera à son tour le président de la République.

Environ 53 % des personnes consultées au cours de ce référendum se sont d'autre part prononcées contre la participation à ces prochaines élections des russophones du pays qui avaient déjà demandé la nationalité estonienne mais dont le dossier n'avait pas encore été traité par la commission

compétente. Si les personnes concernées par cette décision sont peu nombreuses — 5700 environ —, il est clair que le message envoyé par les Estoniens sera perçu par l'ensemble de la minorité russophone du pays, qui représente plus du tiers de la population totale d'Estonie, comme un refus de l'intégrer politiquement.

La loi sur la nationalité adoptée en février par le Parlement estonien apparaît certes comme très libérale, mais elle prévoit que tous les candidats à la nationalité puissent prouver une connaissance satisfaisante de la langue estonienne, clause qui avait été très mal acceptée par les russophones. Le résultat du référendum de dimanche pourrait ainsi aiguïser les conflits latents entre les Estoniens de souche et la minorité russophone.

JOSÉ-ALAIN FRALON

## UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F\*  
— PARIS/ORLANDO/PARIS.  
— Une voiture de location en kilométrage illimité.  
— Une location de villa.  
\* Prix basé sur 4 personnes minimum.

**CONTACTOUR**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.  
Tél. : (1) 42-46-02-03.

150



سكنا على اليمين

## EUROPE

### Inquiétudes européennes

A la lumière du sommet de Lisbonne, l'après-Maastricht prend déjà un goût amer

BRUXELLES,  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Faute de s'entendre sur le financement de la Communauté au cours des années à venir, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ne sont pas parvenus à donner à l'option cette image d'unité, de sérénité et de détermination qu'ils considéraient, à la veille du conseil européen, comme le meilleur remède pour venir à bout du syndrome danois (*le Monde* du 30 juin).

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors a sans doute raison de ne pas s'inquiéter, outre mesure, d'un contretemps provisoire qui illustre la course d'obstacles à laquelle les Douze doivent s'astreindre sur chacun des dossiers où leurs intérêts diffèrent.

Cet accident, qui est venu soulever l'ambiance plutôt morose du dernier conseil européen de Lisbonne, témoigne également de l'ampleur des difficultés qu'il faudra surmonter pour que la politique de Maastricht devienne un succès. Au point de se demander si la révolte observée aujourd'hui, dans une partie de l'opinion, révèle non pas tant une protestation à l'égard d'un supposé déficit démocratique ou d'une insuffisante clarté, que le sentiment diffus que l'aventure de Maastricht, pour tentante qu'elle soit, est mal engagée.

M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement d'un Etat membre au comportement exemplaire, qui, depuis son adhésion à la CEE, le 1<sup>er</sup> janvier 1986, n'a jamais entravé par des revendications excessives la bonne marche de la Communauté, sait parfaitement que son pays ne sera pas capable de relever le défi de l'Union économique et monétaire (UEM) sans un concours financier puissant de ses partenaires.

L'Allemagne ne l'ignore pas non plus, mais presque apathique par le coût de la réunification, sans parler de l'effort de solidarité qu'elle juge nécessaire de consentir à l'Est, elle éprouve du mal à suivre. Quant à la Grande-Bretagne, qui sort à peine d'une crise économique, les plus rudes de l'après-guerre, le sort de l'UEM ne constitue certainement pas sa préoccupation première.

L'impuissance de l'Etat italien à mettre en œuvre les réformes qu'exigerait la participation à l'Union monétaire, a été confirmée de façon éclatante au printemps lorsque les ministres des finances des Douze ont constaté que le « plan de convergence » qu'il avait annoncé n'était pas appliqué, que l'économie italienne, loin de se rapprocher des performances requises, s'en éloignait. Pour la France, la conséquence la plus claire de cette défaillance italienne, c'est la perspective, pour 1997 ou 1999, d'un face-à-face au sein de l'Union monétaire avec l'Alle-

magne et les pays du Benelux, lesquels appartiennent eux-mêmes à la zone mark.

Est-ce là une situation qui rendra possible une gestion collective de l'économie, et singulièrement de la politique monétaire, conforme aux intérêts de la France? La question, qu'il serait absurde d'interpréter comme une manifestation de défiance à l'égard de l'Allemagne, mérite au moins d'être posée. Même si l'Espagne rejoignait le peloton de tête, son poids économique, encore très inférieur à celui de l'Italie, ne permettrait pas le réajustement nécessaire pour éviter que l'Allemagne ne domine l'UEM.

#### Les inconvénients de l'élargissement

L'échéance de l'élargissement est, quant à elle, plus proche. Il est désormais raisonnable de s'attendre à ce que, le 1<sup>er</sup> janvier 1993, la Communauté compte quatre membres supplémentaires : l'Autriche, la Finlande, la Suède, la Suisse; peut-être cinq si la Norvège a son tour se décide. L'entreprise n'est-elle pas préparée de façon à ne pas altérer le visage de la Communauté? Peut-on alors encore espérer une Europe unie, influente dans les affaires du monde, telle qu'elle devrait résulter de la politique de Maastricht? La réponse est évidemment négative.

Il n'est peut-être pas opportun, aujourd'hui, à trois mois du référendum en France, d'évoquer la possibilité d'un gouvernement européen ou d'une nouvelle organisation politique de la Communauté. Mais comment ne pas comprendre qu'en l'absence d'aménagements institutionnels importants, les « Seize ou Dix-sept » se dirigeront tout droit vers cette Communauté que souhaitent les Anglais, une zone de libre-échange où les liens politiques restent très lâches et la capacité collective d'agir insignifiante.

L'élargissement rendra illusoire une politique étrangère et de sécurité commune (PESC), déjà plus que problématique. D'ores et déjà, comme en témoigne la lenteur des réactions de la Communauté dans le conflit yougoslave. Inviter la Suisse, l'Autriche ou la Finlande à renoncer à leur neutralité, en attendant qu'elles s'y résignent de bonne grâce, ne réduira guère la probabilité qu'en raison de leur configuration géographique et de leur histoire, leur sensibilité demeure éloignée de celle de pays comme la France, l'Allemagne ou l'Espagne.

Les différences d'intérêts, la Communauté économique européenne le montre chaque jour, peuvent se surmonter. En revanche, les différences d'objectifs, comme celles qui séparent la France du Royaume-Uni ou des Pays-Bas à propos de la nature du lien à entre-

tenir avec les Etats-Unis, apparaissent comme des fossés presque impossibles à combler.

En fait, en matière de politique étrangère et de sécurité, l'appartenance à la Communauté telle qu'elle existe est souvent ressentie davantage comme une entrave que comme un atout. Aujourd'hui déjà, dans l'actuelle Communauté, la France se retrouve souvent isolée. Sur l'essentiel, si l'on considère les thèmes que pourrait recouvrir une politique étrangère européenne, et en oubliant le cas très singulier du Royaume-Uni, des nations comme les Pays-Bas, le Danemark, voire l'Italie (que dire de la fiabilité de l'Italie de Gianni De Michelis quand on se souvient des retournements qu'ont connus depuis deux ans ses positions en matière de défense) ont des comportements divergents de ceux de la France. Seuls des « rafistolages » permettent de le masquer.

La politique de Maastricht représente probablement le meilleur choix pour la France. L'alternative n'est pas de lui tourner le dos, parce que les perspectives de mise en œuvre se révèlent décevantes. Mais constatant qu'il est malsain d'ajourner sans cesse le traitement des problèmes - quelle organisation politique pour l'Europe? Quels objectifs de politique étrangère? - faudrait-il s'interdire de revoir la liste des partenaires avec lesquels on tentera l'aventure pour qu'elle ait une chance de réussir?

Dans l'Europe d'aujourd'hui, il n'y a pas pour la France d'alternative à l'alliance avec l'Allemagne. Mais il est certainement souhaitable pour les deux pays que le noyau de cette Communauté, capable et surtout désireux d'appliquer Maastricht, ne soit pas exclusivement franco-allemand. Tels sont peut-être les termes de l'équation d'un après-Maastricht décidément amer.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Le débat de ratification du traité de Maastricht au Parlement grec aura lieu en juillet. - M. Constantinos Mitsotakis, le premier ministre grec, a annoncé, lundi 29 juin, que le Parlement grec se réunirait en session extraordinaire, du 20 au 30 juillet, pour examiner le Traité de Maastricht sur l'union politique et monétaire européenne. M. Mitsotakis a prédit que le traité serait ratifié puisque les partenaires européens d'Athènes « ont fait preuve de sensibilité, d'une entière compréhension et de solidarité envers la Grèce ». Au conseil européen de Lisbonne, à la fin de la semaine dernière, les Douze avaient répondu aux vœux de la Grèce en refusant de reconnaître l'ex-République yougoslave de Macédoine tant que celle-ci n'aurait pas changé de nom (*le Monde* du 30 juin). - (Reuters)

sont réservés à des militaires désignés par le président Suharto. - (AFP, UPI)

■ NIGERIA : liberté sous caution pour cinq opposants. - Le tribunal correctionnel de Gwagwada, près d'Abuja, dans le centre du Nigeria, a accordé, lundi 29 juin, la liberté sous caution à cinq opposants, accusés de « conspiration et trahison », parmi lesquels le président du comité nigérian des droits de l'homme, M. Boko Ransome-Kuti, et les avocats Femi Falana et Gani Fawehinmi. Le juge a estimé que l'accusation n'avait pas suffisamment été étayée par des preuves. - (AFP)

■ SRI-LANKA : au moins 70 morts dans une nouvelle offensive de l'armée. - Une nouvelle offensive a été lancée le 28 juin, avec plus de 7000 hommes, par les forces armées sri-lankaises contre la péninsule septentrionale de Jaffna, place forte des Tigres séparatistes tamouls. Les combats ont fait au moins soixante morts parmi les rebelles et dix chez les gouvernementaux, a annoncé un porte-parole officiel. - (AFP, Reuters)

■ THAILANDE : élections législatives le 13 septembre. - Le premier ministre par intérim, M. Anand Panyarachun, a annoncé lundi 29 juin son intention de dissoudre mardi la Chambre basse, élue le 22 mars selon la Constitution « militaire » de la fin de 1991, qui avait été contestée à la mi-mai à Bangkok par le Mouvement démocratique, et qui a été amendée le 10 juin. Les prochaines élections auront lieu le 13 septembre. - (AFP)

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : tout en le restreignant

### La Cour suprême réaffirme le droit à l'avortement

WASHINGTON

de notre correspondant

Au grand dam des conservateurs, la Cour suprême a réaffirmé, lundi 29 juin, que le droit à l'avortement faisait partie des libertés fondamentales défendues par la Constitution; elle a cependant, dans le même temps, asséché la colombe de nombre d'organisations féministes en confirmant le droit des Etats à restreindre la pratique de l'avortement.

S'il ne satisfait vraiment personne, cet arrêt de compromis, rendu à propos d'une loi de Pennsylvanie, devrait momentanément calmer le débat sur l'avortement et le tenir hors de la campagne pour l'élection présidentielle de novembre. Les candidats ont sur cette question des positions très tranchées. Le démocrate Bill Clinton et l'indépendant Ross Perot sont convaincus que le droit à l'interruption volontaire de grossesse doit être maintenu; c'est une décision, disent-ils, qui en dernier ressort ne doit dépendre que des femmes. Depuis qu'il a été choisi par M. Ronald Reagan pour être vice-président, le républicain George Bush a quitté le camp des partisans de la liberté du choix pour rejoindre l'aile la plus conservatrice de la formation et militer ardemment en faveur de l'interdiction de l'avortement.

La Cour avait à se prononcer sur la constitutionnalité d'une loi de Pennsylvanie - d'ailleurs adoptée à l'initiative d'un gouverneur démocrate - restreignant le droit à l'avortement. Ce texte impose à une mineure d'obtenir l'autorisation de ses parents ou d'un juge; à une adulte de « notifier » à son conjoint sa décision d'avorter; à toute femme de respecter un délai de vingt-quatre heures entre le moment où elle sollicite une interruption de grossesse et l'intervention du médecin. Les uns redou-

taient et les autres souhaitaient que les neuf juges de la Cour suprême, en majorité des conservateurs, en profitent pour annuler un précédent arrêté - Roe contre Wade - de 1973 et qui fait de l'avortement une des libertés protégées par la Constitution (au titre du respect de la vie privée des citoyens).

#### Une décision fragile

Par cinq voix contre quatre, les juges ont expressément réaffirmé la décision de 1973, mais ils ont, en même temps, autorisé les Etats à limiter l'exercice du droit à l'avortement et validé la plupart des dispositions de Pennsylvanie - sauf celle concernant l'obligation de la « notification » d'une femme adulte à son conjoint. Les conservateurs se sont déclarés déçus par la décision de la Cour; les libéraux y ont vu un début d'empiètement grave sur le droit à l'avortement. Le président Bush s'est dit « satisfait »; la prohibition de l'avortement aurait révoqué nombre d'électorats républicains et menacé de transformer la convention du parti, à la mi-août, en bataille sur ce thème.

ALAIN FRACHON

(1) Il s'agit des juges Sandra Day O'Connor, Anthony Kennedy et David Souter.

■ Baisse de M. Perot et remontée de M. Clinton selon un sondage. - Le milliardaire texan Ross Perot, candidat encore non officiel à la Maison blanche, est en baisse dans l'intention de voter pour l'élection présidentielle du 3 novembre, contrairement au démocrate Bill Clinton, selon un sondage publié lundi 29 juin par la chaîne de télévision ABC et le *Washington Post*. Ce sondage donne 33 % des voix à M. Clinton, 30 % à M. Perot et 29 % au président George Bush. Par rapport au précédent sondage ABC-*Washington Post*, publié le 7 juin, M. Perot perd huit points. M. Clinton en gagne sept et M. Bush en concède un. - (Reuters)

#### CHILI

### La coalition soutenant le président Alwyn a remporté les élections municipales

SANTIAGO

(correspondance)

Voilà vingt et un ans que les Chiliens n'avaient pu se rendre aux urnes pour élire leurs maires. Le Chili a franchi dimanche 28 juin une étape supplémentaire dans la voie de sa démocratisation en maintenant fin au système des maires désignés par le pouvoir exécutif, système qui avait été mis en place par la junte militaire au lendemain d'un coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Le pays a renoué avec la politique locale par une campagne calme et un scrutin massif. L'obligation d'aller voter sous peine d'amende a bien entendu contribué au faible taux d'abstention enregistré (11 % contre 25 % lors des dernières municipales de 1971). Mais la signification nationale du scrutin n'a échappé à personne et les partis politiques s'étaient fortement mobilisés. Il s'agissait pour eux d'évaluer leur poids respectif pour la première fois depuis 1973 (lors des élections de 1989 leurs voix étaient dissoutes dans de grandes coalitions) et pour la dernière fois avant

la présidentielle de décembre 1993. La Concertation, coalition anti-Pinochet allant des socialistes aux démocrates-chrétiens, a démontré qu'elle était toujours majoritaire après deux ans au pouvoir. Avec 33,4 % des voix, le président Alwyn avait tout lieu de se montrer satisfait même si son parti, la démocratie chrétienne, n'obtenait que 28,9 % des voix, soit 3 à 4 points en deçà de ses espérances.

Les Chiliens ont démontré qu'ils ne voulaient pas d'un retour à un processus politique conservateur a-t-il déclaré.

Il n'empêche que la droite chilienne n'a pas forcément à être mécontente des résultats du scrutin, tant s'en faut. Les deux principaux partis de droite obtiennent en effet 30 % des suffrages, nettement plus que ce qui leur était accordé par les sondages. Avec 7,9 % des voix, les indépendants affiliés, Rénovation nationale, le plus modéré des partis conservateurs, peut ainsi se déclarer vainqueur des élections, en particulier face à son allié et concurrent, l'Union démocratique indépendante (pro-Pino-

chet). La surprise est venue de la gauche, avec le maintien de forces politiques dont on pouvait penser qu'elles auraient mal résisté à dix-sept ans de dictature. A l'intérieur de la Concertation, le petit parti radical (PR) a obtenu 5 % des voix, soit deux fois plus que prévu. De même le Parti socialiste avec ses 8,7 % de voix s'est bien maintenu face aux 9,1 % de sa version « rénovée ». Le Parti pour la démocratie (PPD). Le Parti communiste a fait mentir tous les sondages. Ceux-ci le créditaient de 2 % des voix. Il en a obtenu 6,3, parvenant même à représenter le quart des électeurs dans la région la plus au nord du pays.

Les élections municipales ne bouleverseront sans doute pas dans l'immédiat la politique chilienne. Mais ce scrutin, en faisant réapparaître la tendance quasi naturelle du paysage politique chilien à se diviser en trois blocs idéologiques de poids égal, pourrait indiquer à terme le caractère désormais un peu artificiel de la coalition au pouvoir.

BRUNO ADRIAN

#### ARGENTINE : lors d'une élection sénatoriale

### Large victoire du Parti radical à Buenos-Aires

BUENOS-AIRES

correspondance

Avec près de 50 % des voix, le Parti radical a remporté une large victoire à Buenos-Aires, dimanche 28 juin, lors du scrutin qui portait sur le renouvellement du poste de sénateur de la capitale. Même si la victoire de M. Fernando De La Rúa n'est pas une surprise, Buenos-Aires étant traditionnellement un fief radical, les principaux quotidiens argentins interprétaient, lundi 29 juin, l'échec du candidat officiel, M. Avellino Porto, comme un rejet du style de gouvernement de M. Carlos Menem et notamment des scandales liés à la corruption qui ébranlent régulièrement l'entourage direct du chef de l'Etat.

Même si cette élection ne modifie pas l'équilibre au Sénat, où le parti officiel est majoritaire, l'opposition a cherché pendant toute la campagne électorale à lui donner une valeur de test à l'échelon national et cela au moment où M. Menem souhaite modifier la Constitution avant l'élec-

tion présidentielle de 1995. L'objectif du chef de l'Etat serait de pouvoir briquer un second mandat dont la durée serait réduite de six à quatre ans, comme aux Etats-Unis. Pour M. Menem, qui, dans quelques jours, va entamer sa quatrième année de mandat présidentiel, c'est le premier échec important venu des urnes. L'an dernier, lors des élections pour le renouvellement des postes de gouverneurs dans les provinces, le parti au pouvoir l'avait largement emporté dans la majorité du pays. A l'époque, l'atout principal du gouvernement était la stabilité économique. Aujourd'hui, même si le programme économique libéral n'est pas vraiment remis en question comme le démontrent les sondages, le mécontentement des plus démunis est reculé par l'opposition. L'enjeu était de taille pour les radicaux qui ne se sont jamais tout à fait remis de l'échec de M. Raul Alfonsín et de son départ précipité du gouvernement en 1989. Le triomphe obtenu va au-delà de leurs espérances et permet à M. De La Rúa de se poser en candidat dans la course à la présidence en 1995.

CHRISTINE LEGRAND

■ SALVADOR : désarmement de plus de 1600 guérilleros. - Un premier contingent de plus de 1600 guérilleros devait être désarmé mardi 30 juin en application des accords de paix signés par le gouvernement d'Alfredo Cristiani et la guérilla. Sur les quelque 8 000 guérilleros que compte le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), 20 % remettront leurs

armes en présence des membres de la Mission des observateurs des Nations unies pour le Salvador (ONUSAL), chargés de veiller à l'application des accords de paix. M<sup>me</sup> Ana Sonia Medina, connue sous le nom de « commandant Mariana », a déclaré à l'AFP : « Tout est prêt pour que soit menée à bien la démo-bilisation des combattants et des responsables du FMLN ». - (AFP)

#### ISLANDE : une « réélection » sans vote, faute de candidats

### M<sup>me</sup> Vigdis Finnbogadóttir entame son quatrième mandat présidentiel

REYKJAVIK

de notre correspondant

M<sup>me</sup> Vigdis Finnbogadóttir, présidente de la République islandaise, a été reconduite dans ses fonctions sans vote, samedi 27 juin, faute de candidat pour s'opposer à elle. M<sup>me</sup> Finnbogadóttir, dont c'est le quatrième mandat, avait été élue pour la première fois en 1980 à la majorité relative, avec seulement un peu plus du tiers des suffrages exprimés. Elle fut longtemps le premier chef d'Etat de sexe féminin élu au suffrage universel.

Ancien professeur de français, directrice du théâtre municipal de Reykjavik lorsqu'elle brigua pour la première fois la présidence, elle représente une nation où deux cent cinquante mille âmes que la géographie isole et qui n'assiste pour l'instant qu'en spectatrice distante à la construction européenne. Les Islandais savent gré à leur présidente, qu'ils appellent simplement « Vigdis », de rappeler au monde - à travers le travail de Fénélope - que l'Islande existe sur la carte.

Sa personnalité fait aujourd'hui l'actualité. Réélue d'office en 1984, elle affronta une adversaire en 1988 mais obtint plus de 90 % des voix. Ce fut suffisant pour refroidir les ambitions des candidats potentiels : aucun n'a osé se présenter contre elle en 1992.

GÉRARD LEMARQUIS



## POLITIQUE

Inculpé d'ingérence, trafic d'influence et corruption

## M. Léotard se démet de tous ses mandats

Impliqué dans l'affaire de Port-Fréjus en tant que président de la Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (SEMAF), M. François Léotard a été inculpé, lundi 29 juin, d'ingérence, trafic d'influence et corruption par le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, M. Henry Blondet, en charge de ce dossier (le Monde du 27 juin).

Le parquet a confirmé les inculpations de six autres administrateurs de la SEMAF : celles de trois proches de M. Léotard - MM. Michel Hamada, suppléant de l'ancien ministre à l'Assemblée nationale, ancien député UDF du Var, ancien conseiller municipal de Fréjus, réélu en mars conseiller «divers droite» du canton du Muy, Gilbert Lecat, premier adjoint au conseil municipal de Fréjus, élu en mars conseiller général UDF-PR du canton de Fréjus,

Elie Brun, conseiller municipal - et celles de trois des promoteurs intéressés, directement ou indirectement, aux opérations d'aménagement réalisées depuis 1983 sur le site de Port-Fréjus, MM. Marc Mascherpa, Henry Meyer et André Vacchini, qui représentaient respectivement, au conseil d'administration de la SEMAF, le Syndicat du bâtiment et des travaux publics, le Syndicat des constructeurs-promoteurs de l'Est varois et la chambre de commerce et d'industrie du Var.

M. Léotard n'a pas bénéficié de l'immunité parlementaire parce qu'il était personnellement nommé dans le réquisitoire qui a marqué l'engagement des poursuites alors que le Parlement n'était pas en session. Son inculpation étant ainsi prévue depuis près d'un an, l'ancien ministre a réagi aussitôt en annonçant qu'il se démet-

trait de tous ses mandats. Maire de Fréjus depuis 1977 et député depuis 1978, M. Léotard a indiqué, lundi soir, dans un communiqué : « Pour que la justice puisse faire convenablement son travail, je démissionne de tous les mandats électifs qui m'ont été confiés, ainsi que de mon mandat de président d'honneur du Parti républicain. Ayant la conscience en paix, certain d'avoir scrupuleusement respecté la loi, j'attends avec une grande sérénité l'ordonnance qui doit clore une procédure engagée contre moi par un homme qui s'est situé lui-même, à plusieurs reprises, hors la loi. Dès que le non-dieu aura été prononcé, je reviendrai devant les électeurs de ma circonscription, de ma ville et de mon pays pour qu'ils puissent se prononcer en toute clarté ».

## L'élan interrompu d'un présidentiable

Quinze ans de vie politique ramis, en une minute, dans la balance de la justice. Depuis lundi soir, M. François Léotard n'est officiellement plus rien, si ce n'est inculpé et citoyen. Il n'est plus maire de Fréjus, ville paternelle reprise en 1977 aux socialistes. Il n'est plus député du Var, siège conquis dans la vague giscardienne de 1978. Il n'est plus le président d'honneur du Parti républicain, ce parti qu'on vint lui offrir sur un plateau en 1982. Son sang corse n'a fait qu'un tour. M. Léotard a décidé d'affronter l'épreuve qui s'annonce les mains nues. Et, dans un monde où l'on est si prompt à mettre les gants de toutes poignées, cette triple démission volontaire, certainement, le distinguera.

## L'épreuve

Cette épreuve était annoncée et « l'affaire » prend aujourd'hui une autre tournure. Jusqu'à présent, ces démêlés locaux, qui durent depuis trois ans, n'avaient pas paru entamer son crédit national. Et même s'il ne le disait jamais publiquement, M. Léotard espérait bien que le pouvoir saurait faire le nécessaire pour lui éviter ce genre de désagrément. En novembre 1991, lorsque son inculpation déjà se profilait, M. Léotard nous confiait que, par rapport à certains de ses amis de la droite, il ne considérait pas que son cas relevait d'une extrême priorité, et qu'en tout état de cause il saurait recevoir comme il se doit le message politique qui lui fournirait la suite que l'on croirait utile de donner, ou non, du côté de la Chancellerie, à cette affaire.

M. Léotard était confiant. Il s'est trompé. Sans vouloir encore parler de machination, son entourage, mardi matin, constatait que « cette inculpation avait bien dû être confirmée quelque part » et s'étonnait que l'information ait été livrée trois quarts d'heure seulement avant les journaux télévisés de 20 heures.

DANIEL CARTON

Les suites de l'affaire Boucheron

## Une des sociétés de M. Gabaude fait l'objet d'une nouvelle information judiciaire

BORDEAUX

de notre correspondante

A la demande du parquet général de Bordeaux, une information judiciaire a été ouverte, le 2 juin, sur la Société d'études de pilotage et de construction (SEPC), une des sociétés dirigées par M. Michel Gabaude, inculpé dans deux affaires de fausse facturation mettant également en cause M. Jean-Michel Boucheron, député (non-inscrit) de la Charente, ancien maire socialiste d'Angoulême (le Monde du 26 juin). L'information judiciaire ouverte contre X, comportant les chefs d'accusation d'abus de biens sociaux, faux, recel et complicité, a été confiée à M<sup>me</sup> Dominique Piot, juge d'instruction chargée des affaires financières au tribunal de grande instance de Bordeaux. La SEPC, dont le siège social est à Mérignac (Gironde), a salué M. Boucheron, en qualité d'ingénieur technico-administratif de juillet 1986 à mars 1987, pour un montant de

332 500 francs, auquel s'ajoutent des remboursements de frais de 32 395,63 francs.

M. Gabaude détenait un quart du capital de cette SARL à vocation commerciale, qui s'était en fait spécialisée dans le démarchage de marchés publics pour le compte de bureaux d'études appartenant au même groupe. Depuis quelque temps déjà, M. Gabaude ne faisait plus mystère que la SEPC avait contribué au financement du PS charentais par le biais de « factures majorées » (le Monde du 22 février). Il avait confirmé cette version après son interpellation le 12 juin et sa brève incarcération à la maison d'arrêt d'Angoulême, dans le cadre de l'information judiciaire sur la station d'épuration de La Couronne. L'information ouverte à Bordeaux devrait permettre de cerner le champ exact des interventions de la SEPC dans le financement occulte du PS sur l'ensemble de la région Sud-Ouest.

G. de M.

## L'air du temps

par Alain Rollot

VOILÀ trois ans que M. Léotard n'en finit pas d'essayer de se débarrasser des accusations portées contre lui à propos des opérations immobilières réalisées sur le site de Port-Fréjus, sans décourager ces plaintes. Son principal accusateur est, il est vrai, un homme qui ne lâche pas prise. M. René Espanol, l'entrepreneur qui mène ouvertement campagne contre la Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (SEMAF) en affirmant que celle-ci a favorisé, sous couvert d'utilité publique, les intérêts privés de plusieurs de ses concurrents professionnels, a même été incarcéré à deux reprises pour avoir usé de moyens que la loi condamne en tant qu'entrave à la construction d'une résidence sur le terrain dont il a été exproprié dans des circonstances controversées. Cet homme reste d'autant plus déterminé que les péripéties de l'affaire ont indirectement provoqué, en février 1991 - telle est en tout cas sa conviction - la mort de son fils, blessé à la tête, onze mois auparavant, au cours d'une bousculade avec les forces de l'ordre requises pour la chasse manu militari de ce chantier.

Mais si l'affaire de Port-Fréjus porte témoignage, en quelque sorte, d'un certain « air du temps », c'est parce qu'elle ne se finit pas à une querelle entre une municipalité tout-puissante et un citoyen isolé. Elle met surtout en relief des pratiques où le mélange de la politique et de l'argent fleurit l'affairisme, et elle révèle les effets pervers qu'engendre l'absence d'un recours arbitral efficace en présence d'institutions locales désormais dotées, par les lois de décentralisation, de pouvoirs qui peuvent, dans certains cas, devenir exorbitants.

Inculpé en sa qualité de président de la SEMAF, M. Léotard bénéficie, comme les autres administrateurs impliqués, de la présomption d'innocence. Il n'en demeure pas moins que l'accusation, en l'état actuel du dossier, auquel la police a consacré de longues investigations, porte sur le fait que, dans l'aménagement de Port-Fréjus, plusieurs personnes

locales semblent bien avoir été à la fois juges et parties, et avoir tiré des profits personnels des opérations foncières et immobilières engagées sous le couvert de l'utilité publique.

Ni les démentis de la municipalité de Fréjus, ni son livre blanc de septembre 1990 censé « balayer le mensonge » comme « un coup de maître », ni les procès en diffamation gagnés par son maire n'ont pu faire oublier certaines coïncidences troublantes. Deux des administrateurs de la SEMAF - aujourd'hui inculpés - figurent parmi les promoteurs associés au projet. Le fils d'un troisième - également inculpé - s'est retrouvé associé à l'une des sociétés prestataires de services.

## La raison du plus fort

Quant aux soupçons visant le maire de Fréjus en personne, ils ont été nourris par le rapporteur de la chambre régionale des comptes. Dans une « observation » confidentielle en date du 14 mars 1991, celui-ci relevait que M. Léotard avait bénéficié d'une « libération » évaluée au minimum à 1 100 000 francs pour l'achat de la demeure dont dispose aujourd'hui son ancienne épouse, une gentillhomme que lui avait vendue en 1986 l'un des futurs promoteurs de Port-Fréjus - autre inculpé - à un prix de 1 200 000 francs. Troublée par ce prix, l'administration fiscale avait d'ailleurs infligé au nouveau propriétaire, en décembre 1989, un redressement fiscal de 360 317 francs (le Monde du 4 avril 1991).

Et si la justice administrative était outillée pour intervenir aussi vite que peuvent le faire les élus locaux, lorsqu'ils usent de leurs prérogatives pour imposer la raison du plus fort, il n'y aurait peut-être jamais eu d'affaire de Port-Fréjus. Dans un tel contexte, la décision prise par M. Léotard de se démettre de tous ses mandats électifs devenait une élémentaire obligation morale, de la part d'un élu qui pratique volontiers l'éloge de la vertu en politique.

## Les réactions

Après la décision de M. François Léotard de se démettre de tous ses mandats, M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, a salué, mardi matin 30 juin sur France Inter, ce geste qui, a-t-il dit, « honore François Léotard », mais « ne s'imposait pas ». « L'inculpation ne veut pas dire culpabilité », souligne M. Barrot. Les hommes politiques doivent être des citoyens ordinaires. Ni privilèges ni contraintes spéciales. Mais il faut que l'instruction retienne une confidentialité nécessaire ».

De son côté, M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, a estimé, sur RMC, que la réaction de M. Léotard n'était « pas ordinaire », mais que ce n'était « pas forcément une conduite que tout homme politique devra automatiquement suivre ». « Cela serait donner aux juges un pouvoir exorbitant », a-t-il dit. Les affaires d'honneur sont des affaires strictement individuelles. On est en face de soi-même. Chacun défend son honneur comme il l'entend, selon les moyens qu'il choisit en conscience ».



405

**Commandez votre PEUGEOT avant le 31 juillet 1992**  
**TOUT VOTRE ENTRETIEN\***  
(révisions, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre)  
**GRATUIT pendant 3 ans !**

\* Offres valables pour toutes commandes en tant que PEUGEOT de 31 déc. 1991 pour une durée de 3 ans ou 50 000 km, à l'exception de certains et des particuliers : celles concernées 2.1.1.2, sans compter avec d'autres offres promotionnelles. 020304001

**NEUBAUER**  
vend et loue des PEUGEOT

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52  
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 227, bd. Anatole-France 83200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

La préparation du congrès de Bordeaux

## L'adoption du programme du Parti socialiste mobilise le tiers de ses militants

La préparation du congrès extraordinaire que le Parti socialiste réunira à Bordeaux du 10 au 12 juillet pour adopter un projet de programme et de nouveaux statuts est entrée dans sa phase active avec la réunion des congrès fédéraux. La plupart d'entre eux sont prévus pour les 4 et 5 juillet, mais certaines fédérations ont déjà enregistré les votes de leurs militants, qui font apparaître une participation de l'ordre de 35 % à 40 % des quelque cent mille adhérents.

Les premiers congrès fédéraux du Parti socialiste, préparant le congrès extraordinaire prévu à Bordeaux du 10 au 12 juillet, se sont réunis durant le week-end des 27 et 28 juin. Le PS comptant, selon le secrétariat national, environ cent mille adhérents à jour de cotisation, les premiers résultats laissent attendre une participation au vote se situant autour de 35 % à 40 %.

A Paris, où l'on a recensé 1 664 votants dans les sections du PS (soit 40 % des adhérents habilités à participer au vote), le projet de programme adopté par le comité directeur (le Monde du 9 juin) a recueilli 71 % des suffrages ; 24,47 % des votants ont choisi le « non » préconisé par le Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, qui conserve des positions importantes dans la capitale autour de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, élu du onzième arrondissement ; le texte déposé par la Gauche socialiste, qu'animent MM. Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon et M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement, a recueilli 4,41 % des suffrages.

Le vote sur les nouveaux statuts, soumis à un congrès administratif qui précède le congrès extraordinaire à Bordeaux, a donné 95 % des suffrages aux propositions du comité directeur (le Monde du 22 mai). Le congrès parisien n'a pas abordé formellement la question de la direction fédérale, mais le remplacement du premier secrétaire, M. Jean-Marie Le Guen, jospiniste, est envisagé pour le mois de septembre. En place depuis cinq ans, devenu

député comme suppléant de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur (lequel envisage de se présenter aux prochaines élections législatives dans le Tarn), M. Le Guen souhaite, notamment, pouvoir se consacrer à une campagne électorale qui s'annonce difficile, dans le treizième arrondissement, en vue du scrutin de mars 1993.

## Confusion dans l'Essonne

La fédération du Val-d'Oise, à direction rocardienne, a, elle aussi, réuni son congrès, pour lequel 503 adhérents ont participé au vote (s'y ajoutent une cinquantaine d'abstentions) : 80 % d'entre eux ont approuvé le texte du comité directeur, et 10 % celui de la Gauche socialiste, 10 % votant « contre ». Le congrès le plus animé a été celui de l'Essonne, où la Gauche socialiste, qui dirige la fédération, est en butte à l'hostilité des autres courants depuis les déclarations de M<sup>me</sup> Lienemann, elle-même maire d'Athis-Mons, sur l'implication d'élus socialistes du département dans les affaires de fausses factures : 1 200 adhérents sur 1 500 ayant pris part au vote, le texte de la Gauche socialiste a obtenu 35 % des voix et celui du comité directeur 60 %.

Le congrès, réuni le 27 juin à Etampes, a été déserté, après une suspension de séance de plusieurs heures, par les délégués fabiusiens, rocardiens et jospinistes. Ces trois courants ne sont pas parvenus à s'entendre pour mettre en place une nouvelle direction fédérale, celle qu'anime la Gauche socialiste ayant été suspendue il y a plusieurs semaines. Les amis de M<sup>me</sup> Lienemann et de MM. Dray et Mélenchon, restés seuls dans la salle, ont enregistré les résultats des votes et désigné leurs délégués pour les assises de Bordeaux, mais, au secrétariat national du PS, on indique que cette fédération n'aura pas de délégation au congrès. Celle du Var, où s'affrontent les partisans et les adversaires de la liste de M. Bernard Tapie aux élections régionales de mars dernier, pourrait être, elle aussi, dans l'impossibilité d'envoyer une délégation à Bordeaux.

PATRICK JARREAU

Après la démission de M. Alain Vivien

## M. Claude Sapin (PS) est élu maire de Combs-la-Ville (Seine-et-Marne)

MELUN

de notre correspondant

A la suite de la démission de M. Alain Vivien (le Monde du 24 juin), le conseil municipal de Combs-la-Ville (ville de Seine-et-Marne de 20 000 habitants) s'est réuni lundi 29 juin pour désigner son nouveau maire. M. Claude Sapin (PS) - premier adjoint de M. Vivien de 1977 à 1983, puis maire de 1983 à 1989, alors que M. Vivien était devenu conseiller municipal de Melun, évincé enfin lors du retour de son prédécesseur à Combs-la-Ville en 1989 - l'a emporté au troisième tour de scrutin par vingt voix contre sept à M. Geoffroy (RPR), une à M. Minquet (div. d.) et quatre bulletins blancs.

M. Sapin a distancé au premier tour (onze voix contre neuf) M. Claude Barthès, premier adjoint, qui avait été choisi comme

candidat quelques jours plus tôt par une partie du groupe PS et apparentés, et qui était officieusement soutenu par M. Vivien. Le nouveau maire entend « ressouder la cohésion de l'équipe municipale ». « Le retour à la confiance sera difficile, mais rien n'est impossible », a-t-il déclaré à l'issue d'une élection qui devrait mettre fin, au moins provisoirement, à trois années de crise larvée au sein du groupe majoritaire (cinq adjoints au maire ont démissionné depuis 1989).

## Lassé de la gestion locale

Cette élection, à laquelle ne participait pas M. Vivien, éclaire d'un jour nouveau la démission surprise de l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui avait invoqué dans un premier temps une surcharge de travail. Amer et visiblement lassé d'une gestion locale avec laquelle il avait pris ses distances depuis déjà plusieurs mois, M. Vivien regrette également de n'être plus au gouvernement nous a-t-il déclaré : « Un certain nombre de chefs d'entreprise et de diplomates se tournent en permanence vers moi parce qu'ils n'ont plus de correspondant au Quai d'Orsay ».

ROLAND PUIG

[Né le 9 juillet 1943 à Dijon, marié, père de trois enfants, M. Claude Sapin (PS) est chargé de mission au ministère de l'Economie et des Finances. Premier adjoint au maire de Combs-la-Ville de 1977 à 1983, maire de 1983 à 1989, il est depuis cette date conseiller municipal et adjoint au maire sans délégation. Vice-président du Syndicat communal d'aménagement de Melun-Sénart de 1977 à 1983, puis vice-président du Syndicat d'agglomération nouvelle de Melun-Sénart chargé des finances de 1983 à 1990, il a été président de l'établissement public d'aménagement de Melun-Sénart d'avril à octobre 1990.]

150



# POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## Les députés renforcent le contrôle parlementaire sur la participation de la France au budget européen

Les députés ont adopté, en première lecture, par 544 voix contre 27, dans la nuit du lundi 29 au mardi 30 juin, une proposition de loi organique, présentée en termes quasi identiques par MM. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) et Jean Le Garrec (PS, Nord), tendant à instituer un contrôle du Parlement sur la participation de l'Etat au budget des communautés européennes. La RPR, l'UDF, l'UDC et le PS ont voté pour. Les communistes ont voté contre.

Après avoir eu les honneurs de la révision constitutionnelle, le Parlement continue de pousser son avantage sur le dossier européen. Les députés se sont suffisamment plaints du déficit démocratique entachant la construction européenne pour ne pas s'entourer d'un maximum de précautions alors que s'annonce le prologue estival de la loi de finances 1993. La mobilisation est telle sur cette affaire que M. Alphandéry (UDC), auteur d'une première proposition de loi, s'est vu rejoint dans son élan par M. Le Garrec, président (PS) de la commission des finances, signataire

d'une seconde proposition quasi identique.

Chacun reconnaît qu'il convient de renforcer le contrôle du Parlement sur les fonds français qui alimentent le budget de Bruxelles. L'effort de Paris n'a-t-il pas substantiellement augmenté ces dernières années ? M. Le Garrec a rappelé que les versements bruts de la France aux Communautés européennes ont été multipliés par 2,3 au cours des onze dernières années, ce qui crée, selon lui, « une situation qualitativement nouvelle » dans la mesure où « la part de ce prélevement pèse directement sur l'équilibre du budget ». Cette somme, évaluée à 84,2 milliards de francs en 1992, équivaut, a précisé M. Alphandéry, à la moitié de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et représente, selon M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris), le quatrième poste budgétaire de l'Etat. Or la présentation de ces versements n'apparaît dans la loi de finances que sous la forme d'une modeste ligne et non d'un article qui serait débattu en tant que tel. Il est donc urgent, selon M. Alphandéry, de « sortir de cette quasi-clandestinité ».

Mais il fallait pour cela modifier le texte de référence, l'ordonnance du 2 janvier 1959, qualifiée par

M. Michel Charasse, ministre du budget, de « tables de la loi » que l'on ne touche, selon M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques) qu'avec des mains qui tremblent. Les députés se sont pourtant autorisés cette audace, mardi, en insérant dans la sacrosainte ordonnance un alinéa — reformulé par M. Charasse avec l'avis de chacun — précisant que « le Parlement évalue le montant de la participation de l'Etat au budget aux Communautés européennes ».

En outre, le gouvernement sera désormais tenu de remettre aux parlementaires un rapport présentant, « dans leurs grandes lignes », l'avant-projet de budget général des Communautés établi par la commission de Bruxelles, le projet de budget établi par le conseil des ministres en première lecture ainsi que d'autres textes budgétaires européens. Ces documents devront être, en revanche, transmis dans leur version intégrale aux commissions permanentes saisies au fond du projet de loi de finances. Chacun s'est réjoui de cette volonté d'une plus grande transparence, à l'exception de M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne), pour qui « une loi de contrôle du Parlement est un affront à la vérité ».

Au cours de la journée de lundi,

l'Assemblée a également adopté le projet de loi sur le règlement définitif du budget de 1990. Ce texte indique que les recettes définitives de 1990 atteignent 1 200 milliards de francs contre 1 139 milliards en 1989, soit une progression de 5,3 %. Les dépenses définitives, elles, s'élevaient à 1 295 milliards contre 1 224 milliards en 1989, soit une progression de 5,8 %. Le solde d'exécution se traduit donc par un déficit de 93,15 milliards (1,43 % du PIB), alors que les prévisions de la loi de finances initiale étaient de 90,17 milliards.

Les députés ont enfin adopté trois propositions de loi : en première lecture, celles de M. Laurent Fabius (PS, Seine-Maritime) relative à l'organisation et au fonctionnement du conseil économique et social, et de M. Louis Mermaz (député suppléant de l'actuel ministre de l'Agriculture) s'agissant de l'Assemblée nationale tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi du 19 juillet 1976 ; en deuxième lecture, celle de M. François Masurel (PS, Alpes-de-Haute-Provence) modernisant le statut des huissiers de justice.

FREDERIC BOBIN

### Au Palais du Luxembourg

## Les sénateurs rétablissent l'infraction de dénonciation calomnieuse en matière de harcèlement sexuel

Les sénateurs ont adopté après l'avoir modifié, lundi 29 juin, en seconde lecture, le projet de loi insérant dans le code du travail les dispositions protégeant les victimes de harcèlement sexuel. Les sénateurs sont revenus sur l'essentiel au texte adopté en première lecture. Ils ont notamment rétabli l'infraction de dénonciation calomnieuse et supprimé la possibilité ouverte aux comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT) de

mener des actions d'information et de prévention en matière de harcèlement sexuel. Les sénateurs ont également adopté définitivement le projet de loi relatif à la modernisation des entreprises coopératives. Ils ont enfin commencé l'examen du projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle, présenté par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration.

### Une manifestation de Français d'Afrique du Nord à Lille

## La création au service de l'intégration

L'association Coup de soleil, qui réunit des Français originaires d'Afrique du Nord, célébrait à sa manière le trentième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie les 26 et 27 juin à Lille. Connu pour son succès — il avait réuni Guy Bedos, Smoën et Michel Boujenah à l'Olympia en pleine guerre du Golfe, — M. Georges Morin, son président, a récidivé. Des Arabes, des juifs, des juifs arabes, des pieds-noirs, des Français de souche, en tout près de trois mille personnes, ont participé au Festival des créateurs de France originaires du Maghreb.

Sapho et Cheb Mami ont redonné l'ambiance entre les plus anciens, sensibles aux chants d'Oum Kalsoum adaptés par Sapho, et les jeunes Lillois, touchés par le raf méloïdieu de l'Oranais. Funkadelic, Force, chanteur kabyle, affectuaient leur tour de chant quand M. Pierre Mauroy, maire de Lille, est apparu pour saluer l'assistance. Comme à l'habitude, il a précisé M. Morin, qui est aussi conseiller auprès de M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, il ne s'agit pas de commémorer « l'Algérie de papa », mais surtout de préparer l'avenir d'une part entre la France et l'Algérie, d'autre part entre tous les originaires du Maghreb vivant en France.

De ce fait, les débats sur la période coloniale et l'indépendance se sont limités aux témoignages d'écrivains, comme Michèle Villanueva, qui explique dans l'Echard (Maurice Nadeau) comment, alors que son frère était membre de l'OAS, elle choisit le FLN et vécut dans l'Algérie indépendante jusqu'en 1965, ou Norbert Régina, qui raconte à sa fille, dans les Crépules d'Alger (Flammarion), l'Algérie de son enfance.

A quelques pas de cette table ronde, la finale de l'Euro 92, retransmise sur écran géant, enflammait le jeune public, et les mélomènes applaudissaient aux

chants arabo-andalous de Houria Alchi et Equidad Bares. « C'est le foire », lançait un spectateur mécontent. « Non, c'est un brouhaha bien maghrébin ! » s'exclama le romancier Roland Doukhan.

### « Le rôle de l'élite beur »

Les chefs d'entreprises étaient mis à contribution. Confrontant leurs expériences, ils appelaient les beurs à suivre leur exemple. Des jeunes de la banlieue parisienne, notamment de Goussainville, expliquaient qu'ils s'étaient pris en charge pour réaliser un long métrage, Hexagone, mais se heurtaient à quelques difficultés. « Quand on veut s'en sortir, tout le monde ne nous aide pas », constatait Kader, étudiant à Saint-Denis. « Nous avons rencontré Jack Lang par hasard, il a fait en sorte que tous les obstacles soient levés... », affirmait Hafi à propos de sa récente expérience de metteur en scène.

Une enseignante lilloise d'origine maghrébine évoquait l'origine sociale des jeunes des banlieues défavorisées pour remarquer que « les gens qui ont des relations n'habitent pas dans ces quartiers ». Le but de Coup de soleil est notamment de mettre en rapport ces différents acteurs. Un club de parrainage regroupant des décideurs choisis pour financer les meilleurs projets qui lui seront proposés. « Ceux qui ont réussi devraient faire campagne dans les quartiers-gauchos », ajoutait Farida, dunkerquoise. Il faut nous faire la courbe échelle.

Le dernier débat portait sur « le rôle de l'élite beur ». Si certains réfutaient son existence, M<sup>lle</sup> Lella Bouchach, juriste internationale chargée d'étude auprès du CSA, parlait de la fascination des beurs pour la réussite de certains issus de la même milie. M. Vincent Grasse, de l'IEP d'Aix-en-Provence, soulignait en revanche que la plupart des jeunes assimilent cette élite à « des Arabes de service ».

# DÉFENSE

## L'armée à l'horizon 97

Suite de la première page

Le second est que, pour ce qui concerne le dispositif classique qui reste l'essentiel de sa participation à la défense du pays, elle ne peut pas espérer disposer à terme de plus de huit divisions et peut-être même sept, si certaines hypothèses étaient retenues — quand elle a pu en aligner jusqu'à une quinzaine.

Le nucléaire, d'abord. Dès avant la fin de la guerre d'Algérie, le général de Gaulle fit prendre à l'armée de terre un « tournant » historique, en lui attribuant une part des missions de la dissuasion avec le missile préstratégique Pluton qui commença d'arriver dans les unités sous la présidence de Georges Pompidou, pour un premier régiment opérationnel en 1974. Depuis, il y eut cinq régiments Pluton, qui sont aujourd'hui déclassés. Le projet de les remplacer par trois régiments Hades est définitivement abandonné. A la différence de l'armée de l'air et de la marine qui continuent d'entretenir tout à la fois des systèmes nucléaires stratégiques et préstratégiques, l'armée de terre ne sera dépourvue, même si on peut faire valoir qu'elle aura reçu des armements — tel le lance-roquettes multiples — qui, par leur efficacité sur le terrain, entraînent des dommages dissuasifs.

Mais le fait est là. L'armée de terre française, avant même deux autres armées dans le monde — comme aux Etats-Unis et en Russie — on entend de retirer de la panoplie de tels systèmes nucléaires tactiques, aura été dénucléarisée. Certaines des charges de ces armes préstratégiques propres à l'artillerie française peuvent être stockées ailleurs que dans leurs dépôts initiaux — et non détruites — en attendant un désarmement global Est-Ouest auquel la France participerait. Mais cela n'empêche pas que cet arsenal a perdu sa vocation militaire, dès lors qu'il a été décidé de ne plus le déployer en configuration opérationnelle.

L'arme nucléaire a donc cessé d'avoir la même priorité que jadis, y compris dans l'ordre stratégique, si, à ce que l'on observe dans l'armée de terre, on ajoute le fait que la flotte des sous-marins nucléaires lance-missiles aura été amputée du tiers, passant de six à quatre unités, et que, globalement, les systèmes à bord des Mirage IV et dans les silos du plateau d'Albion ne seront pas remplacés nombre pour nombre. Face aux risques de prolifération tous azimuts, ce sont là des réalités que ne parvient pas à masquer, aux yeux des militaires français, le discours officiel selon lequel l'armement nucléaire demeure « la clé de voûte » de la défense nationale.

Dénucléarisée, l'armée de terre connaît, dans l'ordre classique, un second choc psychologique avec « le projet 1997 ». Rassemblant en 1992 quelque 261 000 hommes dans l'ensemble de ses forces, l'armée de terre devrait en compter 225 000 en 1997 si le projet de l'état-major s'arrête à huit divisions, au lieu des quinze qu'on dénombrait avant le début du retrait en 1990 du corps d'armée français outre-Rhin. En 1977, les effectifs atteignaient 330 000 hommes, soit une baisse, depuis, de plus de 21 % à une époque où, comme le note le chef du contrôle général des armées, M. François Caillereau, dans le numéro de juin de la revue Défense nationale, la mode était plutôt à la hausse des agents dans la fonction publique.

Avec une armée de terre à 225 000 hommes, c'est de nouveau, d'ici à 1997, une diminution de 20 % des effectifs par rapport à 1991. Mais, c'est surtout une armée organisée d'une tout autre manière. A ce jour, deux divisions blindées, stationnées en Allemagne, et une division d'infanterie, basée en Picardie, auront disparu. Il est prévu de continuer sur la même voie, avec d'autres unités dissoutes, puisque « le projet 1997 » évoque une armée de terre réduite officiellement à huit divisions : quatre divisions dites blindées et méca-

niques, pour constituer le corps blindé mécanisé (CBM), et quatre autres plus légères, pour former la Force dite d'action rapide (FAR), utilisables au gré des circonstances par deux états-majors interarmées pour le théâtre européen et le « hors-Europe ».

### Un projet encore évolutif

Dans ces conditions, ce qu'on appelle le « corps de manœuvre » français réunit le CBM et la FAR. Il se distingue de ce qui sera la future défense militaire terrestre (DMT), qui prend la suite de la Défense opérationnelle du territoire (DOT), et il se différencie aussi d'un ensemble d'unités vouées, sous un commandement unique et autonome, à constituer un réservoir de forces spéciales pour certaines opérations.

Mais, concrètement, aussi bien le CBM que la FAR perdent des divisions par rapport à l'organisation actuelle. Au lieu de six divisions blindées, il pourrait, selon les études en cours, n'en exister désormais que trois dans le CBM (l'actuelle 1<sup>re</sup> DB en Allemagne, qui entre dans l'Eurocorps ; la 7<sup>e</sup> DB à Besançon ; et une division blindée nouvelle qui conserverait la tradition prestigieuse de la 2<sup>e</sup> DB et qui serait composée d'éléments de cette 2<sup>e</sup> DB à Versailles et de la 10<sup>e</sup> DB à Châlons-sur-Marne), aux côtés d'une division mécanisée rapide (DMR), qui résulterait de la fusion de la 13<sup>e</sup> division d'infanterie (dont le PC est à Limoges) et de la 2<sup>e</sup> division alpine, à Grenoble (le Monde du 28 mai). Cette nouvelle DMR serait dotée de blindés à roues VAB et AMX-10 RC, quand les DB auront reçu le char AMX-Leclerc.

Quant à la FAR, de cinq divisions actuellement, elle tombera à quatre, selon le projet en cours d'examen à l'état-major, en s'étant séparée entre-temps de la 27<sup>e</sup> division alpine. Ce qui n'interdit pas d'autres changements internes, propres aux quatre divisions restantes, comme il en est question, pour le régiment d'infanterie de la 4<sup>e</sup> division aéroportée (DAM) dotée d'hélicoptères, à Nancy.

Pour l'instant, cette nouvelle « maquette » de l'armée de terre n'a pas été évoquée dans tous ses détails, notamment lors de la réunion avec les officiers de l'Ecole de guerre, par le général Monchal, dans la mesure où, n'étant pas arrêtée définitivement, elle peut encore évoluer. Mais le chef d'état-major n'ignore pas que « le projet 1997 » a besoin d'être rapidement explicité à ceux qui en subiront les contre-coups. Ne serait-ce que pour faire taire d'autres rumeurs qui font écho, elles, d'une armée de terre à 215 000 hommes et à sept divisions. A un tel niveau des forces, « les difficultés seront sérieuses », prévient M. Caillereau qui écrit que c'est du rang de la France parmi ses alliés qu'il s'agit en fin de compte.

JACQUES ISNARD

### L'HERMÈS Éditeur

#### LANGUES DES AFFAIRES

L'anglais des affaires. A. DEYSINE, 205 F  
L'essentiel sur l'anglais commercial et économique. Mc QUEEN, 83 F  
Outils d'Anglais commercial et économique. PERRAUD - GRENIER, 99 F  
Anglais économique et commercial. THIBAUDET - DIBON, 189 F  
Anglais des affaires. B. THIBAUDET - A. JOSQUIN, 285 F  
Outil d'Anglais économique et commercial. B. THIBAUDET, 104 F  
Espagnol commercial et économique. P.Y. GARNOT, 195 F  
Italien commercial et économique. L. SANDRE, 170 F

Diffusion : MEDILIS SA Tél. : 46 34 07 70  
9 rue Séguier 75006 PARIS - Télécopieur : 43 25 26 18

### LE MONDE diplomatique

## POUR MIEUX COMPRENDRE LES GRANDS BOULEVERSEMENTS MONDIAUX ABONNEZ-VOUS

TARIF	1 AN
FRANCE (y compris DOM-TOM)	190 F
ÉTUDIANTS	143 F

Je m'abonne au Monde diplomatique pour une durée d'un an (12 numéros)

MODE DE RÈGLEMENT (les versements ne sont pas acceptés)

☐ Chèque bancaire. ☐ Mandat

☐ Chèque postal

☐ Carte Bleue Visa n° \_\_\_\_\_

expire fin \_\_\_\_\_ date et Signature : \_\_\_\_\_

☐ Carte A.E. n° \_\_\_\_\_

expire fin \_\_\_\_\_ date et Signature : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

Bulletin et règlement à retourner à : 201 DPN 01

Le Monde diplomatique - Service Abonnements

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry Cedex FRANCE

Jacques Cellard et Alain Rey

DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS NON CONVENTIONNEL

HEACHETTE

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PRÉPAS

aux concours d'entrée en 2<sup>e</sup> année de :

• HEC-ESCP • ESCAE

Entretiens individuels d'admission

• Stages intensifs d'été

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Auteuil 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION



## SOCIÉTÉ

Manifestations contre le permis à points

## Les professionnels de la route provoquent d'importantes perturbations de la circulation

La circulation était toujours très difficile, mardi 30 juin en début de matinée, sur l'axe Nord-Méditerranée. Des chauffeurs routiers, qui protestent contre la mise en application de la réglementation sur le permis à points à partir du 1<sup>er</sup> juillet, ont mis à nouveau en place des barrières ou des « opérations escargot » sur les nationales et les autoroutes entre Lille et le sud-est de la France. Pourtant, la Fédération nationale des transporteurs routiers FO avait appelé, lundi 29 juin dans la soirée, à la levée des barrières.

Les perturbations étaient particulièrement importantes dans la région Rhône-Alpes, qui avait déjà connu lundi une journée difficile en raison du blocage de l'autoroute A 7 dans la traversée de Lyon et d'une manifestation de chauffeurs

de taxi dans le centre de Lyon pendant l'après-midi. L'autoroute A 6 était également bloquée mardi par des chauffeurs routiers appuyés par des agriculteurs, à la hauteur du péage de Fleury-en-Bière, en Seine-et-Marne.

Dans toute la France, des milliers d'automobilistes avaient été immobilisés durant plusieurs heures, lundi 29 juin, parfois très tard, par des dizaines de barrières, souvent provoquées par une poignée de professionnels de la route. La quasi-totalité des autoroutes de la région Nord-Pas-de-Calais, la plupart des axes à Strasbourg et à Toulouse, l'autoroute A 9 entre Nîmes et Montpellier, ont été coupées à plusieurs reprises tout au long de la journée du 29 juin. Environ deux cents véhicules ont défilé lundi après-midi à Paris,

entre la porte Maillot et le ministère des transports à la Défense.

M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, a demandé, lundi 29 juin dans la soirée, aux préfets qui ne parviennent pas à « persuader » les routiers de lever leurs barrières de relayer l'identité des contrevenants. Ceux-ci pourraient être poursuivis pour « entrave à la circulation » en application de l'article L 7 du code de la route. Enfin, M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports routiers, a aussi indiqué que « l'instauration du permis à points sera accompagnée d'un maximum de garanties pour les chauffeurs de poids lourds ». M. Sarre rappelle qu'après six mois d'application du permis à points un bilan sera présenté au Parlement.

## La colère des dévoreurs d'asphalte

LYON

de notre bureau régional

« Culs » rouge et noir des motocyclistes, blouses blanches des ambulanciers, vêtements de ville des chauffeurs de taxi, torse nu et shorts des chauffeurs routiers : la colère des grands dévoreurs d'asphalte n'avait nul besoin d'uniforme pour manifester un bel ensemble, lundi 29 juin, dans la région lyonnaise. Au milieu de l'après-midi, une cellule de crise, constituée à la préfecture de région, dénombrait une vingtaine de barrières en Rhône-Alpes. Des hélicoptères de la sécurité civile effectuaient des rondes incessantes au-dessus de Lyon, contribuant à lui donner le visage d'une ville assiégée.

Les bouchons les plus sérieux se trouvaient sur l'A 7, à la hauteur du quartier de Gerland et sur la commune de Solaise, un peu plus au sud. On signalait aussi un bouchon à Saint-Romain-en-Gier, entre Lyon et Saint-Etienne, et un autre sur l'itinéraire Lyon-Grenoble.

Les protestataires s'étaient arrêtés près de la métropole régionale dès le milieu de la nuit de dimanche à lundi, après quelques conversations d'une cabine à l'autre, grâce au « canal 19 » de la citizen band, c'est-à-dire de la radio embarquée. Lundi, alors que le soleil était au zénith, quelques camionneurs, des salariés, saisissement au milieu de la chaussée de l'une des autoroutes les plus fréquentées d'Eu-

rope, en attendant un hypothétique « interlocuteur valable ».

Sans mot d'ordre syndical et sans grand soutien de leurs employeurs, ils partageaient la casse-croûte, mais aussi les rancœurs. « On est pris à la gorge de tous les côtés », tonneait un Alsacien. Par les grandes surfaces, qui exigent la ponctualité des livraisons à une demi-heure près, sans quoi on risque jusqu'à quarante-huit heures d'attente. Par la cargaison, qui n'attend pas, surtout si elle est composée de légumes « primeurs » ou de viande. « J'ai même dû faire le parcours Boulogne-sur-Mer-Marseille en douze heures, sans m'arrêter », assurait un des pique-niqueurs. Par les patrons, qui vont jusqu'à payer les amendes, en toute illégalité : « Tu en connais beaucoup qui acceptent de payer deux chauffeurs pour six heures de conduite chacun ? Et, enfin, par la police de la route, accusée d'entretenir le sentiment d'une réglementation « à deux vitesses », moins appliquée aux véhicules étrangers qu'à des entreprises de courrier rapide.

Avec un tel cumul d'exigences contraires, le risque de perdre bientôt son permis de conduire, en cas de trop nombreuses infractions, paraissait simplement inacceptable. La crainte se fait jour, parmi les « gros bras », capables de conduire 100 000 à 130 000 kilomètres par an, que les patrons puissent bientôt consulter le fichier du permis de conduire et connaître ainsi le

nombre de points restant à un candidat à l'embauche (1). Un Méditerranéen, chômeur et ventru, se disait prêt à un compromis : « Qu'on nous donne un permis à points, mais pas celui du chauffeur du week-end ».

Devant la préfecture du Rhône, face aux barrières métalliques dressées par la police, un chauffeur de taxi expliquait sa préférence pour la création d'un « permis blanc ». Celui-ci interdirait au titulaire la circulation pendant ses loisirs, mais en autorisant la poursuite de l'activité professionnelle, le temps de regagner la considération des pouvoirs publics.

La peur commune du permis-couperet, du permis-chômage, avait incité les trois syndicats de taxis de l'agglomération (UST, FNAT, SPT) à remettre une motion unique au préfet du Rhône, pendant que trois cents collègues et ambulanciers bloquaient au dehors. D'autres bloquaient les axes de l'adoption de Satolas. Cependant, cette colère-là était mieux canalisée, s'étant fixée un but immédiat et accessible. Il n'en allait pas de même de l'ère des routiers, dont le précédent accès de fureur, en novembre 1991, à propos des principes tarifaires, avait mis trois jours à s'apaiser.

GÉRARD BUÉTAS

(1) Le fichier des trente-trois millions de permis de conduire délivrés en France est géré par le ministère de l'intérieur. Il est strictement confidentiel et ne peut être communiqué ni aux employeurs ni aux assurés.

ÉDUCATION

Avec des crédits d'urgence de 170 millions de francs

## Des campus universitaires seront rénovés cet été

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture devait rendre public, mardi 30 juin, un ensemble d'opérations de rénovation des campus. 170 millions de francs de crédits vont être mobilisés, dans les prochaines semaines, pour améliorer bâtiments et espaces universitaires avant la rentrée.

Ayant marié en un seul ministère l'éducation nationale et la culture — autant dire l'intelligence et la beauté — il a été très surpris que M. Jack Lang ne fut pas conduit rapidement à se pencher sur le triste sort des campus universitaires. Relégués depuis une vingtaine d'années à la périphérie des villes, coincés entre banlieues et autoroutes, construits à la va-vite et mal entretenus faute de crédits, souvent privés d'équipements sociaux indispensables, bon nombre de campus français sont aujourd'hui dégradés et sans âme.

Le constat n'est pas nouveau. Dès son arrivée, en 1988, M. Jospin avait créé une « mission campus », chargée de débroussailler le terrain. Concours d'idées, colloques et appels d'offre ont, ensuite, tenté de repenser le problème, de repenser ces espaces en jachère et de réfléchir à l'amélioration du cadre de vie des étudiants. Le plan Université 2000 a, d'autre part, précisé les besoins à long terme et mobilisé l'État et les collectivités locales pour construire ou rénover des centaines de milliers de mètres carrés d'ici à 1995.

## Sept sites prioritaires

Mais, pour le ministre de l'éducation nationale et de la culture, ces constructions nouvelles ne suffisent pas. Il convient, dès à présent, de restaurer les campus dégradés et d'améliorer ainsi les conditions de vie quotidienne à l'université. C'est l'ambition des mesures d'urgence préparées depuis quelques semaines et qui doivent être engagées cet été afin d'être achevées ou au moins en cours de réalisation — et perceptibles — au moment de la prochaine rentrée.

Au total, ce sont 170 millions de francs de crédits d'urgence (dégagés par redéploiement de son budget) que le ministère prévoit de consacrer à ces opérations d'aménagement. Pour accélérer la mise en œuvre, l'État a demandé aux universités, qui auront la maîtrise d'ouvrage de ces chantiers, d'amorcer les financements en mobilisant leur trésorerie, et il s'est engagé à les rembourser dans les prochains mois. Cette enveloppe globale sera répartie sur trois types d'actions : 70 millions de francs seront consa-

crés à des opérations plus lourdes sur sept campus où les besoins sont particulièrement criants, 50 millions à des programmes exceptionnels de maintenance et 50 millions à toute une palette d'opérations plus légères sur une vingtaine de sites.

Les projets les plus significatifs vont porter sur sept sites universitaires : Lille-Villeneuve-d'Ascq (9 millions de francs), Lyon-Bron (10 millions), Toulouse-Le Mirail (10 millions), Marseille-Saint-Jérôme (10 millions), Paris-VIII-Saint-Denis (14 millions), Paris-XIII-Villetaneuse (15 millions) et Paris-Jussieu (4 millions). À l'exception de Jussieu, où les enjeux sont très complexes et où le processus de rénovation sera tout juste amorcé dans l'immédiat (lancement du concours d'architecture de deux nouvelles bibliothèques universitaires et réfection des peintures de toutes les galeries du navis), les projets concernant les six autres campus obéissent à une même démarche élaborée par l'architecte Patrick Bouchin, invité par M. Lang à coordonner l'ensemble.

L'idée directrice est simple : elle consiste à jalonner d'aménagements significatifs les parcours et lieux de passage les plus importants des usagers du campus, depuis l'entrée jusqu'aux amphithéâtres, en passant par les halls et cafétérias. Ainsi, à Paris-VIII-Saint-Denis, sont prévus à la fois des aménagements intérieurs des halls principaux, un aménagement paysager à l'extérieur et la construction d'une passerelle de liaison entre les deux parties du campus, ainsi qu'un café-musique. De même à Villetaneuse, où la volonté d'améliorer l'image et la sécurité des accès va conduire à un réaménagement important des voies de circulation et de desserte et à la création, sur le forum central, d'un espace de service plus convivial.

Le projet pour Villeneuve-d'Ascq s'appuie notamment sur la création de deux cafétérias et d'un club house. Celui de Marseille-Saint-Jérôme prévoit la construction de 400 mètres carrés de locaux associatifs et l'installation du hall principal. Le campus de Lyon-Bron doit, de son côté, bénéficier d'aménagements significatifs de l'entrée et de ses abords, ainsi que du forum, et d'améliorations de l'éclairage et de la signalétique. Enfin, à Toulouse-Le Mirail, devraient voir le jour, dans les prochains mois, une maison de l'étudiant, une cafétéria et des locaux associatifs tandis que les galeries ouvertes qui quadrillent le campus seront réhabilitées.

Chaque opération, sur chacun des sites, va être confiée à un concepteur différent et un certain nombre de grands noms de l'archi-

ture, du paysage ou du design devraient être sollicités, comme le paysagiste Alexandre Chemetoff, le designer Philippe Stark ou l'architecte Enzo Angeli, dont les noms sont déjà à présent cités au ministère. Cette démultiplication des projets présente, en outre, l'avantage de fractionner le budget affecté à chaque site et de permettre ainsi de rester au-dessous des seuils qui obligent à passer par les procédures d'appel d'offres publiques. Les contrats pourront donc être passés de gré à gré — plus rapidement — avec les universités.

## Cafétérias et ascenseurs

En dehors de ces sept campus, une bonne vingtaine de sites universitaires vont bénéficier, dans les prochains mois, d'aménagements plus légers (de 1 à 3 millions de francs), toujours confiés à des concepteurs de qualité et destinés à améliorer la qualité de vie quotidienne des étudiants : création de cafétérias (Angers, la Réunion, Lille-III, Nantes), de locaux pour étudiants (Antilles-Guyane) ou de salles de sports et de spectacles (Clermont-Ferrand, Lille-III, Paris-XI-Antony), aménagement des entrées, forums ou halls (Corte, Lyon-I, Nancy-I, Orléans, Paris-I-Tolbiac, Paris-II-Assas, Paris-X-Nanterre, Valenciennes) sont au programme.

Enfin des crédits de 50 millions de francs sont prévus pour lancer, dès cet été, des programmes exceptionnels de maintenance pour les bâtiments les plus dégradés. Ainsi devraient être réalisées la réfection des ascenseurs de Nanterre ou celle de la dalle de l'université de Créteil. Ces premières opérations devraient préfigurer des programmes pluriannuels de rattrapage que le ministère espère mettre en place, à l'avenir, dans le cadre des contrats avec les universités.

Pour le ministre de l'éducation nationale et de la culture, cet ensemble d'opérations ponctuelles devrait permettre de « créer une dynamique » et de démontrer concrètement que l'effort de rénovation des campus est accéléré. Reste à coordonner efficacement les opérations et à les compléter de manière significative dès le prochain budget. Faute de quoi ces chantiers de l'été 1992 risqueraient vite d'apparaître comme autant d'opérations tape-à-l'œil.

GÉRARD COURTOIS

## Une enquête sur les comportements sexuels en France

## L'usage du préservatif est devenu fréquent chez les jeunes de 18-19 ans

Les premiers résultats d'une enquête de l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) sur les comportements sexuels en France, effectuée sous la responsabilité de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), ont été rendus publics lundi 29 juin. Près de la moitié des jeunes de 18-19 ans déclarent avoir utilisé un préservatif au cours des douze derniers mois.

Douze ans après le rapport du docteur Pierre Simon sur le comportement sexuel des Français, quatre ans après le rapport sur le

sida du professeur Claude Got, les premiers résultats d'une enquête quantitative sur la sexualité en France viennent d'être rendus publics.

Financée par l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS), avec la participation de l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), du Comité français d'éducation pour la santé (CFES) et de la Direction générale de la santé (DGS), cette étude dotée d'un budget sans précédent — 13 millions de francs, hors salaires — a mobilisé vingt-trois chercheurs (épidémiologistes, démographes, sociologues, psycho-sociologues de l'INSERM, de l'INED, du CNRS et des universités de Paris) et cent dix enquêteurs, issus des instituts de sondage BVA et MV2.

## Le réflexe de protection

Parmi l'échantillon tiré au sort — 20 055 personnes de 18 à 69 ans résidant en France depuis au moins trois mois, soit 37,5 millions de résidents — une liste de questions préliminaires a permis de dégager des sujets « potentiellement à risques » (2 271 personnes) et un « échantillon témoin » (2 549 personnes), qui ont répondu à un questionnaire complémentaire d'environ trente minutes, la version courte durant pour les autres un quart d'heure.

La plus grande perception du risque de transmission du virus du

sida semble se situer chez les jeunes ayant un partenaire unique (55 % des garçons de 18-19 ans et 42 % des jeunes filles) déclarant avoir utilisé un préservatif dans les douze derniers mois. Le chiffre d'utilisation déclarant régulièrement avec l'âge, 18 % des moins de vingt ans, pourtant les moins gênés à l'achat, affirment cependant avoir du mal à se le procurer.

Le réflexe de protection prévaut également chez les homosexuels ou les bisexuels à partenaires multiples (au moins deux partenaires dans l'année écoulée), mais chez les hétérosexuels multipartenaires, l'utilisation du préservatif est moins systématique, 39 % des hommes et 38 % des femmes de la catégorie déclarant même ne jamais l'utiliser. Par ailleurs, plus de la moitié des personnes qui ont répondu se disent « tout à fait d'accord » avec un remboursement des préservatifs par les caisses de Sécurité sociale.

Au titre des comportements liés à l'apparition du virus du sida, 22,2 % des personnes interrogées déclarent avoir effectué un test de dépistage des anticorps anti-VIH au moins une fois dans leur vie, 8,9 % plusieurs fois, et 13,5 % au cours de l'année passée. Les hétérosexuels monogames ont plus généralement subi le test lors d'un dépistage systématique (62 % des hommes et 70 % des femmes) tandis que les multipartenaires (59 % des hommes et des femmes) l'ont

fait de manière volontaire. Les pratiques sexuelles non liées au risque de sida ne semblent pas avoir connu d'évolution notable depuis 1970, date de l'étude du docteur Simon.

L'âge du premier rapport sexuel semble s'être stabilisé depuis une vingtaine d'années à 18 ans en moyenne chez les femmes et à 17 ans chez les hommes. De même, le nombre de partenaires déclarés au cours de la vie à partir de vingt-cinq ans se situe entre douze et quatorze pour les hommes, et entre deux et cinq pour les femmes, qui avouent néanmoins plus de relations qu'il y a vingt ans.

L'hypothèse d'un « biais de sous-déclaration » est soulignée dans le cas des pratiques homosexuelles, qui ne varient presque pas (4,1 % des hommes contre 5 % en 1970 ; 2,6 % des femmes contre 2 % en 1970), hormis pour Paris et sa région, où les chiffres doublent. Les pourcentages déclarés sur la masturbation et les caresses buccogénitales augmentent sensiblement.

Dernière observation : à la question « Avez-vous déjà subi des rapports sexuels imposés par la contrainte ? », 5 % des femmes répondent par l'affirmative. Entre 20 et 34 ans, le chiffre atteint 7 %, et, parmi elles, 64 % disent l'avoir subi avant l'âge de quinze ans.

LAURENCE FOLLEA

## Sujet à risques

Interroger vingt mille personnes par téléphone sur leur intimité sexuelle n'était-ce pas prendre le risque du mensonge, de l'exagération, de l'apocryphe ? Le docteur Alfred Spira, de l'unité 292 de l'INSERM, a rappelé que « les résultats ne portent que sur des déclarations » et expliqué, en préface à leur diffusion, les choix méthodologiques de l'enquête. Deux « études pilotes » effectuées en juillet et en décembre 1990 sur 800 puis sur 800 personnes ont montré que le taux d'acceptation du questionnaire était identique selon qu'il était administré en face-à-face ou par téléphone, et qu'il augmentait même avec l'envoi préalable d'une lettre-avis annonçant l'entretien téléphonique.

20 055 personnes âgées de dix-huit à soixante-neuf ans résidant en France métropolitaine depuis au moins trois mois ont donc été tirées au sort parmi des foyers eux-mêmes pris au hasard dans le fichier des abonnés au téléphone. La collecte des données a duré six mois, de septembre 1991 à février 1992. L'anonymat, déjà mentionné dans le courrier d'avertissement, était rappelé dès le début de l'entretien. Quand l'enquêteur inscrivait sur l'ordinateur le sexe de l'enquêté, son nom et son adresse

étaient automatiquement effacés. Cette garantie avait fait l'objet d'un travail conjoint avec la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Pour ne pas induire les réponses, les questions sur les pratiques sexuelles intervenaient avant celles faisant référence au virus du sida. En outre, aucune des réponses ne pouvait être comprise par un tiers présent dans la pièce, celles-ci se limitant à des « oui, non, je ne sais pas, non-réponse » ou à des chiffres. Les expressions employées étaient les plus simples possibles, ni « techniques », ni « vulgaires ». Enfin, une formation spécifique et l'intuition des enquêteurs ont beaucoup joué pour évaluer la sincérité des sondés.

Les premières analyses ont révélé l'absence de contradiction dans les différentes parties du questionnaire portant sur un même sujet, une concordance des réponses formulées par les hommes et par les femmes, un faible taux de non-réponse (les premières tentatives ayant permis d'éliminer la mauvaise compréhension ou le refus de répondre ainsi que le biais lié au sexe de l'enquêteur). « On ne ment pas comme cela pendant trois quarts d'heure », estime Alfred Spira.

LIVRES

**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

Stéphane LISA



# SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

## Les esquives du docteur Garretta

Dans le procès des responsables de la transfusion sanguine, le docteur Jean-Pierre Garretta, 56 ans, ancien directeur de l'Institut national de la transfusion sanguine (INTS), est le seul à avoir été condamné. Le 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris a, lundi 28 juin, les quatre médecins sur l'état de leurs connaissances en 1983, concernant le sida, et les dangers que sa transmission pouvait courir aux hémophiles. Ainsi le procès a-t-il réellement commencé après que toutes les conclusions médicales par la défense et les parties civiles ont été jointes au fond.

Le docteur Garretta a du mal à se défendre. Il a été condamné à 16 mois de prison avec sursis. Il a été condamné à 16 mois de prison avec sursis. Il a été condamné à 16 mois de prison avec sursis.

Une contradiction de taille

M. Georges Holleaux, l'un des experts des parties civiles, en l'occurrence l'association des hémophiles, a souligné que le docteur Garretta a manifesté avec lui une contradiction de taille. En l'occurrence, le docteur Garretta a manifesté avec lui une contradiction de taille.

« Je ne me souviens pas de l'entendre », mais je m'y attendais », dit-il. Bernard-Requin en a rasseyant.

Un an après le registre, le docteur Jean-Pierre Garretta, spécialiste de l'hémophilie, directeur de l'INTS, a été condamné à 16 mois de prison avec sursis. Il a été condamné à 16 mois de prison avec sursis.

« On finit par s'en rendre compte », dit-il. Bernard-Requin en a rasseyant.

Le docteur Garretta a été condamné à 16 mois de prison avec sursis. Il a été condamné à 16 mois de prison avec sursis.

### ÉDUCATION

#### Une circulaire précise les conditions d'accueil d'élèves atteints du sida

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture a signé, jeudi 24 juin, une circulaire sur l'accueil dans les établissements scolaires publics et privés d'élèves atteints du sida. Ce texte doit être publié au Journal officiel le 1<sup>er</sup> juillet. L'objectif de la circulaire est clairement défini par M. Lang : « L'évolution de l'épidémie de sida, écrit-il, suscite des interrogations légitimes sur le développement de comportements inadéquats au respect des droits de l'homme et de l'enfant. Or la loi d'orientation du 10 juillet 1983 rappelle et conforte l'exigence fondamentale de l'école : l'éducation pour tous les enfants. C'est pourquoi j'attache une importance particulière à l'accueil et à la scolarisation des enfants atteints du sida, au même titre que pour les autres enfants ».

Adressée aux recteurs, inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation et des directeurs d'établissement, cette circulaire rappelle le principe de non-évitement scolaire des élèves atteints du sida, au même titre que pour les autres enfants.

La circulaire a pour objet de préciser, en effet, qu'un élève atteint du sida n'est pas un enfant à risque. Il est un enfant à risque. Il est un enfant à risque.

### JUSTICE

### SCIENCES

Le gouvernement ordonne de nouveaux travaux et une enquête publique

## Superphénix « gelé » pour plusieurs mois

Que faire avec un dossier brûlant ? Le passer au voisin, ou le mettre au repos en attendant qu'il refroidisse. C'est ce que vient de faire le gouvernement en décidant de « geler » Superphénix, le surgénératateur de Creys-Malville (Isère), en attendant que les travaux supplémentaires visant à améliorer la sûreté de l'installation, et une nouvelle enquête publique. Cette décision a été prise par le ministre de l'Énergie, M. Michel Rocard, le 24 juin dernier.

Le redémarrage éventuel de Superphénix sera subordonné à la réalisation des travaux nécessaires pour faire face aux feux de sodium, à une enquête publique menée préalablement au redémarrage, afin de permettre, dans la plus grande transparence, un débat contradictoire sur les garanties de sûreté des installations, a annoncé le premier ministre. Le communiqué publié, lundi 27 juin, par les services de M. Bérégovoy précise par ailleurs que le rapport de l'autorité de sûreté sera rendu public, et que M. Michel Rocard, ministre de l'Énergie, lancera en avril prochain une recherche sur l'incinération des déchets en fonction des conditions dans lesquelles Superphénix pourra y contribuer.

La pression des écologistes

Cette décision intervient au début d'un processus qui avait débuté en avril 1987, lorsque les autorités de sûreté, le problème de la maîtrise des feux de sodium, métal extrêmement inflammable utilisé pour le refroidissement du réacteur, était l'un de ceux soulevés par les experts du Comité permanent chargé de la sûreté des réacteurs, puis par la Commission de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). Dans leur

avis, remis à la DSIN, les premiers recommandaient des modifications effectuées par l'exploitant à la suite des travaux de l'expertise acquise autorisaient un redémarrage sous des conditions de sûreté « acceptables » pour une durée de deux ans, le temps de réaliser les travaux supplémentaires permettant de faire face, en principe, à toutes les éventualités.

Les recommandations du gouvernement, le 14 juin dernier, par M. Michel Rocard, directeur de la DSIN, étaient plus restrictives sur ce point puisqu'il proposait de limiter une éventuelle durée de fonctionnement à six mois, au maximum, et à cinq mois, juste le temps de réaliser les travaux nécessaires.

La solution de la DSIN aurait permis d'éviter une nouvelle

enquête publique, réglementairement indispensable après deux ans consécutifs d'arrêt de l'installation, soit le 31 juillet. M. Lavie, directeur de la DSIN, a déclaré que le gouvernement n'a pas voulu attendre, mais qu'il a voulu agir. M. Rocard a déclaré que le gouvernement n'a pas voulu attendre, mais qu'il a voulu agir.

La solution de la DSIN aurait permis d'éviter une nouvelle

Le premier ministre a donné directement satisfaction aux écologistes qui réclamaient un arrêt pur et simple de l'installation. Une décision qui a été prise, pourtant, par le gouvernement, qui a été prise, pourtant, par le gouvernement.

« La France favorable au nucléaire »

M. Bérégovoy prend soin, au contraire, de rappeler dans son communiqué que « la France est favorable à l'énergie nucléaire, qui garantit une indépendance énergétique et contribue à la lutte contre l'effet de serre. Mais lors de la construction de l'énergie nucléaire, il faut respecter les règles de sûreté ».

« que la sûreté maximale », il ajoute aussi que « le problème posé par les déchets radioactifs est primordial, d'où, précisons-le, l'importance de la sûreté ». Superphénix, exploité par un sous-générateur, peut jouer un rôle important à cet égard.

Mais il ne satisfait pas pour les exploitants la centrale de Creys-Malville. Ces derniers, regroupés au sein de la Nersa, société anonyme regroupant EDF (France 51 %), Enel (Italie 33 %), SBK (Allemagne 16 %), qui représente aussi les intérêts de la Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, voient le redémarrage de l'installation repoussée à plusieurs mois, sinon à un an ou plus. Et ce pour des raisons qui, compte tenu des avis émis par l'autorité de sûreté, leur paraissent relever plus de contingences électoralistes que de préoccupations de sûreté.

Quant aux voisins et aux employés de la centrale, ils ne cachent pas leur amertume. Superphénix emploie directement 1 000 salariés et en fait vivre 1 000 dans le sous-traitance.

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire page 12 : POINT/Superphénix en

## Une victoire symbolique

par Jean-Louis Saux

Après l'interruption, provisoire, de la construction de la centrale de Creys-Malville, le gouvernement a décidé de suspendre le redémarrage du surgénératateur de Creys-Malville, marque de la victoire symbolique.

La décision de M. Bérégovoy ne constitue pas en effet un revirement aussi brutal qu'il y paraît. Avant leur entrée au pouvoir, les socialistes avaient demandé au gouvernement de M. Raymond

Barthélemy de suspendre la construction de la centrale de Creys-Malville. Le 1<sup>er</sup> juillet, le premier ministre du Parti socialiste, M. Laurent Fabius, et le chef de file des Verts, ce dernier avait donc lieu de se féliciter, peu après la publication du communiqué de l'Hôtel Matignon, du fait que « les écologistes ont désormais plus de poids que le lobby nucléaire ». La surgénératateur de Creys-Malville, le mon sens, ne sera jamais en service, a ajouté M. Weachter, en jugeant que cette victoire, hautement symbolique, était aussi plus réelle.

La décision de M. Bérégovoy ne constitue pas en effet un revirement aussi brutal qu'il y paraît. Avant leur entrée au pouvoir, les socialistes avaient demandé au gouvernement de M. Raymond

Barthélemy de suspendre la construction de la centrale de Creys-Malville. Le 1<sup>er</sup> juillet, le premier ministre du Parti socialiste, M. Laurent Fabius, et le chef de file des Verts, ce dernier avait donc lieu de se féliciter, peu après la publication du communiqué de l'Hôtel Matignon, du fait que « les écologistes ont désormais plus de poids que le lobby nucléaire ». La surgénératateur de Creys-Malville, le mon sens, ne sera jamais en service, a ajouté M. Weachter, en jugeant que cette victoire, hautement symbolique, était aussi plus réelle.

La décision de M. Bérégovoy ne constitue pas en effet un revirement aussi brutal qu'il y paraît. Avant leur entrée au pouvoir, les socialistes avaient demandé au gouvernement de M. Raymond

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Humaines

PRIX DE RECHERCHE 1991 DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Claire Andrieu

La banque sous l'Occupation

Paradoxes de l'histoire d'une profession

334 p. 258 F

27, RUE SAINT-GUILLAUME, PARIS 7<sup>e</sup> - TEL. : 45.49.50.21



## POINT / SURPERPHÉNIX EN SURSIS

## Un réacteur nucléaire très contesté

La décision d'attente prise par le premier ministre trahit l'embarras du gouvernement face à ce dossier encombrant. Une chose est sûre : si la décision était prise aujourd'hui, elle ne construirait pas Superphénix tel qu'il est.

« Filière » parmi d'autres débuts du nucléaire, les surgénérateurs, susceptibles de produire plus de plutonium qu'ils n'en consomment, apparaissent très vite comme des décideurs français comme la panacée qui pourrait mettre fin à l'abri des crises énergétiques, il y a un vrai enjeu de prix du pétrole, dans les années 70, avait semblé justifier l'argument d'indépendance énergétique mis en avant pour lancer le programme électronucléaire français.

Quand Phénix, le précurseur de Superphénix, démarra, en 1973, en pleine crise pétrolière, on peut craindre effectivement que les prix de l'uranium ne soient aussi, à grimper avec les autres. Mais les événements ont suivi des plans d'experts. En 43 ans, la livre en 1978, les cours de l'uranium tombent à 25 dollars en 1981, pour osciller entre 7 et 10 dollars aujourd'hui.

Cet effondrement, directement lié à l'accident survenu, le 3 mars 1979, à la centrale américaine de Three Mile Island, entraîne une révision en quasi-général des programmes électronucléaires dans le monde (à l'exception notable de la France, du Japon et de l'ex-Union soviétique). Mais, à cette crise de confiance s'ajoutent aussi les conséquences de la crise économique qui infléchissent la demande d'électricité.

## Une longue suite d'incidents

Tchernobyl ne fut que prolonger une tendance à l'arrêt. Quand, le 25 avril 1986, le réacteur n° 4 de la centrale ukrainienne explosa, 159 tranches nucléaires en commande ou en construction ont déjà été annulées dans le monde depuis sept ans, dont 12 aux États-Unis. C'est dans ce contexte que Superphénix fournit ses premiers kilowatts au réseau EDF. Depuis déjà plusieurs années, ses promoteurs réclament une comparaison avec les centrales nucléaires classiques avant « la fin des années 90 ». Aujourd'hui, ils résistent à 2020 ou 2030 l'éventualité d'une « construction en petite série » de réacteurs à neutrons rapides en Europe.

Comme pour ajouter à la morosité qui préside à sa mise en route, Superphénix est, en outre, connu une longue série d'incidents. Fuites du fameux barillet de déchargement des combustibles, mystérieuse et fanto-

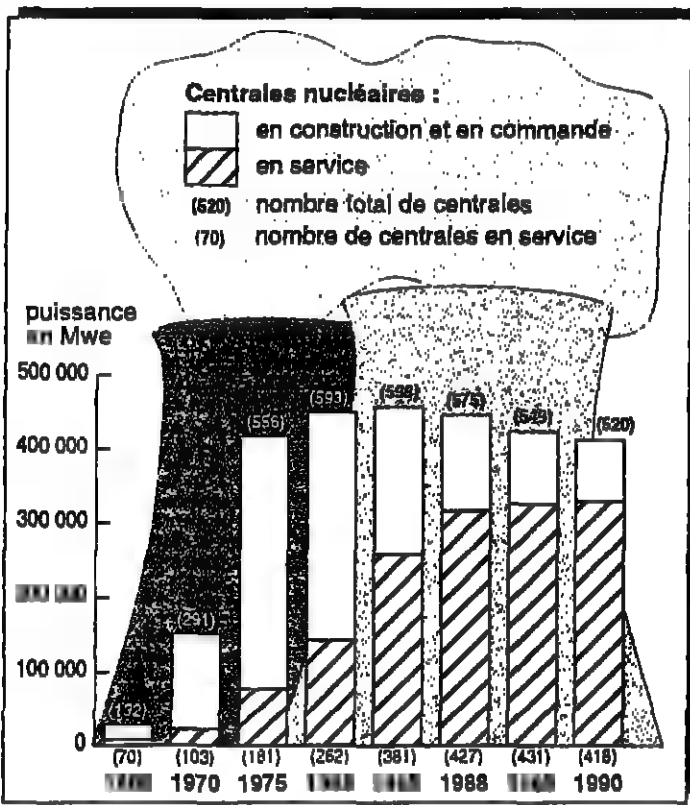
Arrêté depuis deux ans en raison d'une série d'incidents, Superphénix, le surgénérateur de 1 200 mégawatts que la France a construit à Creys-Malville (Sère), sur le Rhône, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Lyon, attendra quelques mois supplémentaires un éventuel redémarrage. Avant de se prononcer sur un tel épilogue, le gouvernement s'est entouré d'un luxe de précautions. La vague des élections l'y a poussé, tout comme l'avenir économique de la filière que le plupart des experts estiment repoussée aux années 2020-2030. Au cours d'une longue enquête,

la direction de la sûreté des installations nucléaires avait recommandé de limiter à 10 % de sa puissance nominale le fonctionnement de l'installation de 27,5 milliards de francs (prix de 1986), pour une période définie, le temps d'améliorer quelques points de sûreté concernant notamment le sodium, particulièrement inflammable, utilisé pour le refroidissement du réacteur (le Monde du 20 juin). Le gouvernement a décidé de donner une marge supplémentaire en subordonnant le redémarrage à la réalisation des travaux nécessaires pour faire face aux problèmes de sodium à une nouvelle enquête publi-

que. Enfin, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, est chargé de rédiger un rapport sur l'incinération des déchets radioactifs et les conditions dans lesquelles Superphénix pourra y contribuer.

Cette décision satisfait les écologistes qui voient un premier pas vers l'arrêt définitif du programme. Elle risque de mécontenter les exploitants rassemblés sous le nom de la FSN, l'association anonyme regroupant EDF (France 51 %), Enel (Italie 33 %), et Sbk (Allemagne 16 %), qui regroupe les intérêts de la Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.

## Gérer un héritage délicat



matique « bulle d'argon » perturbant le fonctionnement du cœur, pollution du sodium, refroidissement (le Monde du 15 avril). Les ennuis se succèdent.

Au total, le réacteur n'a fonctionné, à ce jour, qu'un peu plus de deux ans en six ans et dans d'âpres conditions. Et sans la décision de le redémarrer, il aurait été, le 3 juillet prochain, sa deuxième année consécutive d'arrêt. Tous ces malheurs ont, évidemment, entraîné des dépenses antinucléaires. Superphénix fut l'un des projets privilégiés.

C'est sur le chantier de Creys-Malville que les violents affrontements entre écologistes et partisans de l'ordre avaient causé la mise à l'arrêt, le 31 juillet 1977. Les Verts à Grenoble, qui réclament aujourd'hui l'arrêt pur et simple de Superphénix et, plus généralement, l'abandon de la filière surgénératrice. « L'acharnement à maintenir en vie Superphénix n'est ni même thérapeutique : il fait le débarras, lance Didier Anger, porte-parole des Verts. Superphénix est inutile et coûteux. Il n'y a pas d'avenir énergétique ni économique pour les réacteurs à neutrons rapides. Pour les écologistes, cette filière présente deux inconvénients majeurs. Le combustible utilisé contient du plutonium, plus toxique et dangereux à

manipuler que l'uranium et l'installation fait appel pour son refroidissement au sodium liquide qui, en cas de fuites, réagit violemment avec l'eau et l'air.

## « Sauver le nucléaire »

Certes. Mais toutes les précautions sont prises concernant les pouvoirs publics et les promoteurs de Superphénix qui se retranchent derrière la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). Creys-Malville, comme tous les autres sites, est placé sous la surveillance d'experts de cet organisme qui dépend des ministères de l'Industrie et de l'Environnement. « Le gouvernement ne passe pas outre à un avis négatif de la DSIN », a souligné devant l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques, le mois dernier, M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, tandis que son homologue de l'Environnement, M. Ségolène Royal, disait : « force est de la sûreté et de négocier » (le Monde du 21 mai).

Pour le reste, l'argumentation des partisans de la filière pourrait se résumer en une phrase : « Sauver les meubles en attendant des jours meilleurs ». Certes, reconnaissent les promoteurs, pour lequel 27,5 mil-

liards de francs (prix 1986) ont été investis, n'a pas fonctionné de manière exemplaire. En exploitation normale, il produirait une électricité deux fois plus chère que celle des centrales « classiques » à eau pressurisée. Et, à l'arrêt, il coûte 450 millions de francs en frais fixes.

Mais l'on ne peut exiger d'un prototype, même de taille industrielle, qu'il soit rentable. « Si j'ai, beaucoup, la conviction que les besoins des surgénérateurs s'éloignent dans le temps, estime M. Jean-Louis Giscard d'Estaing, directeur général d'EDF, je pense qu'il faut pas, pour fermer la porte à une option qui peut s'avérer utile un jour. » D'autant que les Européens sont toujours en pointe de recherche sur la filière que les Japonais et les Américains ménagent pas leurs efforts sur le développement des réacteurs futurs. Or, souligne M. Philippe Rouvoille, administrateur au CEA, l'avance de l'Europe « tient uniquement à la possession de Superphénix ».

Comment justifier le redémarrage d'une installation aussi coûteuse et contestée ? Peut-être en partageant avec les Japonais, Américains et Russes un effort de recherche sur lequel une compétition féroce se justifie de moins en moins. « Il n'est pas douteux que modifier le mode de fonctionnement de l'installation pour transformer le réacteur en incinérateur de plutonium et de déchets radioactifs à vie longue. Cette façon de le « repenser » est vertueuse, l'usage de l'opinion publique ne servirait qu'à retarder la décision, qu'à justifier le choix du retraitement des combustibles irradiés fait par la France », ce qui n'est pas forcément, disent-ils, la meilleure option pour la France.

En plus, ajoutent certains, il s'agit de recherches fondamentales pour lesquelles un surgénérateur de la taille de Superphénix n'est pas vraiment indispensable.

Bref, sans le reconnaître, les acteurs des deux camps sont persuadés que la décision sur l'avenir de Superphénix est avant tout d'ordre politique. Il s'agit d'abord de gérer le difficile héritage du passé. Une opinion que la CFDT, syndicat critique sur la politique nucléaire du gouvernement, exprimait entre les lignes devant l'Office parlementaire.

Rappelant que « dès le départ, elle s'était opposée à l'utilisation industrielle de ce type de réacteur », et aurait préféré un prototype expérimental de taille plus modeste, elle reconnaissait que Superphénix peut constituer aujourd'hui un instrument de recherche utile. « A condition qu'il soit utilisé dans la transparence » et la concertation, pour des missions « clairement définies et affichées ».

## De la centrale électrique à l'incinérateur de déchets

En janvier 1980, M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, promettait aux Français un avenir énergétique grâce à l'avènement des réacteurs rapides (1) dont le premier prototype de taille industrielle, Superphénix, était en activité le long du Rhône, à la fin de 1985. Ce type de réacteur, disait-il, reprenant les propos enthousiastes des techniciens, devait nous donner « une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie saoudite ».

Par quel miracle ? Celui de la surgénération. Un terme bien peu familier, profane et qui cache en fait un principe bien simple de la physique nucléaire de ces réacteurs. A l'origine de ce principe, il y a le neutron. Ce dernier, fondamental de la matière, est le proton de l'électron, à la fois des réactions nucléaires dont le cœur des réacteurs à neutrons se situe.

Contrairement à ce qui se passe dans les réacteurs à eau pressurisée (PWR) qui équipent la quasi-totalité du parc électronucléaire français, l'essentiel du parc mondial, les neutrons sont « lents » dans les réacteurs surgénérateurs. Tout le secret est là. Une partie donc participe à des réactions nucléaires du cœur constitué d'un mélange d'oxyde de plutonium et d'un oxyde d'uranium, l'uranium 238. Lorsqu'un neutron brise par fission (2) un atome de plutonium, l'énergie est libérée et des neutrons sont produits.

## Le plutonium comme combustible

L'un d'entre eux va servir à déclencher la réaction nucléaire du cœur du réacteur en brisant un nouveau noyau de plutonium. Un second va être « capturé » par un atome d'uranium 238 qui se transformera aussitôt en un noyau de plutonium remplaçant celui qui a été « cassé » au départ de la réaction. Ainsi apparaît le caractère régénératif de ces réacteurs rapides. Quant au troisième et dernier neutron, tantôt il se perd dans les matériaux de structure de la machine, tantôt il est capturé par un noyau d'uranium et contribue ainsi à produire un supplément de plutonium qui contribue au fonctionnement du réacteur.

Si minime soit-elle, la surgénération ne cependant suffisante pour que les spécialistes du nucléaire aient pu affirmer que les réacteurs rapides, en transformant fisiblement l'uranium 238, matière abondante et non utilisable dans les réacteurs classiques, en une ressource énergétique de première importance, multipliait par au moins la quantité d'énergie que l'on pouvait tirer de l'uranium naturel.

Tout le miracle énergétique promis par M. Giscard d'Estaing vient de là. Ce qui permettait aux partisans de la filière énergétique française de dormir sur leurs deux oreilles et de justifier, par voie de conséquence, le retraitement des combustibles irradiés grâce auquel le futur parc de surgénérateurs français allait être alimenté par le plutonium produit par les réacteurs à eau pressurisée. Las, l'accident de la centrale nucléaire américaine de Three-Mile-Island le 3 mars 1979 et l'explosion, le 25 avril 1986, du réacteur soviétique de Tchernobyl ont changé le face du monde nucléaire. Les programmes d'équipement nucléaire se sont ralentis, voire arrêtés. Au spectre de la pénurie d'uranium a bientôt succédé l'image de l'abondance.

Du coup, les surgénérateurs devaient moins être vus comme des prototypes que renvoyés aux calendes. Et aujourd'hui, la plupart des politiques et des ingénieurs s'accordent à penser que, Superphénix doit redémarrer, il n'est nul besoin de faire fonctionner un surgénérateur en producteur de plutonium. Le seul parc

PWR français produit actuellement une dizaine de tonnes de plutonium par an.

Que pourrait-on bien faire de quelques dizaines de kilos de plus de matière bien encombrante, fortement contestée par les écologistes ? Rien. D'où l'idée d'utiliser Superphénix, bien sûr, comme une unité de production d'électricité. Le cœur actuel se recharge pour fournir 35 milliards de kilowatts-heures, mais surtout comme un laboratoire d'incinération de déchets.

Au premier rang des matières à éliminer, on trouve bien évidemment le plutonium dont un surgénérateur de 1 000 mégawatts peut produire quelques centaines de kilos par an. Une analogie à celui que brûle actuellement Superphénix (mélange d'oxydes de plutonium et d'uranium) est en fait une erreur. Un cœur fait uniquement de plutonium. Mais on trouve aussi les actinides mineurs, éléments qui, comme le neptunium, l'américium et le curium, empoisonnent la vie de ceux qui ont à gérer les déchets radioactifs produits par l'énergie nucléaire (le Monde du 29 mai 1991).

Or, les neutrons des réacteurs rapides offrent un bon moyen de détruire ces actinides en les transformant en produits moins gênants. Les expériences, en liaison avec l'Institut des transuraniens de Karlsruhe, ont déjà eu lieu sur ce sujet sur le réacteur Phénix avec quelques grammes de neptunium. D'autres pourraient être menées à partir de 1994 avec Superphénix sur ce même combustible. Mais à partir de 1998, un nouveau cœur fonctionnerait en régime de sous-génération (3), que Superphénix pourrait brûler des quantités importantes de plutonium et détruire des quantités substantielles de neptunium (150 kilos par an), démontrant ainsi les qualités des réacteurs rapides à incinérer les déchets.

(1) On parle indifféremment de réacteurs rapides ou de réacteurs surgénérateurs.

(2) Certains atomes d'uranium 235 ou de plutonium 239 se brisent sous le choc d'un neutron et libèrent de l'énergie. On dit alors qu'ils sont fissionnés. D'autres, comme l'uranium 238 (99,3 % de l'uranium naturel) ou le plutonium 239 (0,7 % pour l'uranium 235) ne le sont pas, mais peuvent le devenir dans certaines conditions. On dit alors qu'ils sont fissibles.

(3) Le cœur de surgénération passerait de 1,2 aujourd'hui à 0,6, ce qui permettrait de le baisser sensiblement, à moins de 1, en supprimant une partie de la « couverture » d'uranium fertile qui alimente actuellement le réacteur.

## L'ambition du Japon

La France pourrait bien voir sa position mondiale dans le domaine de la surgénération contestée dans les prochaines années. Difficile, en effet, pour un pays qui n'a développé que seul une nouvelle filière au monde lorsque les États-Unis, premier pays nucléaire par le nombre de réacteurs en service, ne l'a pas fait, de façon claire dans ce domaine. Mais la France, s'assurant d'autres pour le développement.

Cette voie d'autant plus nécessaire que les Japonais ont sur les surgénérateurs, en France, 100 millions de francs en 1987 à 350 millions aujourd'hui. La somme à comparer aux investissements du Japon qui, d'énormes ambitions dans les surgénérateurs : 1 milliard de francs cette année, le prototype de Menju et 800 millions de francs pour le futur DFBR. Quant aux États-Unis, contrairement à une idée reçue, ils s'intéressent à la filière pour laquelle ils dépensent, cette année encore, 1,2 milliard de francs.

## Le monde des rapides

Souvent présentée comme la championne de la technique des surgénérateurs, la France n'est pas la seule à s'être intéressée ou à s'intéresser au développement de cette filière. En fait, le premier réacteur à neutrons rapides a divergé en 1946, à Los Alamos, aux États-Unis. Il avait nom Clementine et produisait quelque 25 kilowatts d'énergie thermique. Une brouille comparée aux trois millions de kilowatts de Superphénix.

L'engin, modeste, possédait déjà certaines caractéristiques de l'aujourd'hui. C'est ainsi qu'il fonctionnait au plutonium. Mais il fut appelé pour son refroidissement à un métal liquide fort cher : le mercure. Très vite, son dernier fut remplacé par un matériau moins noble, mais sujet parfois à quelques problèmes d'humidité et de risques d'incendie qu'il présente : le sodium liquide.

Tous les surgénérateurs en fonctionnement dans le monde, qu'ils soient de type boucle ou piscine, utilisent aujourd'hui ces deux éléments. Creys-Malville, par son gigantisme, est

environ 220 tonnes de sodium, dont 3 500 tonnes de sodium, le seul du réacteur, et 5,5 tonnes de plutonium (1). Mais, les Japonais, plus discrets, ont su éviter de soulever la même opposition de la part des écologistes. Faut-il dire, lorsqu'on fait le compte, une dizaine de réacteurs surgénérateurs en service dans le monde.

Aux centrales expérimentales de très faible puissance construites dans les années 70 par les Américains (EBR-II), les Britanniques (DFR), les Français (Rapso-die), les Japonais (Joy), l'Union soviétique (Bor-60), un peu plus tard par l'Inde (FBTR), ont succédé quelques centrales de démonstration. Ces unités, toujours en activité, dont la puissance comprise entre 100 et 300 mégawatts, ont surtout pour but de démontrer à l'échelle significative l'aptitude de ce type de réacteur à produire de l'électricité.

Le plus substantiel Phénix, le réacteur prototype français de 270 mégawatts installé à Mar-

coule, le Gard, dont Superphénix est issu, le réacteur britannique PFR (270 MW) dont les promoteurs ont la recherche de quelques crédits pour éviter une fermeture prématurée, le réacteur russe de Chechenko (220 MW) et le japonais de Monju (280 MW) dont le démarrage est intervenu au printemps de l'année prochaine.

Un seul manque à l'appel : le réacteur allemand de DLR dont la mise en service fut retardée en mars 1991 après quatre années de discussion sans fin et 23,8 milliards de francs d'investissement (2). Presque le prix de Superphénix, le précurseur de ce type de réacteur, en fonctionnement, BN-600 (235 MW) de Belyarsk, le futur DFBR (270 mégawatts) que les Japonais envisagent de construire.

Bref, exception faite du Japon, qui manifeste de réelles ambitions dans le domaine des surgénérateurs, les Japonais ont plutôt le gros dos de l'attente de jours meilleurs. Ainsi, les

Français espèrent continuer avec Superphénix mais font face à des budgets dans ce domaine qui ont dépassé les 800 millions de francs en 1987 à 270 millions de francs aujourd'hui.

Les Américains soignent le projet de leur image et leurs projets de surgénérateurs révolutionnaires (programmes ALMR, PRISM, IFR). Quant aux Russes, ils ont investi 270 millions de roubles, ils ne poursuivent la construction de BN-800, le centrale d'Oural-Sud, préférant de s'associer aux Allemands, Britanniques et Français la définition du futur réacteur surgénérateur européen EFR.

(1) L'ensemble du combustible fissile contenu dans Superphénix est composé de 39 tonnes d'oxyde mixte d'uranium 238 et de plutonium, soit au total 5,5 tonnes de plutonium, d'une zone fertile de 83 tonnes d'oxyde d'uranium 238.

(2) Le gouvernement américain avait aussi abandonné le projet de Clinch River après avoir dépensé des sommes colossales sans qu'une quelconque installation soit sortie de terre.

Ce dossier a été rédigé par Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour

150



سكنا على الوطن

## Le Monde SCIENCES • MÉDECINE

# Rigueur scientifique contre coquecigrues écologistes

La polémique autour de l'appel de Heidelberg contre l'« écologisme irrationnel » a mis sur la place publique les rapports ambigus de la science et de la politique

L'APPEL de Heidelberg contre l'« écologisme irrationnel » (Le Monde du 19 juin), signé par quelques centaines de scientifiques et intellectuels du monde entier — dont le prix Nobel de chimie, le professeur Brice Lalonde — a été remis au Sommet de la Terre de Rio consacré à l'environnement et au développement. Les auteurs de cet appel, qui se multiplient, émanent aussi bien de scientifiques proprement dits que d'intellectuels au sens large. Le débat n'est pas tant sur la science que sur le rôle de la science dans la décision politique.

Les signataires de l'appel de Heidelberg sont au moins d'accord sur un point : les décisions qui engagent le destin du monde doivent se fonder sur la rigueur scientifique et non sur les coquecigrues écologistes. Fort bien. L'enjeu, c'est que l'on compte sur les doigts d'une main les décisions politiques prises en fonction de critères scientifiques... ou écologiques. Ni la bombe d'Hiroshima, ni la conquête spatiale, ni le programme nucléaire français — qui n'ont pas fait qu'élever la collaboration avec les savants — n'ont été arrêtés après consultation des scientifiques. Il s'agit de décisions politiques, prises après consultation des ingénieurs, des stratèges, d'un petit cercle d'initiés, et non comme seuls juges.

Il est manifeste, par exemple, que la politique de l'énergie nucléaire n'a pas été menée en France selon des critères scientifiques, et en tout cas pas selon l'éthique médicale. Quant au surrégénérateur Superphénix, pour lequel le gouvernement a pris une décision de suspension, on ne peut pas dire que l'avis des scientifiques et des ingénieurs ait été déterminant. Sans doute l'avis des écologistes.

On doit se rendre à l'évidence : ni les médias ni les écoles ne présentent un poids suffisant dans la prise de décision politique. Il faut un concours de facteurs exceptionnels pour qu'une mesure politique se

fonde sur des considérations d'ordre scientifique. Ainsi, lorsque le gouvernement américain a décidé d'interdire les armes au CFC (chlorofluorocarbones), il a fondé sa décision sur des raisons scientifiques : le danger des chlorures pour la couche d'ozone.

La décision, cependant, n'a pu être prise que parce que l'opinion s'était faite. La religion en boy-cottant les avions aux CFC. L'impact économique de l'interdiction devenait négligeable aux yeux des dirigeants politiques. Pour le groupe Du Pont de Nemours, en revanche, l'interdiction était par le président Carter, et finalement confirmée par M. Reagan, présentait une chance formidable : la mise au point d'un substitut pourrait rétablir la suprématie du chimiste.

Après l'explosion de la navette Challenger, en 1986, la NASA fut à son tour jetée dans la brèche du trou de l'ozone, comme pour faire oublier ses succès spatiaux. La communauté scientifique américaine, elle, fut aux commandes de la recherche financée par la NASA, à l'exception en fait du même cheval, devenu un merveilleux dispensateur de fonds. Tous les jours du monde ont été enfoncés le clou, et c'est ainsi que les autorités responsables du destin de notre planète, comme dit l'appel de Heidelberg, ont signé en 1987 à Montréal un protocole engageant la communauté internationale à limiter les émissions de gaz à effet de serre.

### Le cas de l'énergie nucléaire

A plusieurs reprises, le ministre de l'Environnement, Brice Lalonde, a fait appel aux scientifiques pour arbitrer une querelle écologique. Il a ainsi commandé une étude au professeur Roland Carliener, de l'université de Strasbourg, pour savoir s'il fallait interdire les centrales avec phosphates.



Algue tueuse : *Codium bursa*

Cette algue ayant répondu « oui », le ministre a consulté d'autres experts moins engagés, qui l'ont mis en garde contre d'éventuels substituts. On ignore si l'avis sur l'environnement. D'où une décision mi-chou, qui revenait à limiter l'emploi des phosphates... à des doses pratiquées par les industriels.

Pour arbitrer l'éternelle querelle des dates d'ouverture de la ferme-ture de la chasse, le ministre de l'Environnement a encore voulu s'en remettre à des scientifiques « irréprochables », en l'occurrence un chercheur du laboratoire d'histoire naturelle et des experts de l'Office national de la chasse. Las ! le rapport scientifique du Muséum, mal diffusé, a été comme une lettre à l'adresse de l'ouverture de la chasse, a mis éco-

logistes et experts en fureur. Tant il est vrai que, pour chaque décision politique touchant à un domaine sensible, donc irrationnel, l'avis des scientifiques compte.

Tout dernièrement, le secrétaire d'État à la mer a demandé à l'IFREMER de lui dire ce qu'il fallait faire pour éradiquer l'algue *Codium bursa* (Caulerpa taxifolia), cette plante piquante qui prolifère sur certains points du littoral méditerranéen. Réponse des chercheurs : « Les premiers résultats montrent qu'il n'y a pas de réponses simples à un phénomène de prolifération d'algues toxiques. » Et voilà cette conclusion désespérante : « Toutes les expériences antérieures ont malheureusement démontré qu'il était en pratique impossible d'éradiquer une algue introduite dans le milieu naturel. » Allez donc consulter les experts ! Ou

bien sont formels, au risque de se tromper. Ou bien ils avouent leur impuissance et désespèrent de décider.

### Une méthode, pas une réponse

« Les politiques sont obligés de se référer à des travaux scientifiques », explique Simone Veil, ancienne ministre de la Santé. Mais en dehors de quelques cas, les dangers de la radioactivité, de l'amiant ou du tabac, les avis sont divergents. La plupart du temps, les avis certains arrivent trop tard. C'est donc aux politiques, en définitive, d'assumer les responsabilités.

Beaucoup reprochent à la science d'avoir trop négligé le vivant pris dans son milieu. « Les mêmes qui, soudainement, adhèrent à l'écologie scientifique », ceux qui ont tenu

fait pour qu'elle ne puisse se développer dans les pays », devient discipline sinistrée », dit Jean-Pierre Raffin, docteur en sciences (neuroembryologie expérimentale) et maître de conférences à Paris-Jussieu (écologie). Il dénonce « les refus conceptuels d'une partie de la communauté scientifique, arc-boutée sur une vision réductionniste de la vie ». Ce que Brice Lalonde traduit de son côté par « trop de biologie moléculaire, pas assez d'humain ».

D'autres, pourtant scientifiques, ont aussi, comme la science elle-même, déterminé que souhaitent les signataires de Heidelberg. « Que les scientifiques réclament une liberté totale de travail, j'en suis d'accord », explique Bernard Sluiter, professeur d'écologie végétale à Orsay. Mais on ne peut pas dire que toute découverte scientifique soit intrinsèquement bonne. Les découvertes biogénétiques, par exemple, exigent des précautions. Je ne suis pas pour que les scientifiques fassent la loi. C'est finalement ce qu'admet Jean-Marie Lehn, Prix Nobel de chimie et signataire de l'appel de Heidelberg : « La science ne propose pas une réponse, mais une méthode. » Elle ne peut donc pas offrir une politique une décision « clé en main », ni même servir de caution à une décision, pour la raison simple que l'on trouvera toujours un argument scientifique pour cautionner une décision politique, quelle qu'elle soit.

Les chercheurs les plus en pointe, ceux qui échappent à la loi commune. On ne va tout de même pas leur faire une recherche prétexte qu'elle fait peur, une menace sur la société, voire parce qu'elle inquiète les riverains ! Or, la démocratie, j'en suis sûr, échappe à la loi. Même les laboratoires de l'INSERM, même l'Institut Pasteur, où se font les découvertes qui sauvent des milliers de vies humaines.

Lire la suite page 11

## Un entretien avec M. Bertrand Schneider

« Il faut garder l'option nucléaire ouverte », nous déclare le secrétaire général du club de Rome

Ancien diplomate, expert en stratégie et management international, M. Bertrand Schneider, secrétaire général du Club de Rome, vient de publier son premier rapport Halte à la croissance, dans lequel il revient sur le débat de la scène internationale du 20 juin. Les partisans du nucléaire y ont relayé une déclaration de Brice Lalonde, mais les experts non conformistes ont aussi proposé à Rio et à l'ONU des mesures originales en faveur de l'environnement.

« En 1972, mon rapport Halte à la croissance ? » était apparu comme le premier manifeste d'une prise de conscience sur les questions de l'environnement. Questions de survie, prenez position en faveur du nucléaire. Est-ce un revirement ? — Mon premier rapport était, effectivement, un avertissement en ce qui concerne l'environnement. Mais il procédait d'une approche globale à la question : montrait que les problèmes d'environnement étaient notamment à l'explosion démographique et aux problèmes d'énergie. Le cas du nucléaire proprement dit n'y était pas traité.

Aujourd'hui, nous disons qu'il faut garder l'option nucléaire ouverte. Mais si le nucléaire n'a toutes les qualités qu'on lui attribue, nous ne pouvons que l'une : l'énergie la moins polluante, malgré le problème des déchets radioactifs, qui sont loin d'être résolus. On peut parler de revirement, mais surtout d'un développement et d'une réflexion sur le problème des énergies d'une façon générale.

« Mais le pétrole et le charbon restent encore abondants... »

En 1972, nous avions sous-estimé les réserves mondiales d'énergies fossiles. Il est vrai que, l'activité humaine ayant multipliée par un facteur quarante ou cinquante depuis le début du siècle, ces ressources naturelles ne suffiront pas et qu'il faudra bien faire appel à d'autres sources d'énergie. Or, on ne peut pas dire que, pour le moment, les recherches menées sur les énergies alternatives, que ce soit le solaire, la géothermie, ou le vent, soient satisfaisantes.

Cela ne veut pas dire que l'énergie solaire, par exemple, ne connaîtra pas dans les années à venir des développements grâce aux nouvelles technologies. Mais la perspective Halte à la croissance dans le domaine du rêve. De même, il y a vingt-cinq ans, nous annonçions les premiers résultats sur la fusion nucléaire pour 1980. Or, on pense aujourd'hui que les pas décisifs dans ce domaine n'interviendront pas avant une trentaine d'années. Enfin, il ne suffit pas de trouver de nouvelles sources d'énergie, il faut aussi mettre en place les installations qui permettent de la stocker et de la distribuer, ce qui représente des investissements à un travail considérable qui s'étalerait sur plusieurs décennies.

### « Procéder par étapes »

La situation la plus vraisemblable pour l'avenir sera probablement la combinaison d'un ensemble d'énergies : fossiles, renouvelables, nucléaire, mais aussi bien connus aujourd'hui, d'autres peuvent déjà être mis à l'œuvre, et, qui sait, d'autres encore que nous ne savons pas domestiquer pour l'instant.

Il faut ajouter que l'idéal serait



bien de garder le charbon et le pétrole qui représentent des ressources précieuses pour l'industrie chimique. Mais cela, aucun pays n'a les moyens de se le permettre actuellement.

Est-il prudent de construire des centrales nucléaires dans des pays en voie de développement, qui sont loin de posséder l'environnement et la culture technologiques pour maîtriser ?

Certains pays en développement, l'Inde, la capacité scientifique et technologique existe déjà. La plupart ont des scientifiques de très bonne qualité. Mais ils ne sont ni reconnus par leur gouvernement ni payés, et qu'ils ne disposent pas du minimum d'infrastructures qui leur sont nécessaires pour travailler chez eux. Ils préfèrent s'expatrier.

Cela dit, n'est pas en passant directement aux énergies les plus sophistiquées qu'on résoudra le problème. Il faut procéder par étapes. Certains pays, comme la Chine par exemple, disposent de ressources charbonnières extrêmement importantes. Il doit

avoir accès aux technologies nouvelles qui permettent, sinon de prévenir totalement, au moins de limiter les dégâts de la pollution. Ces technologies existent-elles ?

Il est évident qu'on ne peut pas demander à des pays qui sont encore dans la pauvreté de ne pas utiliser leurs ressources naturelles d'énergie, ce risque d'endommager l'environnement. Ils auront beau jeu de nous répondre : « et il le font déjà » que nous, pays industrialisés, avons notre prospérité en ignorant souverainement les problèmes d'environnement. Mais l'interdépendance est évidente : tant en matière d'environnement qu'en matière de développement. Et nous voulons éviter de graves bouleversements mondiaux, nous devons intervenir.

Il ne s'agit pas d'imposer un développement à l'occidentale, mais plutôt de trouver des formes de coopération qui soient acceptables par ces pays qui ont leur politique, leurs objectifs de développement, n'ont absolument pas envie d'être liés à la contrainte.

### « Un mal nécessaire »

En bref, donc, nucléaire Nord, énergie possible au Sud...

Il est préconisé pas forcément l'énergie nucléaire à tout prix dans les pays industrialisés. Nous pensons simplement qu'elle peut occuper une place plus importante que celle qu'elle occupe aujourd'hui dans un certain nombre de pays. A condition d'être fondée sur deux éléments : d'une part, la sûreté des installations, d'autre part, la confiance du public. On peut considérer d'ailleurs, n'est pas contradictoire, que l'énergie nucléaire n'est qu'un mal nécessaire durant une

période de transition, attendant de trouver d'autres sources d'énergie moins polluantes.

Thermobyl n'a-t-il pas sapé pour longtemps le mythe du nucléaire ?

Il est vrai que, dans l'inconscient collectif, Thermobyl demeure l'exemple de ce qui risque de se produire dans une trentaine d'années : centrales nucléaires de l'URSS ou d'Europe centrale et orientale. A cet égard, les progrès des technologies doivent être plus rapides que ceux des centrales de nos voisins.

Il faut aussi que les scientifiques fassent un effort plus grand pour contribuer à l'information du public, qui a certainement besoin, dans un monde de plus en plus marqué par la science et la technologie, d'acquiescer un minimum de culture scientifique.

Je pense d'ailleurs que ces derniers trop peu en liaison avec les politiques. Il me semble que les dirigeants politiques auraient besoin, dans un monde de plus en plus marqué par la science et la technologie, d'acquiescer un minimum de culture scientifique.

Le Sommet de la Terre, à Rio, n'a-t-il pas été un premier pas dans la bonne direction ?

Il s'est dit beaucoup de choses contradictoires à Rio. Les hypothèses ont été présentées comme des certitudes. Le résultat a été un cauchemare. Certes, il y a des mobilisations qui ont été faites. Il faut décréter l'état d'urgence dans un certain nombre de domaines. C'est une question de survie. Mais il ne faut pas, pour autant, tomber dans le catastrophisme. Dire qu'on sait, expliquer à l'opinion publique ce qui

en fait tout en traitant les gens comme des adultes. Cela implique de ne pas hésiter à reconnaître qu'on ne sait pas grand-chose sur certains domaines. Il n'est pas d'ailleurs d'avouer son ignorance, ce n'est pas une question de crédibilité.

Quelles sont vos conclusions ?

Nous avons fait trois propositions concrètes à Rio : le secrétaire général de l'ONU :

1. La création d'un conseil de sécurité de l'environnement au sein de l'ONU. Les scientifiques et les industriels y participeraient, mais à titre consultatif, sans droit de décision. Cet organe au fonctionnement original serait un peu la tête ou le point de convergence de conseils nationaux qui seraient créés dans chaque pays. Il pourrait aussi intervenir en cas de conflit en matière d'environnement. On peut considérer, par exemple, qu'il existe actuellement dans le monde une trentaine de conflits latents ou en cours : pays voisins ou problèmes de l'eau.

2. La création d'un programme mondial d'économie et de maîtrise de l'énergie. En effet, un certain nombre de pays souffrent cruellement du manque d'énergie, alors que d'autres la gaspillent.

3. La mise sur pied, enfin, d'un programme mondial de recherche sur les énergies alternatives. Il ne s'agit pas de constituer un organisme supplémentaire — il existe déjà — comme cela, mais plutôt de mettre en œuvre un certain nombre de projets d'excellence qui travaillent sur des problèmes. Cela permettrait d'assurer une meilleure coordination des recherches, une meilleure utilisation des investissements et, par conséquent, d'aboutir plus rapidement à des résultats.

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR















# Le festival du Festival

## La salle-laboratoire de Bruxelles

**Le circuit UGC vient d'ouvrir ■ Belgique un complexe qui annonce ■ que seront les salles de l'an 1990**

## BRUXELLES

**de l'ère** envoyé spécial

**Fuerza  
militante**

Le magnifique prosélytisme du MOMA en faveur du cinéma français, ne s'effraie pas l'automne. Dès novembre s'annonce un hommage à Jean-Luc Godard. Suivra un programme élaboré à l'occasion du quarantième anniversaire de la revue *Positif* au printemps 1993 une manifestation intitulée « Les années Lumière », à laquelle succédera un hommage à Jeanne Moreau. Puis ce sera le tour des films muets du fonds Gaumont à prendre la place en 1994, pour arriver en apothéose, le Centre d'art de 198 le mariage d'Amélie Cames à la MUMA va décidément donner de beaux enfants.

DANIÈLE HEYMAN

Il crève des complexes mais plus grandes. Il aime les complexes mais plus importants. Il aime la Banque mais plus juste, justement, où les Kinépolis fait fortune depuis 1988, « 26 millions et plus » 2 millions de spectateurs en 1991 (50 % de la fréquentation bruxelloise), ce qui le place en tête des cinémas européens. Dans Bruxelles pour UGC « l'illustration de ce que la diffusion cinématographique en France : dans des mégacineplexes à la périphérie (Kinépolis) », des cinémas (UGC de Bruxelles). Le Kinépolis, plus que les autres complexes en général. Grande-Bretagne, en particulier, notamment, a donné l'idée des principaux circuits français - UGC, Gaumont et Pathé, - soucieux d'endiguer la baisse chronique de fréquentation.

Que voit-on à l'écran ?  
 C'est plutôt un supermarché géant  
 de cinéma, l'espace manqué de  
 convivialité, l'usage de Brouckere,  
 justement, preserve une «  
 élégance dans le gigantesque. Outre des  
 tables (rapides, 100 cent places), équipes  
 ■■ numérique, avec écrans de  
 rug ■■ mur et sièges en gradins,  
 UGC ■■ soigné l'apparence en s'appuyant  
 ■■ une façade années 30  
 (agréments) ■■ verre) typique du  
 cinéma de l'après-guerre. L'attente passe  
 et l'entrée, à gauche, Pellerin, l'ancien  
 des «  
 revues de cinéma » (qu'il illustre  
 ■■ naquère pour le générique de  
 «  
 Cinéma Cinéma »), des espaces de  
 taille humaine, des comptoirs de  
 confiserie à l'anglaise. Des murs  
 ■■ et des films, des fauteuils  
 bandes-annonces, courts métrages  
 ■■ films, des fauteuils

Outre la modernisation en cours des salles, UGC Pathé, à Paris, n'a pas le moindre mesure, ont mis en place plans de bataille pour l'horizon 1993-1994 : Étude des projets de complexes à Toulouse ; Thiais-Belle Epine ; UGC ; La Courbevoie ; Nanterre ; Rosny-sous-Bois ; Marne-la-Vallée ; Gaumont étudierait des projets à Lyon, Strasbourg et Paris-La Défense. Le groupe Bouygues serait également en course avec les Grands-Moulins de Paris. Mais si les mégacomplexes sont nombreux, ils ne se font pas le marché, ce sera un succès collectif, prévient Guy Verrecchia. Pour Bercy, « le plus important... y l'architecture » « bobo-cinéma ». Ce sont 600 places qui devront ouvrir fin 1994.

## Le danger de l'annauvrissement

Les complexes présentent d'autres dangers. Plus l'ensemble est grand et banalisé, plus la qualité — la diversité — des films s'affaïssit. L'appareusement. Guy Verrecchia en convient, le supermagnétisme cinématographique favorise les productions américaines à grand spectacle. Il suffit de regarder nos voisins (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne) — les américains UCI (Paramount, Universal) — Warner — ont en effet des mégacomplexes — l'ensemble de la production, distribution, programmation) — favoriser — la — leurs films. Les mégacomplexes menacent — la production française, augmentent les films à petit budget. Autre effet, — sur les cinémas — quartier ou proches des complexes avec, à terme, — concentrations possibles. En Grande-Bretagne, l'arrivée — complexes a provoqué la fermeture de — au centre-ville. «*Seules subsisteront les petites salles ciblées, les antennes*», Guy Verrecchia — les autres — disparaîtront... L'exemple belge montre — enfin que les mégacomplexes font le — des spectateurs. L'UGC de Brouckère espère — 600 000 — avant la rénovation — 1 million de spectateurs.

MICHEL GUERRIN

# Princesses en exil

**CAEN**

colonne métalliques, Sapor le  
sur le destin de la Señora (Gracia  
Nasi, dite aussi Beatrix) devant  
qu'elle n'en illustre mot à mot les  
péripiptés. Ce soin de la narration  
est confié aux voix off de cinq ou  
six personnages, dont certains du  
roman, procédant souvent par  
répétitions obsessionnelles. Tout  
comprend tout, parce que la  
musique de Jean-Jacques Lemêtre,  
compositeur attiré d'Ariane Mnouch-  
kine, nous pousse à l'ardeur, comme il  
nous fait attendre, jusqu'à ce qu'il  
perçoit, cependant, l'air à donner  
au public, si l'on en a besoin, au  
tableaux énigmatiques. Certaines  
scènes prennent, sans entendu, une  
résonance lugubrement contemporaine.  
C'est ainsi que le père n'était pas  
un crétin, où : « ... grillerons et si  
moult se partit à temps ».

## Femmes-poupées tournoyantes

On retrouve la gestuelle caractéristique de ce langage, qui, à l'instar de l'écriture, est employée trop exclusivement, peut paraître monotone, mais possède une force, une magie incantatoire. On retrouve les femmes-poupées, balayant l'espace de leurs longues et érotiques chevelures, on goûte un tantinet sadomasochiste, sur lequel on ne saurait suspendre ses espoirs, mais, dans ces airs, cambrees, tournoyantes, offertes et reçues, on se sent parfois un peu longueurs -

SYLVIE DE NUSSAC

► Prochaines représentations au Festival de Montpellier, cour Jacques-Cœur, les 3 et 4 juillet, 22 heures. Tél. : 67-60-80-80. Reprise en novembre au Théâtre de la Ville à Paris.

## DIAGONALES

**« V**ous avez le temps d'écrire pour vous ? C'est ainsi qu'à l'apostrophe les écrivains dont l'écriture n'est pas la seule occupation, les deux réunions de ministères ou deux conseils de rédaction, êtes-vous plongés dans le texte, après quoi vous pourriez venir le mort sans regret, ou presque ? La réponse sage serait : un livre est fait pour communiquer avec autrui, non pour justifier ses propres vues. Hélas, c'est effectivement pour eux seuls que la plupart des gens écrivent, pour de rubric !

Encore les écrivains ! Il double métier ont-ils la chance d'être publiés au regard de leur position dans le milieu, sinon d'un vrai savoir-faire, et ils pourront prendre ainsi un billet de loterie pour la postérité. Ce n'est pas le cas des débutants que rien, ni personne, ne recommande aux éditeurs.

Pour eux, la perspective n'est rude. Plusieurs années de labeur, parfois une existence entière récapitulée dans le cher manuscrit, et, pour tout salaire, une lettre de refus passe-partout prétextant les difficultés de l'heure !

Les éditeurs réveillent les vocations écrivains – encore que l'hiver, c'est prouvé, y porte davantage. C'est à ce moment qu'ont lieu la vente de la collection de la Bibliothèque de la ville de Chambéry et la Maison des écrivains pour tenir un salon du premier roman (à Paris, le 11 juin). Les auteurs chevronnés ont raconté leurs débuts, les éditeurs ont rappelé leurs lectures favorites. Celles-ci n'apprennent pas grand-chose aux « refusés », en majorité dans le public. Ce qu'ils réclament, c'est le droit d'être, donc de paraître, selon les critères de l'Absolu inépuisable qui les régît, c'est que les vrais lecteurs s'attachent leur livre, que les « bonnes » librairies, pour la grande honte des combines parisiennes tuesues, y génies...

Le rêve, que les génies n'ont pas sans peine ! On se rappelle le refus essuyé par Proust chez Gallimard, sur le conseil fâcheux :

## La « région intermédiaire »

111. Tout avait pourtant commencé 112.  
113. par un 114. foudre réciproque. Entre  
115. souvenirs tournant autour 116. Balbec,  
Christian Pechenard évoque la rencontre Proust-  
Gallimard : en vrai proustien, c'est-à-dire 117.  
paraphrase ni parodie (Proust 118. Cabourg, 119.  
Voltaire, 206 120. 100 F).

Proust a-t-il marché dix-sept jours  
d'été Gaston, 18 juillet  
1908 ? Le secondaire :  
qu'il séduire son éditeur  
aussitôt imprimé chez lui (impressions  
rencontrées en concubinage jol-  
Pechenard). Ce qui compte, c'est la  
phrase que Proust porta son son  
jour-là, dans Kirby Kirby offert par  
Maurice Straus. Ecoutez, la peine :  
"Ce qui se présente obscurément au fond de  
conscience, la réaliser  
avant de le faire sortir au dehors, il faut lui faire  
la Région intermédiaire entre notre  
moi obscur et l'extérieur. Cette  
pour nous-mêmes la seule marque de la  
valeur. Il importe de qu'il se soit."

Toute la Recherche, qui va suivre, est là, en germe. On jette aux papiers cossus de France des doubles, des feuillets jetés en l'air par Artaud, lors de sa fameuse conférence au Vieux-Colombier. Autant de traces d'une présentation folle et capitale : une fois encore, c'est la poésie à l'œuvre qu'elle produit en nous !

Franoise Sagan a trop **le** politesse **de** d'hu-  
 pour évoquer ces **l'** aussi docte-  
 ment. Peut-être parce qu'elle a eu trop **de**  
 chance, elle que **le** Julliard a décidé  
 publier en **un** quit **de** légendes **de** ramè-

ment, pour elle, à ses besoins d'argent, à ses  
envies joyeuses. Elle légèreté elle se  
dément un instant, au long quarante  
de d'interviews que les hommes dans le monde  
viennent à coudre ensemble (Répliques,  
p. 15).

Il  rare  se déjuger  se tromper   
 peu, une période aussi longue   
 contemporains ont  varié, tant divagué.  
 Saura croit simplement qu'un romancier   
 écrit des histoires, plutôt que de regarder son  
 nombre, de faire « nouveau » ou  prendre la  
 Elle  que l'impudeur n'est  signe  
 nouveautés ni  méchanceté signe d'intelligence.  
 Elle préfère   éblouie que  
 maligne et dépe. Elle aime Mitterrand et Sartre,  
 impertinence,  coïteuse, par les temps  
 droitiors qui courent !

Sans avoir l'air d'y toucher, ■■■■ à ■■■■  
habitude, Sagan parle, elle aussi, du sujet uni-  
■■■■ la ■■■■ littérature, qu'elle ■■■■ la ■■■■ région interné-  
■■■■ Proust - qu'elle ■■■■ bien lu.

Les connaît-on autant qu'on le croit, ces  
 timbres de la création? Depuis quelques années,  
 les écrivains de la génération post-structure-  
 lisme ont pensé que non. Il leur a paru qu'une  
 étude systématique des projets, plans,  
 esquisses et ratures d'écrivains pourrait dépasser  
 le simple inventaire de ces projets et renseigner  
 sur un phénomène humain resté obscur : la  
 métaphore romantique. Ils ont donc appelé cela la « critique  
 génétique ». Ils lancent chez J.-M. Place  
 (12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris) une  
 collection appelée « Critique génétique » (190 et 195 F).

Leur plongée ■■■ « région intermédiaire »  
où ■■ débattaient, ■■■ Proust, Flaubert ■  
Beethoven, fait songer ■ un assaut de spéléo-  
logues défilant ■ abysses soupçonnés de lon-  
gue date mais défendus par leur familiarité  
même ■■ chances de ■■■

**Bibliothèque de France :  
nouvel appel à M. Mitterrand**

Après la mise en garde adressée par le Conseil supérieur des bibliothèques à son président de la République (cf. *Monde* du 26 juin), revue le *Figaro* s'engage à *leur* tour adresse une *lettre* à M. Mitterrand. Le premier estimait *trois* aspects de la future bibliothèque — la sécurité, la fonctionnalité et l'économie de gestion — étaient toujours négligés en dépit des recommandations émises en février par un groupe de travail *présidé* par le professeur Joliss, membre du CSB. L'appel *à* la revue de Pierre Nora *est* même *signé* par *une* élite signée par vingt intellectuels de gauche, de courants idéologiques *très* différents. On y retrouve en *particulier* : Maurice Agulhon, François-Régis Bastide, Claude Cassanova, *et* Debray, Alain Decaux, Georges Duby, Marc Fumarel, François Furet, François Lemo, Jacques Julliard, Jean-Marie Lehn, Jacques Le Goff, Georges Le Rider, Claude Lévi-Strauss, Pierre Nora, *et* Paul Ricœur, Laurent Schwartz, Georges Védel *et* Jean-Pierre Vernant.

Les signataires rappellent avoir « acquiescé sans [ ] recommandations » du rap [ ] Jolis et affirment « partager la préoccupation que vient d'exprimer le CSB quant à la [ ] correctifs » retenus. « Nous estimons avec le

**Conseil supérieur des bibliothèques.**  
soutienne cet appel, que si des efforts  
supplémentaires n'étaient consentis,  
l'avenir ■■■ Bibliothèque serait  
gravement compromis. C'est ■■■  
nous vous demandons ■■■ bien vouloir  
écouter ■■■ recommandations et de les  
appliquer intégralement.  
avons la conviction qu'une telle déci-  
sion serait de ■■■ à emporter  
adhésion de l'opinion nationale et  
internationale. Le plus grand projet  
présidentiel arriverait ■■■ terme  
dans de bonnes conditions, ■■■ répon-  
dant aux espoirs que vous avez formés

■ son numéro ■ (mai-août  
 1992), la revue le Débat publie un  
 dossier ■ problème ■ biblio-  
 thèques ■ France ■ Nora y fait  
 un historique ■ ■ ■ rebondis-  
 sements ■ permanents ■ qui ont ponctué,  
 jusqu'à présent, l'élaboration de la  
 bibliothèque. ■ Tout le monde intel-  
 lectuel ■ professionnel ■ ■ ■  
 ■ n'est pas ce projet-dans le pays  
 nous besoin, indique l'auteur. Mais  
 ■ monde sent, dans le même  
 temps, qu'il y a la ■ ■ ■ ■  
 se retrouvera pas (...) ■ la claire  
 attitudne qu'en ■ d'arrivée de  
 nous au pouvoir en 1993 le risque  
 ■ grand ■ retomber ■ point zéro. ■

E. de R.







## ÉCONOMIE

Le rapport annuel de la Cour des comptes (suite)

### Le câble : des maires empêtrés

La Cour avait déjà longuement dévoilé les maux du Plan de la Ville de Paris, mais elle rappelle, pour s'attacher cette année à évaluer les risques pris par les collectivités locales, d'autant plus grands qu'ils avaient été mal mesurés.

En examinant les cas de neuf réseaux d'Ile-de-France (près du tiers des prises prévues en France en 1992), la Cour relève que les villes ont engagé des dépenses bien au-delà de la mise à disposition de locaux. Certains sont cautionnés par leur opérateur et Paris, actionnaire à son réseau. Or les déficits de ces réseaux « dépassent largement les prévisions » pour autant que les communes soient suffisamment riches pour couvrir par leurs opérations commerciales. Certaines villes ont donc engagé, dans un processus risqué, dont la maîtrise leur échappe, « certaines conventions d'exploitation (...) peuvent permettre à l'opérateur de passer à la collectivité le poids des dépenses d'exploitation ».

La Cour critique en particulier certaines clauses des conventions passées par les réseaux de Massy (Essonne), de Suresnes-Suresnes-Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) et de l'ADTEL (Hauts-de-Seine) et de la Sédélec (Paris). Mal réparti sur le territoire, le corps des praticiens-conseils (111 médecins, 314 chirurgiens et 110 pharmaciens) souffre d'un déficit important au regard de la forte croissance des professions de santé. Contraints de jongler avec une réglementation en perpétuelle évolution, ils sont privés d'une base de données documentaire et, en l'absence d'un codage efficace des actes, ne disposent pas des informations qui leur permettraient d'assurer leur mission dans de bonnes conditions. Alors que « les contrôles sélectifs, ciblés et programmés » auprès des médecins s'avèrent notoirement insuffisants, « les anomalies relevées » sont

très nombreuses. La Cour estime que « la Ville » respecté le cadre légal fixé par l'Etat (...) « exercé son contrôle » Paris-Cable ». Comparant l'investissement « à long terme » de la Ville avec celui de Lyonnaise Communications et des autres actionnaires de la Sédélec d'exploitation (269 millions de francs) et celui de France Télécom (2,62 milliards de francs).

fin 1991), le maire juge que la « situation actuelle laisse espérer une amélioration prochaine ».

Comme lui, d'autres maires insistent sur l'importance du « contexte global » pour la viabilité du câble : se félicitent des accords passés depuis l'enquête de la Cour entre opérateurs et France Télécom. Bref, les maires comptent sur l'embellie des comptes pour échapper aux risques potentiels que la Cour leur reproche d'avoir endossés.

M. C. I.

### Médecins-conseils : des contrôles et des sanctions insuffisants

L'organisation et les méthodes de travail des praticiens-conseils de l'assurance-maladie - plus fréquemment baptisés « médecins-conseils » - doivent rapidement évoluer si l'on veut maîtriser l'office de la politique de maîtrise des dépenses de santé. La Cour des comptes s'inquiète vivement des conditions d'exercice de ces « médecins de Sécu » chargés d'apprécier l'octroi de diverses prestations et de contrôler l'activité de leurs confrères du secteur libéral.

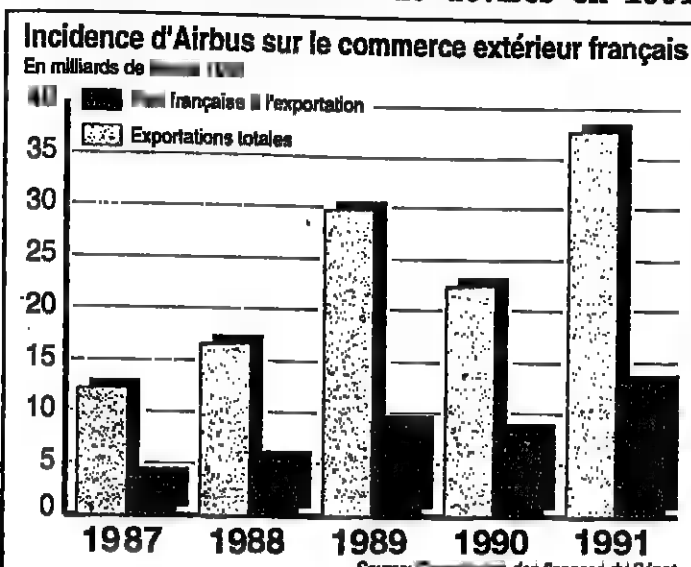
Mal réparti sur le territoire, le corps des praticiens-conseils (111 médecins, 314 chirurgiens et 110 pharmaciens) souffre d'un déficit important au regard de la forte croissance des professions de santé. Contraints de jongler avec une réglementation en perpétuelle évolution, ils sont privés d'une base de données documentaire et, en l'absence d'un codage efficace des actes, ne disposent pas des informations qui leur permettraient d'assurer leur mission dans de bonnes conditions. Alors que « les contrôles sélectifs, ciblés et programmés » auprès des médecins s'avèrent notoirement insuffisants, « les anomalies relevées » sont

très nombreuses, relève la Cour.

Quant au contrôle hospitalier (auprès des établissements publics comme privés), il ne représente qu'une trop petite part de leur activité et souffre de maux comparables. Le rapport évoque « des anomalies légères au regard de la gravité des anomalies relevées » dans les cliniques privées et une « exploitation insuffisante des données administratives recueillies » dans les hôpitaux publics.

J.-M. N.

### Airbus Industrie a rapporté 13 milliards de francs de devises en 1991



Une étude de la Commission des finances du Sénat démontre l'incidence des ventes d'Airbus Industrie sur le commerce extérieur français. Les participations extérieures (parties d'avions construites par les autres membres du consortium, équipements de provenance notamment des industries américaines, moteurs étrangers) sont déduites. Ainsi, en 1991, les ventes d'Airbus hors de la France se sont élevées à 37,6 milliards de francs et à 114 milliards de francs en 1992. Toutefois, l'apport net a représenté environ le tiers des ventes brutes, soit 12 milliards de francs en 1991 et 13 milliards en 1992. « En dépit de son abaissement, l'apport net en devises reste remarquable : le seul programme A-320 a généré environ 50 milliards de francs », notent les auteurs du rapport.

Le chiffre des moteurs a une incidence forte sur la balance française.

### La Chine assemblera 40 avions pour McDonnell Douglas

La Chine a donné son accord, lundi 16 juin, à un contrat de plus de 1 milliard de dollars pour la co-production de 40 avions avec la firme américaine McDonnell Douglas qui l'emporte sur le concurrent Boeing. L'accord, signé avec la China National Aero-technology Import-Export Corp, prévoit l'assemblage de 20 MD-80 de 147 sièges et 20 MD-90 de 158 sièges par la Shanghai Aircraft Industrial Corp, avec une sous-traitance à la fois américaine et chinoise. Un accord passé en 1988 avait déjà permis la livraison de 22 MD-80 aux compagnies aériennes chinoises. Ce nouveau contrat arrive à point pour McDonnell, qui éprouve des difficultés à vendre ses avions civils. Des négociations se poursuivent pour 130 avions supplémentaires d'ici 2003.

### EN BREF

■ **Mise en service de l'autoroute A 26** entre Châlons-sur-Marne et Troyes. - La section Châlons-sur-Marne/Troyes de l'autoroute A 26 sera ouverte aux usagers, mardi 30 juin. Ce tronçon de 34 km relie la dernière section de l'itinéraire Manche-Méditerranée reliant Calais, Reims, Lyon et Marseille, un évitant les encombrements de la région parisienne. Cette liaison soulagera le trafic des axes A 1 (Lille-Paris) et A 6 (Paris-Lyon) et permettra aux transporteurs et aux automobilistes de traverser la France dans les meilleures conditions de confort et de sécurité, soulignent la Direction de l'équipement du nord et de l'est de la France et la Direction des Ponts, Paris-Rhin-Rhône, les deux exploitants.

■ **Chômage partiel à l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs).** - Le personnel de production de l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs) sera mis en chômage le 31 juillet, a annoncé, lundi 29 juin, la direction lors de la réunion du comité d'établissement. Cette mesure, qui concerne 12 000 salariés sur un total de 22 000, est la conséquence d'une « réduction toujours plus défavorable ». Depuis décembre, des journées de chômage partiel ont été programmées à Peugeot-Sochaux.

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

## Porteurs de certificats pétroliers TOTAL, choisissez l'action.

C'est pour vous l'occasion de vous associer plus activement à la réussite de TOTAL.

Être actionnaire de TOTAL, c'est être associé pleinement à la réussite d'un grand groupe industriel de classe mondiale. Être actionnaire de TOTAL, c'est détenir une action d'une société pétrolière qui s'est donné la performance objective permanente.

Dans le cadre de la réduction de sa participation dans le capital de TOTAL, l'État a choisi de proposer une Offre Publique d'Échange des certificats pétroliers qu'il avait émis, pour des actions TOTAL. Le Conseil d'Administration de TOTAL a donné son accord de principe le 15 mai 1992 et son agrément le 15 juin 1992 à la cession des actions dans le cadre de l'opération d'échange.

En répondant positivement à l'offre, vous bénéficierez d'une parité d'échange qui représente une prime de 17,5 % sur la base des 20 dernières séances de Bourse précédant l'annonce de l'opération. Vous bénéficierez également de la liquidité de l'action TOTAL cotée sur les plus grandes places boursières, Paris, Londres, New York.

DU 26 JUIN AU 27 JUILLET 1992

### OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

DE QUATRE CERTIFICATS PÉTROLIERS TOTAL POUR TROIS ACTIONS TOTAL

Pour échanger vos certificats pétroliers, donnez dès à présent vos instructions à votre banque ou à votre intermédiaire financier.

Une opération (visa COB n° 92-232, le 23/06/1992) ainsi qu'un document de référence sont disponibles en appelant le N° Vert 05 20 30 30.

**TOTAL**















c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



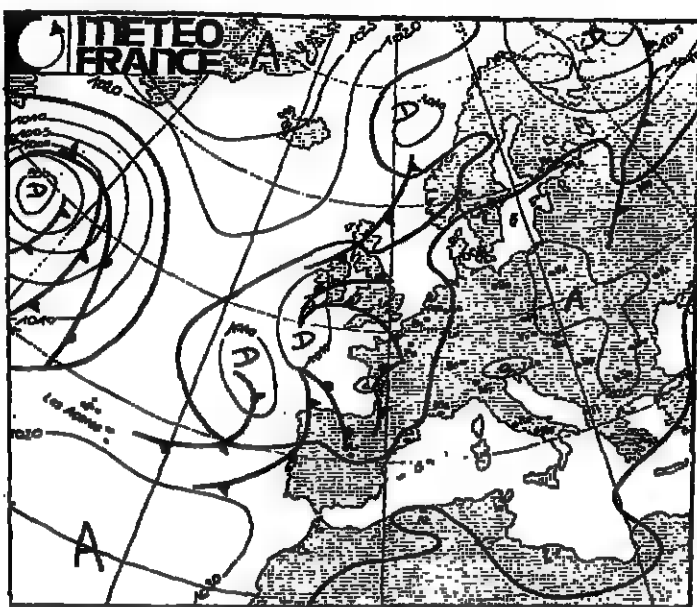




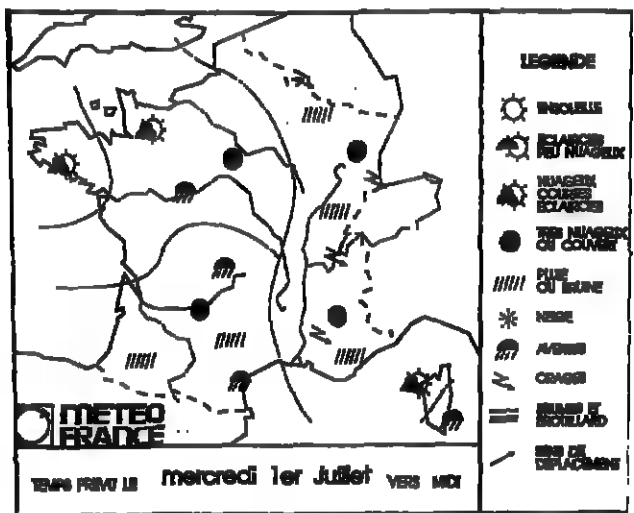
سكنا على الاصل

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 JUIN 1992 A 11 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> JUILLET 1992



Mardi : orageux. — Le matin, les orages sont déjà présents des Pyrénées au Massif Central jusqu'au Nord-Est. Du Nord-Est à la Corse, les nuages sont abondants.

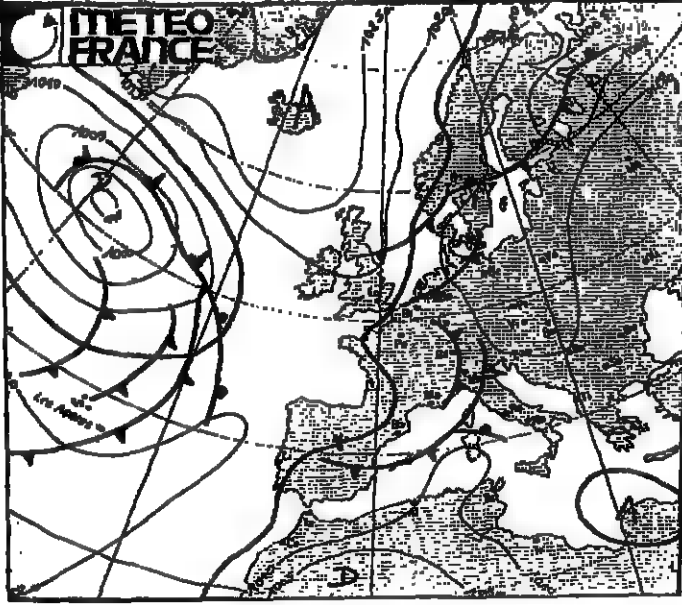
Plus à l'ouest, les brumes au lever du jour seront le matin avec des éclaircies. Sur le littoral, des nuages se produiront. L'après-midi, les orages seront fréquents sur l'ensemble du pays.

Les régions ouest du pays, les températures maximales seront comprises entre 14 degrés et 18 degrés.

Les températures minimales seront comprises entre 21 degrés et 23 degrés au nord et 22 degrés et 24 degrés au sud.

Le vent du sud se renforcera sous les orages.

PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés									
Valeurs extrêmes relevées entre le 29-6-1992 à 18 heures TUC et le 30-6-1992 à 11 heures TUC									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									
1992-92									







سكنا عن الامور

15 pages d'offres d'emploi

Le Monde

# INITIATIVES

## L'ancienneté ou la modernité

**S**ELON l'antique principe de la bouteille à moitié pleine, le lanceur d'idées ne voit que le positif. Ou, plutôt, autorise, sans que la flèche soit tranchée au fond, il semble bien qu'une évolution se fasse, insensiblement, à l'instar d'autres dossiers, tout symboliques. Dans la réalité, les entreprises, et plus particulièrement les branches professionnelles, ont commencé à revenir sur les règles sacro-saintes, mais toujours le dire. Une mutation en marche, qui ne s'arrêtera pas tant qu'elle ne sera pas précisée, du côté des directeurs de ressources humaines, les tenants de l'ancienneté. C'est qu'on ne porte pas impunément atteinte à des valeurs.

Au nom de la modernisation de la gestion sociale, et au simple réalisme économique, la cause devrait être entendue. Quand l'inflation devient faible, comme c'est le cas, le principe de l'ancienneté interdit toute souplesse dans la politique salariale et empêche une autre distribution de la masse salariale. Avec le vieillissement de la population au travail, la détermination des pyramides des âges et la tendance à rester fidèle à son emploi, tous phénomènes entretenus par la crainte du chômage, l'avantage accordé aux anciens se transforme en boulet, et parfois la situation de ceux qui ont de ce privilège l'emploi à vie. L'exemple des banques et des assurances pourrait le démontrer. Elles pourraient aussi considérer que cette forme de rémunération supplémentaire, qui récompense le maintien dans un poste et qui ne peut indiquer la compétence d'un savoir-faire, intervient désormais, compte tenu des mutations technologiques, au mieux comme un frein à l'adaptation professionnelle, au pire comme un élément de blocage sur les situations acquises. L'indispensable mobilité, financière et géographique, en souffre.

Tout cela est vrai et pourtant, le même système, presque aussi vieux que la révolution industrielle n'a pas des défauts. Il est un bon moyen de s'attacher la main-d'œuvre quand la pénurie sévit, et le bâtiment comme les travaux publics ont pour cette raison

renoncé à leurs projets de réforme. Ils s'en sont aperçus trop tard, qui était imprudemment aventureux sur ce terrain et a, depuis, suivi une voie plus indolore. Contrairement à la concurrence de grandes entreprises sur le marché du travail, les PME utilisent encore avec elles pour se protéger, quoiqu'elles s'en défendent, surtout pour les très niveaux de qualification, la progression à l'ancienneté sert explicitement de garantie à une carrière qui, sinon, serait des perspectives automatiques à ceux qui n'en ont pas et a donc une fonction d'équité sociale, puisqu'elle atténue des écarts latents.

**M**AIS, on le voit bien dans l'attitude de l'Union industrielle métallurgique et minière (UIMM), qui a trouvé une solution, dans l'accord exemplaire signé en 1983 avec le syndicat des



formation-qualification, qui fait jouer un rôle moteur à l'effort pour se qualifier. Plus significatif : Pierre Gilson, vice-président de la CGPME, qui préconise cette solution à ses pairs des petites et moyennes entreprises, est celui-là même qui avait négocié l'ancienneté dans son métier d'origine, la réparation automobile.

**M**AIS, pour être tranquille, la révolution en cours ne doit pas permettre que l'on triche. Si l'abandon progressif de la prime d'ancienneté se résume à une économie pour les entreprises sans qu'il y ait contrepartie, les frustrations finiront par se manifester. Au contraire, il faut que les entreprises en profitent pour changer leurs priorités et, par suite, qu'elles investissent, entre autres, dans la formation et le changement du travail. Les salariés y trouveront d'autres avantages, par le biais des classifications et de la motivation. De même, les dispositifs qui font appel à la mobilité professionnelle doivent pas être perçus comme de surnoises machinations, pour exclure ceux qui ne sauraient suivre le rythme. Il y va de la crédibilité d'une démarche qui, dans le cas contraire, provoquerait de l'angoisse et nuirait à une bonne gestion sociale des mouvements en cours. Ce qui revient à dire que la partie qui joue, modérée, s'avère très délicate, le moindre faux pas risquant de faire regretter une bonne vieille prime d'ancienneté, si anachronique, certes, mais sécurisante.

Alain Lebaube  
Lire notre dossier  
pages II et III.

### 15 PAGES D'OFFRES D'EMPLOIS

■ Dirigeants.....	p. VI
■ Gestion ■ finances.....	p. VII
■ Ressources humaines.....	p. IX
■ Juristes.....	p. X
■ Cadres.....	p. XI
■ Conseil en carrières.....	p. XII
■ Collectivités territoriales.....	p. XIV
■ Informatique.....	p. XV
■ Secteurs de pointe.....	p. XVI
■ Le Monde des commerciaux.....	p. XIX

### EMPLOI



### Le mardi, c'est tout un Monde

10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde des Dirigeants
- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde des Collectivités Territoriales
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES

Les derniers exemplaires du Guide Européen du Recrutement et des Formations d'Excellence sont encore disponibles :

**EXCEL : LA REFERENCE EN 820 PAGES POUR TOUT SAVOIR SUR LES FORMATIONS ET LE RECRUTEMENT EN EUROPE.**

- Le Manuel Européen du Recrutement - La pénurie des jeunes diplômés - Les outils et méthodes de recrutement par secteur - Les divergences dans l'organisation des enseignements supérieurs
- Les Formations d'Excellence Economique - Le secteur, une entreprise présente - politique de recrutement européenne
- Les Formations d'Excellence - le Recrutement pays par pays - Les structures de formation - L'Analyse du recrutement

1500 FHT 750 FHT

■ derniers exemplaires ■ ■ ■ proposés, dans la limite ■ stocks disponibles, ■ prix préférentiel de 750 FHT (791,25 TTC) l'unité soit ■ du prix initial.

Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
☐ Je désire une facture ☐ Je joins un chèque bancaire ■ l'ordre de HCA  
EXCEL - 19/21 Boulevard Gambetta - 92137 Issy les Moulineaux - Tel : 40 93 ■ ■

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

LE MONDE DU LIVRE  
100 RUE D'ANGLOIS  
75001 PARIS  
Tél : 43.25.77.04  
3615 MDL

P.A.

PES



## La prime impasse

Difficile d'en sortir

« **ANACHRONISME** », « **injuste** », « **coûteux** », la prime d'ancienneté ne présenterait plus aucun avantage, à croire certains employeurs. En effet, au moment où les entreprises, soucieuses d'une concurrence acharnée, cherchent les moyens de motiver leurs salariés, la prime d'ancienneté apparaît à leurs yeux comme une mesure inadéquatement puisqu'elle ne tient pas compte de l'effort individuel des bénéficiaires. Une déception coûteuse aussi : « Pendant les trente dernières années, où l'inflation grimpeait à 10 %, le malheureux 1 % (d'augmentation annuelle de la prime d'ancienneté) passait totalement inaperçu (dans le budget des entreprises), estime Paul Constantin, directeur d'études à l'Entreprise. Personnel. Aujourd'hui, l'inflation de 2 % à 3 %, la prime d'ancienneté prend une part considérable. »

Cette prime irait aussi à l'encontre de toutes les valeurs en hausse dans les entreprises qui ont pour noms mobilité, performance, stimulation. C'est donc avant tout le caractère automatique du versement d'une somme d'argent qui est critiqué. « Cela étant, l'individualisation des salaires est une politique qui, à court et à long terme, a connu des hauts et des bas, explique l'ANDCP (Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnelle). Il y a eu des périodes où les augmentations générales avaient le vent en poupe. Ensuite, on est passé à une politique de prime de tout individualité. Aujourd'hui, on revient à une solution mixte qui paraît assez saine. » Un sentiment que ne partagent pas tous les employeurs.

« Lorsque, avec vingt ans d'ancienneté, on a une prime confortable, n'avez-vous pas beaucoup envie de faire des efforts », estime Pierre Gilson, vice-président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises). Cette logique, cependant, néglige le fait que cette prime donne aussi un peu d'espoir à des personnes qui, pour des raisons diverses, n'ont pu évoluer, ou pas pu évoluer, leur offrir cette prime garantie de progression salariale. De plus, les salariés fidèles à l'entreprise

### Une sorte d'injustice

« Le problème, que, lorsque l'on a un gâteau à partager, il est déjà mangé », 30 à 60 % par les primes automatiques, il y a presque plus rien à distribuer individuellement, constate Paul Constantin. Certains salariés ont atteint des niveaux de salaire confortables parce qu'ils sont anciens, alors que l'on n'arrive pas à donner des augmentations individuelles suffisantes aux plus jeunes. Et ceux-ci risquent d'aller chercher ailleurs leurs compétences. Il y a une injustice entre les plus jeunes et les anciens. »

En suivant ce raisonnement, la prime d'ancienneté aurait donc pour effet pervers de conduire à la mobilité externe ceux que l'on souhaiterait garder, en l'occurrence les plus jeunes, alors qu'elle fidéliserait ceux que l'on ne tient pas forcément. « Plus âgés, c'est un problème qu'il ne faut pas exagérer, conseille l'ANDCP. La mobilité intervient entre les dix ou quinze premières années de carrière. Ce n'est pas la prime d'ancienneté qui agit sur la mobilité, mais le fait que la proposition de changer d'entreprise est plus forte chez les plus jeunes que chez les plus âgés. De par la fonction de ses membres, l'ANDCP se rend bien compte qu'il est toujours difficile de tenir des positions managériales. »

Plus que toute autre entreprise, la PME doit inventer de nouvelles solutions pour motiver ses salariés. Mais le débat sur le devenir de la

prime d'ancienneté figure également dans les préoccupations, il se place dans le cadre d'une réflexion qui permettrait non pas pénaliser les salariés, mais dynamiser, mais de leur proposer de nouvelles raisons de motiver afin d'accompagner l'évolution de leur entreprise. Partant du constat du manque de qualification du personnel, la CGPME propose donc de transformer la prime d'ancienneté en une prime de qualification qui prendrait pour modèle l'accord signé dans les garages (voir l'article de Jean Menanteau page 11). Il s'agit de convertir l'ancienneté acquise (ou le diplôme initial pour les nouvelles recrues) en points, auxquels viendraient s'ajouter d'autres points obtenus en suivant des formations tout au long de la carrière du salarié, y compris le congé individuel de formation. La valeur de chaque point, établie par les partenaires sociaux, révélerait tous les ans, sera additionnée au salaire de base. Un système qui, espère la CGPME, inciterait les salariés à se mettre en mouvement. « La prime d'ancienneté fait partie du tableau des dispositifs qui conduisent l'individu à ne pas se remettre en cause, estime Pierre Gilson. C'est dramatique pour les petites entreprises. »

Ce système risque cependant de rencontrer plusieurs écueils. D'une part, il force à former, un salarié en droit de prétendre à une promotion à un niveau supérieur. Ce que, par sa taille, la PME ne peut pas forcément offrir. Ensuite, il faudra que les patrons de PME, jusque-là peu enclins à laisser leur personnel aller se former, jouent le jeu. Ce n'est pas d'être accusés d'avoir purement et simplement fait l'économie des avantages acquis, mais le dos des salariés. Enfin, il faudra adapter les systèmes de formation de manière à ce que les moins qualifiés qui bénéficieraient auparavant de la seule prime d'ancienneté et qui n'ont pas suivi de formation durant de longues années ne soient pas à l'abandon, les laissés-pour-compte.

Francine ALBERT

## Prudence bancaire

Evoluer sans drame, si possible

La tension est actuellement un peu plus forte, essentiellement en raison de la conjoncture défavorable. Craignant pour leur emploi, les salariés de banques qui avaient par exemple pris un congé sabbatique, ou les femmes qui avaient prolongé leur congé maternité, demandent une réintégration anticipée à leur travail. Bernard Rousselet, directeur de la formation à l'emploi à l'Association française des banques (AFB), qui fédère 410 banques (245 000 salariés), l'exception du secteur mutualiste, connaît bien la question et explique : « Ce n'est pas la formation bancaire qui est en train de sonner le glas. »

Ce spécialiste du secteur n'emploie pas le mot « fortresse » la légende. L'âge moyen du salarié de banque est de trente-huit ans, ancienneté de dix-huit ans, et, précise Bernard Rousselet, « il y a une certaine stabilité dans le secteur. »

Attention, explique Bernard Rousselet, nous ne sommes pas face à un problème de surplément, il existe un problème de réajustement. Les banques ont des difficultés, mais ce n'est pas la banque qui est en train de disparaître, c'est la banque qui est en train de changer. Les plus importantes ont fait un travail de réflexion et de réajustement. La question est de savoir si la banque va continuer à exister, ou si elle va disparaître. C'est la question que nous posons. »

Le point-clé, c'est la mobilité. Il serait faux de dire que les employés de banque la refusent. Les sondages effectués, parus dans un nouveau titre du journal, la Vie d'agence (numéro 15 juin), prouvent leur lucidité puisque 70 % des interrogés disent « être prêts à changer de poste dans les deux ans qui viennent ». La mobilité n'est pas un problème majeur, mais elle n'est pas totalement ignorée. Une

promotion. En revanche, la mobilité géographique apparaît plus délicate. Il faut, en effet, segmenter. Selon le type de banque, les cadres + 4 ou + 5 savent qu'ils ont une partie de leur gestion de carrière, les employés semblent plus réticents. L'implantation de l'agence est une question qui concerne 245 000 salariés de l'AFB, peu de difficultés. Les salariés passent d'une agence à l'autre sans pour autant être en termes de déménagement. Les salariés compliquent la question, qu'on leur propose de changer de région, ils ne veulent pas. La région, voire le département.

### Le risque du vieux clos

Ce responsable d'une banque mutualiste explique ainsi avoir eu les plus grandes difficultés à transférer des salariés de Rennes à Vannes. Pourtant, il est clair que le développement d'une banque - les nouvelles implantations - est un développement économique d'une région, qu'il y a davantage d'emplois qu'en Corrèze. La question est la suivante : la banque a-t-elle le droit de vie contractuelle. C'est le sujet de la convention collective des banques et du patronat. La banque a-t-elle le droit de vie contractuelle. C'est le sujet de la convention collective des banques et du patronat. La banque a-t-elle le droit de vie contractuelle. C'est le sujet de la convention collective des banques et du patronat.

Récentement, la profession a conclu deux accords signés par l'AFB et, chaque fois, par trois syndicats. Il s'agit de la réforme de la pédagogie et des possibilités d'accès à deux diplômes maison reconnus : le brevet professionnel de banque et le diplôme délivré par l'Institut technique de banque. Désormais, insiste Bernard Rousselet, les salariés peuvent s'inscrire à la formation diplômante, quel que soit leur

niveau. « Un progrès, reconnaît Sylvain Delobel, secrétaire général de la fédération des banques CFTC. Mais ce n'est pas suffisant car il y a beaucoup de formations qui ne servent à rien. »

Les syndicats, en revanche, plus inquiets suite de la panoplie de la formation, forcent la mobilité, notamment la question des départs volontaires assortis d'une prime qui, explique Sylvain Delobel, « ne règle qu'en surface le problème. Nous avons beaucoup d'exemples d'anciens salariés qui, après avoir travaillé dans une banque, se retrouvent au chômage. » Il ne s'agit pas de réduire les effectifs, explique Bernard Rousselet, mais de créer un environnement qui permette d'embaucher. Nous avons besoin de sang neuf, d'autres cultures, d'ingénieurs, d'industriels. Rester ainsi en place, c'est suicidaire. »

Le Crédit lyonnais (voir le Monde du 12 juin) a relancé un dispositif de départs volontaires, qui, comme l'explique son directeur des ressources humaines, Joseph Musseau, prend la suite de plans antérieurs. Il s'agit ainsi de pouvoir tenir cette année le nombre des embauches réalisées en 1991, soit 1500. Joseph Musseau explique aussi « être en discussion actuellement avec les interlocuteurs syndicaux pour une remise à plat du dispositif national d'aide à la mobilité. Nous allons établir des formulaires modulaires plus souples qui permettront, par exemple, d'aider les conjoints à trouver plus facilement un emploi, d'égaliser le coût du logement en France. »

Les pistes qui devraient faire école sont donc, à priori, toutes celles qui visent la plus raisonnable. Car, du point de vue du patronat, on ne peut pas dire que la convention collective offre une autre possibilité : ne plus avoir à repenser la mobilité sur le volontariat, mais la rendre obligatoire. « Ce qui est proposé risque d'être imposé, explique Bernard Rousselet, et les salariés ne font pas, non plus, de leur côté, d'effort. » Les syndicats, en revanche, pour le moment, « que l'ombre d'un bâton », mais bien conscients de la menace.

Marie-Cécile Baudet

## Un acquis universel

Les primes d'ancienneté sont presque aussi anciennes que les conventions collectives. À de rares exceptions près, elles sont présentes dans toutes les conventions d'activité perçues, un supplément de rémunération en fonction de leur temps de présence à l'entreprise.

Le système le plus fréquent est celui du « 3-6-9-12-15 » c'est-à-dire une augmentation automatique de 3 % les trois premières années, de 6 % à partir de la quatrième, de 9 % à la cinquième, de 12 % à la sixième, de 15 % à la septième. La seule différence porte éventuellement sur l'assiette de ces augmentations : prévues sur le minimum, elles sont appliquées sur certains entités, sur les salaires réels. Beaucoup de responsables patronaux rêvent de leur sortir de ce qu'ils considèrent comme un carcan, mais ils ont peu nombreux à être disposés à affronter le syndrome du thème.

Pour les cadres, les systèmes sont moins uniformes. Ils sont adaptés à la situation de l'entreprise. Cependant, dans les industries pharmaceutiques, les bénéficiaires d'une progression de coefficient ont fur et à mesure leur ancienneté. Ainsi un cadre entré à l'indice 250 ou 300, selon le poste occupé - au bout de treize ans d'ancienneté. Quant aux visuels médicaux, ils ont un système des chouchoutés, ce qui leur permet de bénéficier de la prime et du coefficient à l'ancienneté.

L'Union métallurgique et minière, qui fut parmi les premières à céder aux sirènes de l'ancienneté, a essayé d'abandonner le système. Le résultat a été mis en place en 1991 prévoit d'associer deux éléments de rémunération :

garanties minima et la RMH (rémunération minimale hiérarchique), qui est un coefficient correspondant à l'emploi multiplié par la valeur du point. C'est désormais la part de rémunération qui s'applique le pourcentage d'ancienneté et non sur les salaires minima. L'évolution peut ainsi être gérée.

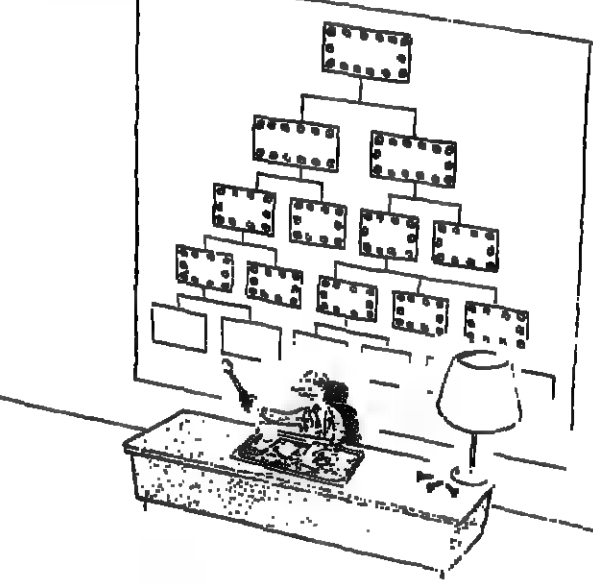
Les transformations les plus récentes ont eu lieu dans la réparation automobile (voir l'article de Jean Menanteau), les grands magasins et les magasins populaires. En 1987, les conventions collectives ont été révisées en s'inspirant d'un système mis en place depuis longtemps dans la région parisienne et qui comportait deux modifications fondamentales : le pourcentage de la prime n'était plus un pourcentage du salaire, mais un pourcentage du salaire de base. Par ailleurs, il s'appliquait à tous les salariés, y compris ceux qui n'avaient pas atteint le seuil de 3-6-9-12-15 ans. Au bout de 3-6-9-12-15 ans, un salarié touchait 130,25 francs, ce qui représentait une prime de 250 francs au bout de vingt ans. Ces primes étaient révalorisées chaque année lors de la négociation sur les salaires.

La plupart des organisations patronales observent avec intérêt les initiatives de ce genre. Beaucoup considèrent que l'ancienneté est un sujet tabou et hésitent à faire le même. Comme le dit un responsable patronal : « Les entreprises souhaitent la guerre sur ce thème. Elles savent, en effet, que les syndicats veulent joliment la préservation de cet acquis. »

Françoise Chirot

## L'assurance change

Le danger de la pyramide des âges



« La gestion de l'ancienneté, nous pose un problème. Non, pourquoi, quel problème ? Il y a un problème de gestion de l'ancienneté, qui est un problème de gestion de l'ancienneté. Il y a un problème de gestion de l'ancienneté, qui est un problème de gestion de l'ancienneté. Il y a un problème de gestion de l'ancienneté, qui est un problème de gestion de l'ancienneté. »

Certes, la rémunération à l'ancienneté dans une économie moderne où l'on ne parle plus que d'évolution de carrière avait quelque chose d'un peu démodé. Et puis, des questions d'équité tarabaisaient la conscience des directeurs et des salariés. Etait-il, en effet, bien convenable que deux personnes effectuant la même tâche puissent toucher des salaires aussi différents, compte tenu de leur ancienneté dans le métier ? Cela s'ajoutait au fait que l'ancienneté était purement économique, dus à l'évolution plus faible de l'inflation.

Bien sûr, le système était tout à fait adapté à l'économie sociale des années 60-70, à l'époque baignée du plein-emploi où les sociétés d'assurance recrutaient des jeunes de 16-18 ans qui faisaient leur carrière ou presque dans la maison. Aujourd'hui, la situation de l'emploi n'est plus la même et les jeunes ne sont plus des salariés à vie. Ils sont des salariés à temps, ce qui signifie l'expression « évolution de carrière ». Il fallait préparer l'omose des deux populations différentes.

La nouvelle convention collective signée par la FFA et le GEMA, qui par trois syndicats (CFDT, CFTC et CFE-CGC) concerne les quelque 94 employés, agents et maîtres et cadres (les 77 commerciaux n'étant pas concernés) vient moderniser le système. Elle établit, en effet, un système de classifications fondé sur les fonctions et les qualifications, renvoie aux oubliettes de l'histoire la sainte ancienneté. Elle instaure ainsi sept classes et fonctions des rémunérations minimales

annuelles de 78 000 francs pour la classe 1 à 2 à 151 000 francs pour la classe 7. Parallèlement, la prime d'ancienneté est progressivement remplacée par une prime d'expérience dégressive. Très forte pour les niveaux de qualification elle disparaît au fur et à mesure que l'on grimpe les échelons. Pour les cadres, la suppression de la prime d'ancienneté, qui est intégrée au salaire, devrait être compensée par une politique salariale plus motivante : entreprises, qui tiendraient mieux compte des résultats obtenus.

### Résistances psychologiques

Cette solution satisfait manifestement l'ensemble des DRH qui estiment que la prime d'expérience offre un minimum de progression à l'ancienneté, dont les perspectives de développement de carrière faibles, mais dont le savoir-faire utile à l'entreprise. Pour François

Maxence, DRH du GAN, il est clair que l'expérience a un prix qu'il faut rémunérer. « Dans ce métier, explique-t-il, la jurisprudence est importante. L'assurance, ce n'est pas quelque chose de mécanique. Il n'y a pas deux affaires qui soient traitées de façon identique. L'expérience joue beaucoup. Et si la convention collective reprend l'expression prime d'expérience, ce n'est pas un hasard. »

De son côté, Henri Grégoire, DRH d'Axa, estime que la nouvelle convention « est la fois plus juste et plus adaptée à la réalité ». Cependant, souligne-t-il, depuis longtemps la plupart des entreprises d'assurance ont mis au point des systèmes pour compenser les lourdeurs engendrées par les anciennes conventions. Ainsi, afin d'attirer les jeunes diplômés, on a mis en place il y a quelques années une « classification parallèle » permettant d'individualiser les rémunérations en fonction des performances de chacun. Pour Henri Grégoire, la nouvelle convention collective vient

cette pratique. Elle sonne l'UAP a été en 1988 une hiérarchie parallèle pour les cadres techniques (par comparaison les cadres encadrants) pour pouvoir faire évoluer.

Si les DRH prétendent pas être tarabaisés par la gestion de l'ancienneté, ils reconnaissent qu'à terme la pyramide des âges risque de leur poser de sérieux problèmes. Chez Axa, la moyenne d'âge est de trente-neuf ans, et l'ancienneté moyenne de quatorze ans. A l'UAP, 56 % du personnel a trente-cinq ans ou plus, et 44 % a moins de trente-cinq ans. Dans quinze ou vingt ans, le problème démographique va constituer un problème insoluble. Certaines primes ont bien essayé de prendre des mesures, mais sans grand succès. Les contrats de travail leur ont permis, il y a quelques années, d'éteindre la pyramide des âges, mais faire quelques jeunes, mais ils ne qu'on modifier vraiment l'ordre des choses. A l'UAP, une mobilité professionnelle géographique a été négociée en 1991 afin de faciliter les reconversions internes et externes, mais, Jean-Pierre Narciso, « il n'y a pas pour l'instant de résultats probants ». Pour le DRH de l'UAP, cela s'explique facilement : « La mobilité géographique ne fait pas d'adeptes, 60 % du personnel est féminin. Quant à la version professionnelle par la formation, elle ne heurte pas des psychologues. Les gens qui trent-cinq ans, qui ont passé seize ou dix-sept ans en entreprise, qui n'ont pas le bac, vivent la proposition de formation comme une mise à l'épreuve pour apprécier s'ils sont capables de poursuivre leur carrière. »

En fait, à l'UAP, on estime finalement que l'apport de sang neuf se fait par le développement des activités entreprises qui permettra d'augmenter les effectifs. On ne peut pas comme solution si l'on se réfère à l'évolution de l'emploi dans le secteur qui était de 0,2 % en 1991.

Catherine Leroy

150-151







## FORMATION

## Les mots de la pédagogie

Des dictionnaires pour décrypter les concepts et le jargon

« Nos propres formations perdent dans la jungle des mots et des définitions. Nous en avons besoin pour les clarifier et stabiliser le langage. » Il était temps, en effet. Au fil des années, le vocabulaire de la formation, en particulier celui qui s'adresse aux adultes, était arrivé à frôler l'abstraction, quelquefois pédante et jargonante, à mille lieues, paradoxalement, de la pédagogie.

C'est ce qu'a compris Didier Sutter, entré à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) il y a quelques années, alors que celle-ci « baillait ». Ancien responsable du département formation-intervention, il est aujourd'hui directeur de la communication de l'établissement. D'où l'idée de réaliser et d'éditer un Vocabulaire des formateurs (1).

L'intention des praticiens de la formation professionnelle des adultes qui veut « instrument de travail et de langage commun ». C'est chose faite : la récente publication d'un thésaurus tout pratique, comportant des index, un tableau des sigles utilisés – cinquante-neuf au total – une bibliographie. Le tout assorti d'une traduction en quatre langues (anglais, allemand, italien et espagnol). Un « donc », une « munition », une « diffusion », une « vulgarisation afin de fournir une grille de compréhension », comme l'écrit Guy Matteudi, directeur général de l'AFPA, « pour permettre à chacun l'accès à des concepts difficiles ». Et de reconnaître, « d'exemple », que les notions « formation initiale ou continue », « formation et éducation permanente », « alternance et apprentissage » (...) recouvrent dans l'esprit de qui s'y réfère des réalités différentes. Difficile de vouloir former alors que l'on s'entend sur les mots, y compris les plus courants, et que le vocabulaire est cherché.

Le « de » la formation, trop

fait d'approximations, comme l'avouent les praticiens eux-mêmes, à quelques excuses. L'avoir constaté, tenté d'y porter remède à l'heure du brassage des idées et des proliférations pratiques a aussi pour effet une plongée rétrospective dans près d'un demi-siècle de pratique. Et donc de faire le point.

## Dimension historique

« Il nous est apparu, avant de rédiger, que nous ne pouvions faire l'impasse sur les origines de la formation. N'importe quel champ de la pédagogie, de la sociologie, du droit, dit, ce sujet, Didier Sutter. Nous nous sommes intéressés à l'esprit de la dimension historique de la formation professionnelle et des principaux courants d'idées et démarches qui l'ont traversée, qui perdurent. »

Il de définir trois démarches principales : la démarche éducative, la démarche rationnelle, la démarche psychologique, voire psychanalytique.

Très schématiquement, au début était la pédagogie. Un concept ancien, dont les origines remontent aux universités populaires de 1870. Dans la lignée de Jules Ferry, l'éducation populaire est liée, en effet, aux tentatives d'émancipation sociale de l'époque pétrie de l'école. Elle joue un rôle pénétrant et extra-scolaire pour les jeunes travailleurs urbains et ruraux.

Dans les années 30, le rappelle Didier Sutter, les écoles d'entreprise voient le jour. L'inspiration est venue de l'industrie. Dans l'immédiat avant-guerre puis aussitôt après la guerre apparaissent les premières de la formation professionnelle des adultes, d'où devait naître l'AFPA. En 1949, la création, l'AFPA, l'Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre,

destinée à former ouvriers du bâtiment, de la mécanique, etc., a aussi pour objectif la formation de « moniteurs ». Un terme nouveau qui est celui de « pédagogue ». Puis la Ville de Paris met en place les professeurs de l'enseignement technique (appelé aussi formation professionnelle accélérée).

« Cette évolution ne s'est pas faite sans heurts, y compris idéologiques », rappelle Didier Sutter : les rivalités se nouent, notamment l'éducation nationale qui voit pas d'un œil bienveillant l'apparition de ces « moniteurs » venus du ministère du travail pour tuer la « classe ». « L'AFPA », dit-il, « manifeste alors l'influence de la rationalité de l'entreprise par rapport à la pédagogie. Le vocabulaire se scinde. La rivalité perdure aujourd'hui. »

## Un univers d'identification

Pour continuer à remonter aux sources du vocabulaire d'expliquer son foisonnement – et la confusion d'aujourd'hui – révèle-t-il, au reste, du monde de la formation, les origines de la profession, la voie, à l'époque, le « travail dit « progressiste », dont le vocabulaire spécifique vient de mélanger au précédent. Dans les années 50, la « formation » importée des États-Unis par les premiers de la « grille de la sociopsychologie. Apparaît également, toujours, une forte connotation américaine, le « management participatif », lequel influence la son tour la formation. Dans ces mêmes années, le « vocabulaire de la gestion », l'économie, la son entrée.

Enfin, le courant « psy », lui-même divisé en tendances, et la terminologie achève de brouiller les pistes avec le vocabulaire

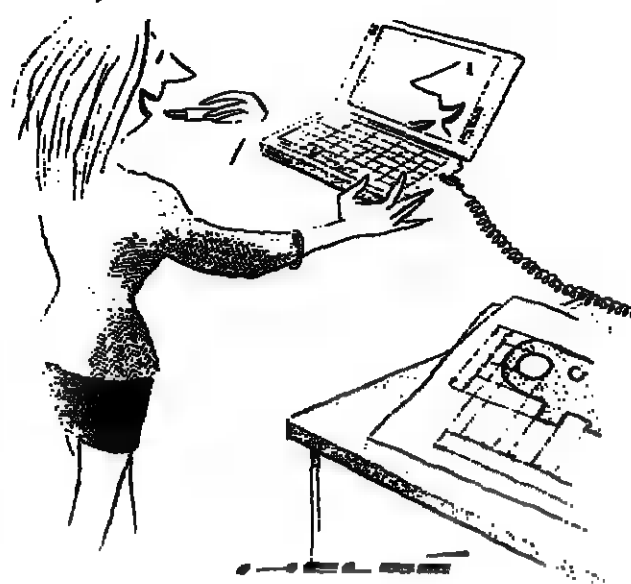
l'ontisme, l'intropection. Ce courant, l'opposé de la « rationalité », d'origine, a envahi aujourd'hui non seulement le langage des formateurs – en particulier celui des psychologues – nombreux (cinq pour la AFPA), mais aussi reflète dans celui du management, des dimensions humaines, de la communication qui en fait un délice un peu immodéré. Néologismes, barbarismes, franglais forment un véritable florilège du genre.

« La tendance a donc été forte parmi les formateurs de créer leur propre langage d'identification, explique Didier Sutter. Avec un langage quasi initiatique. » Une tendance d'autant plus vive que la profession dans son ensemble se livre à la recherche de reconnaissance sociale (2), quand ce n'est d'un autre genre.

« Ce est d'ailleurs illusoire, contrairement à ce qui existe dans l'éducation nationale », est codifié », craint d'affirmer encore Didier Sutter en spécialiste qu'il est la formation professionnelle des adultes. Pour l'heure, l'AFPA s'emploie, depuis environ trois ans, à combler « le déficit de publications » concernant la « formation des formateurs », en faisant appel à ses collaborateurs, assurant vouloir se tenir loin des « dogmes », l'établissement pour son action de sensibilisation... de clarification.

J. M.

(1) Vocabulaire des formateurs, trois cent vingt termes, cinq langues européennes, de Didier Sutter, Jean Trachet, Annie Oury, « Collection carrée », AFPA. (2) Lire « La solidarité en crise », le 17 juillet 1992.



## INGÉNIEURS

## L'essor des femmes

Mais le diplôme n'ouvre pas nécessairement la carrière

ELLE s'appelait Julie Daubie, fut, en 1861, la première femme bachelière. Elle avait 17 ans. Elle était active, la famille, contribuant à l'orientation des filles. Enfin, les plus jeunes ont saisi l'opportunité offerte par le développement massif de l'information, les mathématiques, préparant qu'un brevet d'études. Ce qui leur ouvre les portes de l'enseignement supérieur. Julie Daubie ignorait qu'avec plusieurs décennies d'avance elle « ouvrait » la voie aux ingénieurs.

Certes, en 1924, le décret Bérard autorise pour les filles un baccalauréat équivalent à celui des garçons. Les quelques-unes qui l'obtiennent peuvent alors entrer dans les écoles d'ingénieurs, les écoles, comme Supélec, Centrale, sont mixtes depuis, du moins dans la loi. En réalité les filles se dirigent vers les écoles de formation polytechnique féminine (EDP) créées en 1925. Les premières sont, en effet, les écoles d'ingénieurs et des enseignants en orientation. De plus, les écoles par coéducation, de mathématiques, ont été créées par les écoles préparant des lycées de garçons. Enfin les écoles d'ingénieurs mixtes ne recrutent pas volontiers la valeur du nouveau bac féminin. Elles leur ouvriront réellement leurs portes qu'au début des années 70, après que les lycées mixtes seront effectivement devenus mixtes à la fin des années 60.

Du coup la proportion de femmes parmi les effectifs annuels de diplômés ingénieurs, qui avait longtemps stagné entre 1 % et 4 %, décolle. En 1970, elle s'établissait encore à 6 % (400 femmes). En 1990 elle atteint 19 % (3 000 femmes). Pour autant cette évolution a-t-elle des chances de poursuivre ? C'est ce qu'a voulu savoir Catherine Marry, sociologue au CNRS, dans une étude menée à partir de plusieurs enquêtes conduites en 1987 et 1992.

## La logique de l'excellence scolaire

Côté formation, on remarque déjà des évolutions apparemment contraires. Dans les universités scientifiques, la proportion de femmes s'est stabilisée entre 1970 et 1990. En revanche, elle a augmenté dans les grandes écoles d'ingénieurs. En 1989, elle atteint, par exemple, 11 % à Supélec, 12 % à l'X, 15 % à Télécom Paris et même 27 % à l'ISEP (Institut supérieur d'électronique de Paris). Tandis que l'Ecole polytechnique féminine forme plus en 1991 que 4 % en 1960. Cette tendance « témoigne de l'orientation des femmes vers les filières les plus sélectives », plus valorisées sur le « travail », analyse Catherine Marry. Toutefois, note-t-elle, ce ne relève pas forcément d'une vocation pour le métier mais plutôt d'une logique de l'excellence scolaire qui conduit les meilleurs élèves au lycée à s'orienter vers les préparatoires aux écoles d'ingénieurs, et ce même le cas de leurs parents et professeurs.

Olivier Plot

L'absence de frère (ou de sœur) ayant brillamment réussi ses études), que la présence d'actives dans la famille, contribuent à l'orientation des filles. Enfin, les plus jeunes ont saisi l'opportunité offerte par le développement massif de l'information, les mathématiques, préparant qu'un brevet d'études. Ce qui leur ouvre les portes de l'enseignement supérieur. Julie Daubie ignorait qu'avec plusieurs décennies d'avance elle « ouvrait » la voie aux ingénieurs.

Pour la paix dans le ménage

Dans leur vie privée, les femmes des sciences et des techniques se rapprochent également : le mariage et la naissance des enfants n'influencent pas l'orientation sur le maintien en activité des ingénieurs. En 1969, 60 % d'entre elles étaient actives à la naissance du premier et du quatrième enfant. En 1990, 77 %.

Les femmes ingénieurs mariées ont, à 90 %, épousé un cadre supérieur, un ingénieur ou un maître de la science, mais qu'elles, voire la même promotion. Ce qui conduit les couples à se poser la question de la gestion d'une double carrière, qui se résout souvent par un accord plus ou moins tacite : les tâches domestiques et le soin aux enfants restent à la femme, au nom de la paix dans le ménage. Elles consentent ainsi à accorder la primauté à la carrière de leur mari. La poussée des femmes vers le métier d'ingénieur est donc profondément marquée par les rôles sociaux traditionnels. Il n'est pas aussi que la féminisation de la profession est très récente. Mais n'explique qu'en partie le qu'en treize-cinq et trente-neuf ans on ne compte que 5 % de femmes directeurs, chefs de service, etc. Les employeurs réticents à confier aux femmes de telles responsabilités, au nom de leur manque de disponibilité.

Pourtant, « les femmes ingénieurs dans leur discours affirment être attirées par l'exercice du pouvoir montent en réalité un grand plaisir à le détenir », affirme Catherine Marry, limitée, l'évolution des mentalités, le milieu professionnel bouge. En revanche dans le couple, le traditionnel du masculinisme ne peut pas. Ces deux courants, pourtant liés, l'accès grandissant des femmes ingénieurs au milieu professionnel continuera sans de leur profiter grâce à la pénurie d'ingénieurs diplômés. Ce qui devrait logiquement conduire les hommes à se poser en question leur vision de la place des femmes au travail et à accepter un partage équitable des tâches domestiques. On peut, toutefois, demander si l'heure actuelle les femmes ont le droit de choisir pour elles-mêmes des fonctions dirigeantes, apparaît peu attirant le modèle qui leur est proposé : celui d'hommes qui ont donné toutes leurs forces à leur entreprise, qui se sont mis au rancart à cinquante ou cinquante-cinq ans.

F. A.

## RECONVERSION

## A l'école de l'économie de marché

Le groupe Lafarge en ex-Allemagne de l'Est

## LEIPZIG

notre envoyé spécial

« IL a fallu revoir : les nouvelles règles du jeu bouleversent leurs vies. Ils ont dû apprendre à vivre avec la signification était pour eux évidente. » cachait la logique économique totalement différente, et une longue liste de malentendus. C'est en ces termes que Patrice Lucas raconte sa récente expérience. Depuis dix-huit mois, il dirige la production et le personnel à Lafarge Zement, la dernière acquisition du groupe Lafarge Copee.

Située sur le site de Karlsdorf, dans le Land de Saxe-Anhalt, au cœur de l'ancienne Allemagne de l'Est, l'usine de cimentier vit à l'heure de l'économie de marché depuis son rachat par le groupe français, en juillet 1990. A l'initiative de la plupart des groupes ouest-allemands, Lafarge a choisi de former les cadres de sa nouvelle usine à partir des anciens salariés du site industriel. Patrice Lucas est chargé de cette « transition » : « Nous avons dû combler des écarts dans les trois domaines de la technologie, de l'organisation et de la culture », précise-t-il.

## La modernisation de l'usine

Première étape : détecter parmi les salariés formés par l'économie planifiée les futurs cadres d'une nouvelle logique : la compétitivité. Pour le haut de l'échelle, les cadres « expatriés » de Lafarge chargés de former les français ouest-allemands, ont limité les risques. L'équipe des six dirigeants actuels de l'usine est constituée

à partir des anciens responsables de la cimenterie. A cinquante-quatre ans, Joachim Trautwein est la pièce maîtresse du nouveau management qui gouverne l'entreprise.

Il a travaillé quarante ans dans la cimenterie, d'abord comme apprenti, puis, après un passage à l'école du parti, à la direction de chacune des trois usines du combinat. Aujourd'hui, il dirige Lafarge Zement. « Son rôle a été essentiel », précise Patrice Lucas. Il avait la confiance de tous le monde et connaissait personnellement chacun des ouvriers. Et il est vrai qu'une telle expérience était précieuse : au moment de la réunification, les effectifs sont passés de 1 000 à 1 100 salariés.

Début 1991, autour de Joachim Trautwein, les six « élus » de l'ancien encadrement suivent trois séminaires de deux jours, présés par un sociologue est-allemand et d'un chercheur français du CNRS. Objectif : familiariser les stagiaires avec les concepts de l'économie de marché et, plus concrètement, expliquer les enjeux de la modernisation de l'usine. « Il a fallu leur apprendre à travailler ensemble », précise Jacques Bordure, directeur délégué Centre-Europe chez Lafarge, transformant la méfiance en habitudes héritées de leur ancien système militaro-politique à leur faire comprendre qu'il n'y a pas de des objectifs de production mais également des enjeux de management liés à l'optimisation des coûts.

Aujourd'hui, l'équipe opérationnelle. Elle comprend notamment un directeur commercial, trois responsables régionaux des ventes, et pour leurs équipes, sur le terrain, Lafarge a fourni des voitures de fonction « personnalisées ». L'engagement était tel pour cette fonction commerciale, qu'il a fallu compenser des excès,

concède Jacques Bordure. Le marché et les ventes étaient devenus l'unique préoccupation et le coup, la production n'était plus rien.

Dans la foulée, le 1991, le groupe français élargit son projet. Près d'une trentaine de chefs de service et d'ingénieurs se rendent, à leur tour, douze jours à la formation : six sessions consacrées à l'économie d'entreprise, au management, au travail en réseau. Régulièrement, des séances sont organisées afin de permettre aux stagiaires de présenter eux-mêmes leurs nouvelles connaissances. Un voyage en France, dans deux usines du groupe, « concrétise » le savoir fraîchement acquis : la visite de Paris stimule la volonté de réussir. Au retour, les élèves appliquent la leçon et font leurs premières preuves : les effectifs de l'usine sont ramenés de 1 100 à 1 000 salariés.

## Evaluation des compétences

Alors que l'encadrement achève son premier cycle d'apprentissage du « management », Lafarge décide de développer la formation à l'ensemble des salariés qui travaillent sur le site. Appliquant la méthode déjà utilisée dans les usines du groupe en Allemagne du Nord, les nouveaux responsables est-allemands sont chargés de définir des objectifs de compétences. Sur l'usine, treize emplois-clés ont ainsi été identifiés : des entretiens individuels d'évaluation permettent d'analyser les écarts entre l'existant et ces compétences cibles. Pour chacun des grands domaines de formation, cinq « parades » de formation sont alors élaborées par une équipe de formation composée par un responsable français.

Dans l'ensemble, le niveau de

qualification que nous avons trouvé était bon, précise Patrice Lucas. Mais les tâches restaient beaucoup trop spécialisées. Des modules ont été mis en place, destinés à rendre les opérateurs plus polyvalents. Un enseignement par ordonnancement (EOO) permet de revoir l'ensemble des procédés de fabrication et d'étendre la capacité des salariés à la maîtrise globale de la ligne de production.

Mais les difficultés ne sont pas ici plus grandes : « avec les cadres, nous avons été surpris, reconnaît Patrice Lucas. La gestion de carrière n'a pas posé de problème. En fait, elle existait déjà, même si elle avait

coloration éminemment politique. » Pour les salariés, les réticences sont beaucoup plus fortes. La formation n'a pas ici le même contenu : point de voyage en France. Après les deux vagues de suppressions d'emplois, l'évaluation des compétences a vite ressenti un préambule à futurs choix de licenciement. Les dirigeants de l'usine se reconnaissent-ils que Lafarge Zement devrait employer à 300 salariés ?

En outre, une forte différenciation des salaires apparaît dans l'usine. d'autant que Lafarge ne tient pas à perdre ses cadres. Autre facteur de tension : « Il n'est pas normal que d'anciens responsables du parti aient aujourd'hui gardé de hautes fonctions dans l'usine », lâche Peter, un ouvrier. Une plaquette diffusée dans l'usine présente la nouvelle direction : sur la photo apparaît, en effet, dans l'équipe marketing, l'ex-numéro deux du parti.

Olivier Plot

1992-1993



سكنى الى الوطن

INITIATIVES

Le Monde • Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992 • V

TRIBUNE

Enseignement du management : le temps de l'exigence

par Pedro Nuño

À la fin des années 50, quelques écoles européennes, des pionnières dans le domaine du management, importent le modèle américain. L'INSEAD en France, l'IMEDE en Suisse (qui par la suite fusionnera avec l'IMI pour devenir l'actuel IMD), l'IESI en Espagne, plus tard la London Business School et d'autres se tournent vers la Harvard Business School. Les professeurs de Harvard voient, d'une certaine manière, impliqués dans les premiers cheminement des principales écoles européennes qui envoient même leurs professeurs suivre les programmes à Harvard pour y apprendre les méthodes d'enseignement, emprunter des idées surtout, mais aussi des matériaux, des schémas de cours jusqu'au design des salles de classe.

Durant les années 60 et 70, le marché de la formation au management augmente modérément en Europe. Les cinq ou six écoles forment toutes ensemble moins de MBA que Harvard en dispose d'un nombre à peine équivalent. Les professeurs, toutefois, ont acquis une certaine indépendance. Ils développent leur propre personnalité, leurs connaissances spécifiques, leurs points de vue sont originaux. En Europe, on ne dirige pas comme aux États-Unis, bien évidemment. Notre management est plus humanitaire, plus orienté vers le long terme. Mais, dans la manœuvre, plus limitée, notamment dans l'exercice du pouvoir, nous oblige à être plus politiques, plus négociateurs, plus aptes à trouver des compromis.

NOTRE conception de la concurrence nous amène à provoquer des trêves dans nos relations commerciales soit, au contraire, il s'agit de nous avec nos concurrents. Même si cela ne plaît pas toujours à l'industrie. Le poids institutionnel

(gouvernement, syndicats, patronat, chambres de commerce...) est aussi plus lourd en Europe, ce qui influe nettement sur le mode de gestion des entreprises. L'éventail des modèles est large : de l'entreprise flexible à l'italienne jusqu'à la structure participative à la suédoise. Il existe un éventail de design corporatif typiquement européen.

VERS la fin des années 80, les écoles européennes atteignent leur « plénitude intellectuelle » : la demande de formation à la gestion prend véritablement son envol. Tableau noir en revanche, outre-Atlantique : les écoles nord-américaines traversent une crise d'identité et doivent faire face à une série de réformes dans les affaires, attribuées en partie aux jeunes MBA, leurs ex-élèves. Les Européens auraient dû en profiter. C'est le contraire, malheureusement, qui se produit. Les écoles leaders changent d'objectif et adoptent des points de vue égotiques et des attitudes frivoles. Soudain, elles deviennent obsédées par les relations publiques et par le marketing de leurs activités. « Le recommandation du client satisfait » devient un leitmotiv apparemment suffisant pour attirer les candidats. Les écoles de management se mettent à faire la course pour obtenir d'abord les premières places dans les classements - sans se préoccuper ni avec qui, ni comment, - ainsi que des articles qui évaluent la complaisance dans les journaux et les revues connues. A ceux qui demandent des informations, on envoie des dossiers gonflés par les coupures de presse. La presse le dit : « Nous sommes les meilleurs ». Grand honneur pour les journaux, alors, qui deviennent ainsi les prescripteurs de l'enseignement du management.

En même temps, la plupart des écoles se mettent à construire de nouveaux édifices. Les anciens cadres, comme les reines des écoles,

doivent être éduqués dans le luxe. Dans certaines écoles, l'élégance en classe est comparable à celle d'une nuit de gala à l'Opéra.

Un nouveau type de professeurs envahit aussi les salles de cours : des brillants « MBA académiques » (docteurs en gestion) qui n'ont jamais mis les pieds en entreprise et qui, au fond, manifestent un certain mépris envers les hommes d'affaires. Pour eux, l'entreprise est programmée sur ordinateur. La réalité de l'entreprise, en fait, les 300 réponses qu'ils obtiennent en envoyant un questionnaire, en étudiant les réponses... Des tonnes de papier qu'ils qualifient de recherche et qu'ils espèrent, bien évidemment, placer dans les journaux.

C'est qui va passer aujourd'hui dans les salles de classe n'a plus rien à voir avec le développement de la capacité à diriger, mais se réduit plutôt à un exercice intellectuel, à l'instar de l'enseignement du latin, par exemple. Certaines entreprises commencent à se demander si l'enseignement des écoles de management leur apporte réellement une valeur ajoutée. Certaines ont, semble-t-il, répondu à cette question en développant leurs programmes internes de formation. D'autres ont cessé d'employer des MBA.

Cette situation est absurde. A n'en pas doubler, la solution viendra des seules entreprises. L'Europe a bien sûr besoin d'écoles qui forment des leaders intellectuels dans le domaine de la gestion. Peut-être le moment est-il arrivé pour les entreprises de montrer plus exigeantes envers les écoles de management au lieu de leur concéder leur appui inconditionnel.

Pedro Nuño est vice-président de l'International Academy of Management.

ÉCHOS

L'Observatoire de la tolérance : première radioscopie

Lancé après une opération menée l'Union des ingénieurs FO, l'Observatoire de la tolérance vient de publier sa première édition de son sondage (1), réalisé par l'Institut EPYV (Recherche économique et sociale). On y apprend que les Français (82,4 %) ont le sentiment de travailler dans une entreprise plutôt tolérante (62,9 %) pour pouvoir communiquer facilement avec eux. En revanche, ils ne sont plus que 50,1 % à considérer que les relations avec collègues sont dans le cadre d'une plus grande tolérance, tandis que 39,4 % soulignent une progression de l'intolérance. Le jugement positif sur la tolérance est aussi lié à la fonction de travail et du niveau d'études. Il passe de 74,8 % pour ceux qui gagnent plus de 30 000 francs à 51,8 % pour les moins de 8 000 francs. Il descend de 79,6 % pour les bacheliers à 41,4 % pour les moins de 10 ans de formation.

Il apparaît que les salariés évitent les comportements susceptibles d'exacerber les différences en conflit. Ainsi, ils évitent de parler de politique (68,1 %), ou de pratiquer une religion dans l'entreprise (78,5 %). Le tabac lui aussi devient un sujet à éviter. Actuellement, les fumeurs sont rarement ou jamais considérés comme tolérants (58,6 %). Les questionnaires ne souhaitent pas que les projets de réglementation provoquent une guerre civile inutile : 68,7 % jugent surprenantes les règles de la courtoisie et 60,3 % n'accepteraient pas la mise en place d'un règlement. S'agissant des embauches, les salariés trouvent inacceptables les critères fondés sur l'apparence physique (58,6 %), la nationalité (67,5 %), le sexe (73,7 %) et l'appartenance à un syndicat (74,3 %). Parmi les procédés de recrutement, ils considèrent inacceptable que l'entreprise ait recours au dépistage sanguin (67,0 %), à l'enquête de voisinage (69,7 %) ou à l'étude du thème familial (62,9 %). En revanche, ils ne sont que 45,9 % à s'offusquer de l'utilisation d'un test graphologique ou d'un test intellectuel (47,1 %), les tests psychologiques (48,1 %) ou l'appel téléphonique à l'employeur précédent (48,4 %).

Ne pas savoir se servir d'un ordinateur (78,9 %), travailler à temps réduit (64,9 %) et être âgé de plus de quarante-cinq ans (52,3 %) constitue un handicap, lors d'une promotion. Etre d'origine étrangère (47,9 %), engagé

politiquement (51,7 %), syndicaliste (49,1 %), gros (59,5 %), femme (48,2 %) ou fumeur (59,5 %) ne change rien. A l'inverse, être un homme (48,6 %) et avoir des diplômes (85,6 %) sont manifestement des avantages.

(1) Interviews en face à face, du 27 mars au 31 mai, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes, comprenant 500 hommes et 500 femmes.

Progrès et perspective de l'audit social

L'Institut international de l'audit social (IAS) organise, du 27 au 30 juin, à Aix-en-Provence, un séminaire université d'été. Le thème est « Progrès et perspective de l'audit social ». L'audit social regroupe les témoignages d'auditeurs, de professionnels d'entreprises et d'organismes publics. Les conférences en une semaine permettront de faire le point sur l'évolution des pratiques et des recherches en ce domaine.

IAS : 29, avenue Hoche, 75018 Paris. Tél. : 46-63-55-09.

Emploi des cadres en mai : la baisse stabilisée

En mai, selon l'indicateur de l'INSEE (Association pour l'emploi des cadres), l'offre d'emploi pour les cadres, telle qu'elle peut être estimée par le nombre des annonces publiées dans la presse, a diminué de 32 %, en données corrigées, par rapport à l'an passé. En données brutes, la baisse a été de 29 % en un an. Toutefois, on constate que, pour la quatrième année consécutive, le recul du nombre des propositions d'emploi n'est pas continué. Les données corrigées. Le palier se situe actuellement au alentours de 1 500 offres par semaine de presse, un peu plus qu'en 1990, mais près de 1 000 en mai 1990.

Par fonctions, contrairement aux mois précédents, on n'observe cependant pas d'amélioration. Toutes les grandes catégories de cadres sont affectées, mais quelques sous-groupes, l'approvisionnement-logistique, la direction commerciale, la direction export, les banques, la finance-trésorerie et les professions médico-socio-culturelles.

STAGES

Le service des offres de stages... accessible en tapant directement 3678 LEMOND.

Les personnes intéressées doivent contacter directement STAGETUD (12, avenue Raspail, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant (1) 49-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

Gestion

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2, gestion, comptabilité, parler anglais, maîtriser Excel et Word. Mission : comptabilité générale, gestion fournisseurs, aide informatique. 01777.

Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir + frais repas. Profil : bac + 3/4. Mission : gestion formation personnel, comptabilité, aide informatique. 01774.

Lieu : Asnières. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : préparation au la relance par lecture, gestion des états, diffusion des documents, prise de rendez-vous auprès des entreprises pour la formation. 01787.

Lieu : Asnières. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Profil : bac minimum. Mission : chargé du recouvrement des créances. 01785.

Comptabilité

Lieu : Ulys. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, DUT/BTS. Mission : comptabilité générale pour une holding. 01782.

Personnel

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 2 000 F/mois minimum. Profil : bac + 5 DESS psychologie du travail ou sciences humaines. Mission : recrutement des candidats aux concours de recrutement des caissiers, caissière, vendeur... 01781.

Lieu : Paris. Date : mi-août. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 4/5, maîtrise ou DESS gestion du personnel. Mission : dépouillement et synthèse d'une expérimentation du personnel dans une fédération professionnelle. 01595.

Lieu : Paris. Date : septembre. Durée : 12 mois, contrat de qualification. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, gestion, comptabilité, parler anglais, maîtriser Excel et Word. Mission : comptabilité générale, gestion fournisseurs, aide informatique. 01777.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3. Mission : identifier les candidats potentiels, présenter par téléphone les postes à pourvoir, visiter les salons professionnels, assister les consultants en mission. 01686.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5, maîtrise ou DESS gestion, expérience du marketing téléphonique appréciée. Mission : prise de rendez-vous avec les candidats, contact entreprises (approche directe). 01788.

Marketing

Lieu : Paris. Date : à déterminer. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, marketing, gestion du commerce, vente, connaissances en négociations commerciales. Mission : réaliser une étude de marché dans le milieu de la montagne et effectuer de la prospection commerciale. 01604.

Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir + frais repas. Profil : bac + 3/4. Mission : stagiaire au marketing d'une grande entreprise de services. 01773.

Vente

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 4/5, maîtrise ou DESS gestion, expérience du marketing téléphonique appréciée. Mission : prise de rendez-vous avec les candidats, contact entreprises (approche directe). 01788.

Lieu : Paris. Date : à déterminer. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini, connaissance Excel, Works, Macintosh sur Macintosh. Mission : participer activement à l'organisation et au développement du service client, groupes entreprises, gestion administrative, gestion prospects et clients par téléphone, gestion commerciale, conception d'une plaquette. 01545.

Lieu : La Chesnay. Date : septembre. Durée : à déterminer. Ind. : 1 800 F + frais. Profil : bac + 2, BTS gestion commerciale, négociations commerciales, gestion informatique, maîtrise de la production commerciale. 01780.

Lieu : Villacoublay + déplacements en région parisienne. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, force de vente. Mission : sur terrain ou par téléphone : matériel micro-informatique bureautique, prestation de service, système de vision artificielle. 01801.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, gestion, comptabilité, parler anglais, maîtriser Excel et Word. Mission : comptabilité générale, gestion fournisseurs, aide informatique. 01777.

LIBRAIRIE

Entreprise et complexité

« Manager dans la complexité », par Dominique Guesbier. Editions INSEP. 327 pages, 280 F.

« Souffrir et diriger », ce livre a été écrit par un manager qui a expérimenté l'usage des méthodes de raisonnement classiques dans les situations complexes.

Après une analyse de la complexité puisée aux meilleures sources - Edgar Morin, Jacques Robin, Paul Appell et quelques autres -, l'auteur consacre une deuxième partie à « Organiser et manager dans la complexité ». Il y passe en revue les problèmes de communication, d'information et de management des hommes, tout en ménageant les possibilités d'innovation. Pour finir sur une note optimiste, l'auteur cite Nietzsche : « Ce n'est pas le doute, mais la certitude qui rend fou. » Et il conclut : « Avec son corège de doutes et d'incertitudes, la complexité nous invite à oser, à tenter, à expérimenter, à saisir nos chances. »

Communication

Lieu : Paris. Date : septembre. Durée : 4 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2, maîtrise ou DESS gestion, expérience du marketing téléphonique appréciée. Mission : prise de rendez-vous avec les candidats, contact entreprises (approche directe). 01788.

Drôit

Lieu : Asnières. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : préparation de documents, gestion des états, diffusion des documents, prise de rendez-vous auprès des entreprises pour la formation. 01787.

Secrétariat

Lieu : Paris. Date : septembre. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Mission : suivi clientèle, secrétariat, gestion administrative. 01782.

Lieu : La Défense. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac minimum, maîtrise ou DESS gestion, expérience du marketing téléphonique appréciée. Mission : prise de rendez-vous avec les candidats, contact entreprises (approche directe). 01788.

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE Renseignements : 46-62-74-43

Mastere et 3<sup>en</sup> cycles internationaux du Groupe ESC Clermont

Le réseau de l'Europe

INSTITUT DE FORMATION AU COMMERCE INTERNATIONAL  
Reconnue aujourd'hui comme l'une des meilleures formations de 3<sup>e</sup> cycle en Export  
Affaires Internationales Diplôme homologué au niveau I

INSTITUT DE FORMATION AU MANAGEMENT INTERNATIONAL  
Formation de 3<sup>e</sup> cycle aux aspects commerciaux, juridiques, fiscaux, financiers et sociaux des opérations internationales de l'entreprise

MASTERE MANAGEMENT EUROPEEN DES RESSOURCES HUMAINES  
Formation d'excellence en gestion des Ressources Humaines, Conseils et Ingénierie sociale dans un contexte international

Groupe ESC CLERMONT  
Renseignements : dossiers - Groupe Ecole Supérieure de Commerce - Clermont  
4 Boulevard Trudaine - 63037 Clermont Cedex 1 - Tél. 73 98 24 24 - Fax. 73 98 24 49



Nous sommes l'une des divisions (CA > 4 Mds) d'un très grand groupe international du tertiaire. Notre dynamique de croissance nous conduit aujourd'hui à repenser notre système d'information. Pour nous aider à définir puis à mettre en œuvre notre stratégie informatique, nous recherchons :

## Directeur Organisation et Informatique

Rattaché au Directeur Général, membre du comité de direction, vous avez la responsabilité d'une équipe d'environ 10 personnes. Vous êtes chargé de gérer, de faire évoluer l'informatique et d'adapter l'organisation pour permettre à l'entreprise de mettre en œuvre sa stratégie. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez entre 35 et 40 ans. Vous justifiez d'une première expérience dans un grand cabinet de conseil que vous avez complétée par un poste opérationnel en entreprise ayant permis de conduire avec succès des projets dans des environnements décentralisés et d'informatique distribuée. Imaginatif, diplomate, vous jouez un rôle de conseil auprès de la direction générale et des utilisateurs, clients. Votre pragmatisme et votre dialogue avec les services d'appui pour réussir ce poste et évoluer dans le groupe. Basé à Paris.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 45.53.26.26, ou adressez CV + photo + n° + rémunération actuelle à Page Technology, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, réf. XA8168MO.



**Michael Page Technology**  
Spécialiste de l'Informatique

La société qui appartient à un groupe industriel très important assure 80 % de son CA à l'étranger. Depuis deux ans, elle connaît un développement rapide dans de nouvelles technologies de nouveaux marchés. La moitié de l'effectif est composée d'ingénieurs et de techniciens. Elle recherche son

## RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

ingénierie internationale

Il doit élaborer et mettre en œuvre la politique des Ressources Humaines correspondant à la stratégie générale de l'entreprise (France et étranger). Il fait partie des cinq membres du Comité de Direction.

Ce poste particulièrement évolutif s'adresse à un ingénieur Grandes Ecoles qui présente

obligatoirement deux expériences réussies dans l'industrie. L'une dans l'ingénierie de terrain, l'autre dans la gestion des Ressources Humaines. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Vous êtes un réel manager de 35 à 45 ans, et vous aimeriez vivre et travailler dans la région Rhône Alpes.

Merci d'adresser votre dossier à notre conseil :

Georges ICARD / Conseils - 10, Boulevard Suchet - 75016 Paris - Confidentialité assurée

**BIGARD**

La société BIGARD (CA 2,2 milliards de francs - 1 200 salariés), exploitée à Quimper en Bretagne Sud, un complexe agroalimentaire industriel de taille européenne. Elle assure tous les stades de la transformation des produits carnés - plus de 100 000 tonnes d'abattage - elle assure son développement et construit sa diversification à partir d'une large gamme de produits élaborés ultra-frais et surgelés en privilégiant la qualité.

Pour développer sa stratégie, elle recherche, pour ses produits élaborés charcuterie regroupant les secteurs charcuterie, salaison, produits traiteurs, charcuterie pâtisseries (10 000 tonnes/an, CA 300 MF, 250 salariés) :

## SON DIRECTEUR DE BRANCHE

qui en assurera la responsabilité :

**Au plan technique :** il aura en charge l'administration de la politique d'approvisionnement des matières premières et consommables, la définition et le lancement des programmes de production, la gestion au quotidien, sur le terrain, des ateliers (suivi quantitatif et qualitatif).

**Au plan économique et commercial :** il devra maîtriser les coûts et définir les prix de revient, adapter les prix et les ventes aux besoins des marchés, assurer un outil industriel très dense.

**Au plan commercial :** en collaboration avec la direction et les services commerciaux, il aura à entretenir, développer, adapter à la demande le potentiel de l'entreprise aux besoins d'une clientèle très large.

Ce poste s'adresse à un cadre de haut niveau, de formation Grandes Ecoles, à fort potentiel, pouvant justifier une expérience complète dans l'agroalimentaire, âgé de 35 à 40 ans, capable d'investir totalement au sein d'une entreprise dynamique et performante, en étroite relation avec la direction générale et l'équipe dirigeante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo à BIGARD SA - ZI de Kergostou - 29393 QUIMPERLE CEDEX.

(Discretion absolue assurée)

Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

S.D.S.I. (SOCIÉTÉ DE  
DIFFUSION DE  
SYSTEMES  
D'INFORMATION) EST  
UNE ENTREPRISE  
RECENTE CREEE PAR  
PLUSIEURS CAISSES  
REGIONALES DU  
CREDIT AGRICOLE.  
SA VOCATION EST DE  
COMMERCIALISER  
DES SYSTEMES  
D'INFORMATION BULL.

## DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

AUXERRE

Vous participez activement à l'orientation, la promotion et à l'animation de SDSI. A ce titre, vous assurez : la mise en place de la stratégie marketing et commerciale ; le management et la gestion de la structure ; les relations avec la presse ; le lobbying ; la constitution d'un réseau efficace d'informations ; la prospection et le suivi des clients ; les relations avec les prescripteurs et les fournisseurs.

De formation supérieure, 35-40 ans, vous vous affirmez comme un professionnel de la vente et du marketing dans un environnement bancaire (de préférence une banque à réseaux) et informatique (BULL). Vous connaissez parfaitement les systèmes d'information et le marché des logiciels.

Bon gestionnaire et manager, doté d'un bon sens pédagogique, vous êtes un homme de communication et de négociation.

Ce poste important, à larges responsabilités, vous permettra d'exprimer tout votre potentiel et de faire progresser notre entreprise.

Vous devez adresser votre dossier de candidature sous la réf. LB/1033 à notre Conseil ETHNOS, 113 bd de Sébastopol - 75002 Paris.



Société du Groupe SOFRESID (2700 personnes)  
spécialisée dans le CONSEIL A L'EXPLOITATION  
DES UNITES DE PRODUCTION DES GRANDS GROUPES  
INDUSTRIELS recherche son futur

## DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Ingénieur Grande Ecole (X, Mines, Centrale,...)  
et 3ème cycle de gestion (ISA, INSEAD, CPA,...)  
35/45 ans.

Doté d'une expérience significative acquise au sein de grands cabinets de conseil, il prendra en charge dans un premier temps le développement de la Société ; il évoluera ensuite progressivement, dans un délai d'environ deux ans, vers des fonctions de Direction Générale.

Perspectives d'évolution ultérieure dans le Groupe pour candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous référence SM 02 à SOFRESID Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

## Patron de PME

Dans le cadre de son développement lié à de récentes acquisitions, nous recherchons des gestionnaires de qualité, aptes à animer et diriger des cliniques médico-chirurgicales de véritables entreprises de services.

La fonction est celle d'un patron de PME et requiert une expérience confirmée du management dans une entreprise de services.

Nous appuyant sur un actionariat prestigieux dont la Compagnie de SUEZ assure le leadership, nous contrôlons un réseau d'établissements en France et en Espagne considérés comme des références dans le monde de l'hospitalisation privée par la qualité des équipes et le haut degré de technicité de leurs installations.

Ces postes, à pourvoir en France, s'adressent à des diplômés d'écoles d'ingénieurs, écoles supérieures de commerce ou IEP, 30 - 40 ans, ayant déjà géré avec succès de façon autonome un centre de profit. Rémunération motivante. La connaissance du secteur n'est pas nécessaire.

Envoyer CV détaillé sous référence A5612778 à Premier Contact, 38 rue de Valenciennes - Levallois-Perret cedex.

## KOHLER GROUP

(N°1 mondial du matériel sanitaire)  
et filiale mère de JACOB DELAFON

recherche son

## PRÉSIDENT EUROPE

Basé à Paris et rapportant au vice-président international du groupe, le Président Europe aura les responsabilités suivantes :

- manager l'ensemble des activités du département matériel sanitaire en Europe ;
- atteindre les objectifs de chiffre d'affaires et de profit, ce dans une optique de croissance et de développement ;
- assurer la mise en œuvre des objectifs stratégiques par une action interne et externe de politique de développement de nouveaux marchés.

Pour remplir cette fonction, nous recherchons un candidat de valeur ayant les qualifications suivantes :

- 10 années d'expérience de direction générale réussie au sein de groupes internationaux ayant soit plusieurs divisions soit plusieurs filiales à l'étranger ; une bonne connaissance du matériel sanitaire est souhaitable ;
- une expérience de la stratégie, du marketing et de l'industrie est aussi souhaitable ;
- une forte sensibilité aux produits et à la clientèle grand public ;
- bilingue français-anglais.

Envoyer au MONDE PUBLICITE sous n° 8529, 15-17, rue du Colonel-Pierre-avia, 75008 Paris Cedex 15.

1500-6000



سكنى الى عين

POSTES A PLUS DE 400 K

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
de la

Le Monde ■ Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992 VII

## Gestion et des Finances

C'est à  
l'Homme que notre banque  
accorde le plus de crédit

RESPONSABLE DE CLIENTELE

Dans le cadre du développement de  
portefeuille PME-PMI, nous recherchons pour une  
agence spécialisée de notre Siège Social, un  
Responsable de Clientèle.

Formation supérieure (diplôme) d'une  
d'années, vous avez acquis, pendant au moins  
cinq ans, un savoir-faire incontestable dans le  
financement des ET des entreprises de  
dimension moyenne ou grande.

Vous maîtrisez parfaitement l'action commerciale  
et les relations (déplacement fréquents en province), la négociation à haut niveau et l'évaluation du risque.

Rattaché(e) à une équipe de  
spécialistes, vous êtes à développer  
un portefeuille clientèle d'entreprises dans le  
secteur agro-alimentaire, à commercialiser les  
produits et services financiers du groupe et à  
assurer le montage et l'étude des dossiers de crédit.

La pratique de l'anglais est souhaitable.  
Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo  
et prétentions à référence MAR, à CREDIT  
COOPERATIF - DRH - BP 211 - 92002 NANTERRE  
ou de déposer votre candidature par minitel  
3616 (code 33935 par  
téléphone du mardi au mardi de  
9h à 18h) (1.47.61).

CREDIT  
COOPERATIF  
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Adjoint au Trésorier  
en charge du suivi  
des sociétés étrangères

BSN

Danone, Panzani, Belin,

BSN Flacconage...

BSN est le 3<sup>e</sup> groupe

alimentaire européen :

■ F de CA,

59 000 personnes,

plus de 100 filiales,

implantés dans

37 pays.

HEC, ESSEC, ESCP...

Au sein de la Holding, la Direction Générale  
des affaires financières, vous aurez une mission de  
conseil et d'assistance aux filiales étrangères, dans  
leurs actions de gestion de trésorerie et de  
financement.

En contrôler la qualité, proposer des actions permettant  
d'optimiser les frais financiers, de maîtriser les  
risques, valoriser les flux, assister les filiales  
dans leurs négociations avec les banques étrangères  
seront vos principales responsabilités.

Pour exercer ce rôle d'animation et de coordination,  
vous devez avoir acquis une expérience de 3 à 5 ans dans  
l'exploitation bancaire.

La maîtrise de l'anglais est impérative, la pratique  
d'une autre langue européenne souhaitée. Vous  
serez disponible pour des déplacements fréquents  
mais de courte durée, partout dans le monde.

Si l'opportunité vous intéresse, nous vous  
proposons d'adresser votre candidature, sous  
référence FBS/7M, à notre conseil INFRAPLAN,  
83 boulevard Raspail, 75001 Paris.

BSN  
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS  
ET TROISIEME EUROPEEN

COGEMA

GESTION  
DE CONTRATS

LE GROUPE  
COGEMA

100 000 PERSONNES

21,7 MILLIARDS  
DE C.A.  
DONT 31 %  
A L'ETRANGER

150 REACTEURS  
NUCLEAIRES  
ALIMENTES DANS  
LE MONDE

Au sein de la Direction de notre Branche Traitement, le  
Service Gestion des Contrats assure, entre autres, la gestion  
financière et administrative des contrats complexes, à long  
terme, et assure l'élaboration des documents de gestion.

En tant qu'Adjoint du Responsable d'un secteur, vous êtes  
plus particulièrement chargé du suivi des facturations, des  
notifications contractuelles et de la supervision des prévisions ;  
vous participez à la conception du plan, élaborez les tableaux  
de bord et suivez (trésorerie, TVA...) et assurez la relation avec  
le client dans le déroulement quotidien des contrats.

Pour les futurs contrats, vous réalisez des simulations  
financières en vue des négociations avec les clients et mettez  
en place les outils de gestion correspondants.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole  
d'Ingénieurs + gestion, vous avez une première expérience (1 à 5 ans)  
s'est déroulée en milieu industriel dans lequel vous  
préparez ce type de fonction. Vous maîtrisez l'anglais et les  
outils de gestion informatisés. Vos qualités de rigueur,  
d'implication et votre sens de la communication feront la  
différence. Vos compétences reconnues vous permettront une  
évolution rapide vers la responsabilité du secteur public, à  
terme, vers des postes plus commerciaux ou de  
gestion.

Merci d'adresser votre dossier de  
candidature, sous la réf. M/C65 AH  
à Olivier Chaumette - OC Conseil  
15, rue du Louvre - 75001 Paris.

CONSEIL  
Real Estate Consultants

PARIS  
LONDRES  
BARCELONE  
DUSSELDORF

La BAREP,  
Banque de Récompense et de Placement,  
groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE,  
recherche  
pour sa salle de marché, un

Spécialiste  
obligataire

De formation scientifique supérieure  
(Centrale, ENSAE, ISFA, ISUP, etc), vous  
bénéficiez d'une première expérience  
(de 2 ans et plus) acquise sur les  
marchés obligataires Francs ou Devises.  
Evolutif, animé du désir d'être jugé sur  
les résultats, vous alliez rigueur et  
esprit d'initiative.

Ce poste requiert une réelle  
aptitude au travail en groupe et  
un esprit inventif pour la création

et le suivi de produits de gestion sur  
mesure à destination d'une clientèle  
haut de gamme.  
Au départ, votre rémunération sera  
fonction de votre potentiel et de votre  
expérience. Elle sera par la suite très  
liée à vos résultats.

Pour un premier contact, merci  
d'adresser lettre manuscrite, CV  
et photo à la BAREP - 16, avenue  
de Messine - 75008 PARIS.



REDA PA

Europolis  
Invest

Notre société, à implantation et actionariat  
internationaux, développe son activité en Europe  
dans le secteur de l'immobilier d'affaires, en  
tant qu'investisseur ou promoteur.  
Au sein du holding, animé par une équipe  
restreinte nous recherchons

Secrétaire général

En tant que Secrétaire général du holding et des filiales étrangères et en liaison avec le  
Directeur des investissements, vous aurez la responsabilité des aspects  
financiers, juridiques et fiscaux de l'ensemble de nos opérations.

Vous êtes responsable de l'élaboration des différents budgets, des comptes  
sociaux et consolidés ainsi que du contrôle de gestion.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou Maîtrise de gestion, à  
30-35 ans, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans un cabinet  
d'audit et/ou dans une firme de promotion immobilière.

Vous souhaitez aujourd'hui élargir vos responsabilités au sein d'une équipe et  
à profit de votre autonomie et votre rigueur. Une excellente pratique de l'anglais est  
indispensable pour la rédaction de documents et pour les contacts avec nos  
partenaires. Une solide formation juridique et une bonne maîtrise de l'outil  
informatique sont nécessaires. Basé à Paris, ce poste implique de courts  
déplacements à l'étranger.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier  
de candidature (lettre, CV, photo) sous réf.  
M/7123/B à notre Conseil B, 75008 PARIS.

Coopers  
& Lybrand  
Consultants  
RECRUTEMENT

JEUNES DIPLOMÉS - Ecole de Commerce -  
Une première expérience alliant contacts et gestion

amADEUS

développe des équipes recherche :

RESPONSABLE CLIENTS  
GRANDS COMPTES

Réf. : 8174/LM

Vous aurez en charge la gestion  
commerciale et la mise en oeuvre des  
contrats de coopération avec les grands  
réseaux d'agences de voyages.

RESPONSABLE RELATIONS  
FOURNISSEURS DE SERVICE

Réf. : 8175/LM

Cie aérienne - Loueurs de voitures -  
Chaînes hôtelières.

En relation avec AMADEUS Marketing à  
MADRID, vous aurez en charge le  
développement de la coopération avec ces  
fournisseurs ainsi que l'optimisation de  
leur distribution au sein du système  
Amadeus.

Vous êtes diplômés d'une Ecole de Commerce ou équivalent et parlez couramment  
Anglais. La connaissance d'un système de réservation aérien serait un plus.

Crée l'initiative d'Air France, d'Ibérica, de Lufthansa et de SAS, AMADEUS est le système  
informatique de distribution à vocation mondiale actuellement le plus utilisé  
par les agents de voyages en France et en Europe. AMADEUS FRANCE est  
chargée de sa commercialisation sur le marché français.

Ces postes sont basés à BOULOGNE (92)

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et rémunération souhaitée à  
M.F. ALETTI sous la référence choisie - CEGOS Division Recrutement  
Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

CEGOS  
CONSEIL  
RECRUTEMENT

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 6 1 5 L M



## Gestion et des Finances

Filiat d'un des leaders internationaux de l'industrie, nous occupons la 1<sup>ère</sup> place dans l'hexagone sur notre marché proche du BTP (20 sites, 800 MF de C.A.). Nos réalisations les plus spectaculaires : Tunnel sous la Manche, TGV, Bercy... Notre Directeur Financier recherche dans un contexte d'optimisation des structures un

## RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

PARIS NORD (92)

320 KF +

**VOTRE MISSION :** □ professionnel rigoureux, vous prévoyez, validez et analysez les performances des centres de profits □ vous vous impliquez dans la mise en place d'un nouveau système de gestion □ vous anticipez □ quantifiez □ incidence des actions planifiées (investissements, études de coûts, ...) □ en contact permanent avec la Direction Générale, vous avez un rôle actif de reporting et de recommandation auprès de la maison mère.

**VOTRE PROFIL :** □ une formation supérieure de gestion (ESC option finance, DECS, ...) □ à 30/35 ans, vous souhaitez valoriser une solide compétence de gestionnaire □ outre le contrôle de gestion, vous maîtrisez les aspects comptables et fiscaux □ vous avez une vision opérationnelle □ dynamique □ la gestion, comme facteur de progrès et d'assistance concrète à la décision.

**NOUS VOUS OFFRONS :** □ un poste fortement évolutif au sein d'un Groupe de première importance □ l'opportunité de participer à l'élaboration et la mise en œuvre d'outils de gestion sophistiqués □ une responsabilité polyvalente □ une incidence sur le fonctionnement de l'entreprise.

Pour un entretien individuel avec la société le 15/07/92

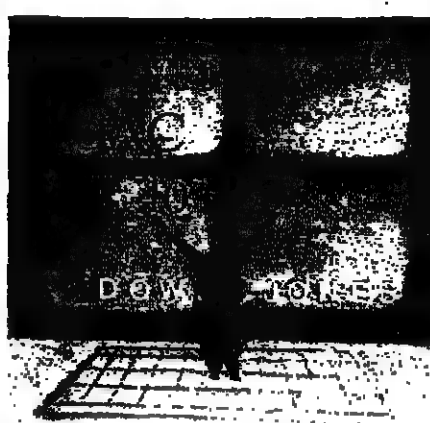
Adressez ou télécopez CV, lettre, photo à EUROMAN - 195, avenue du Général Leclerc - 78220 Viroflay. Fax : (1) 30 24 39 00 en indiquant la référence 7504 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - BORD - TOULOUSE - NANTES - ANGERS

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Dans le monde de la finance,  
nous faisons l'exceptionnel  
votre quotidien

Traders  
Produits dérivés

Gestion de capitaux et ingénierie financière : dans ces domaines, BIP affirme le savoir-faire d'une équipe de professionnels jeunes et qualifiés.

Vous avez environ 28 ans, vous disposez d'une formation supérieure scientifique et d'une expérience de 2 ans au moins sur le trading de produits optionnels. Vous avez un potentiel d'encadrement pour constituer et motiver une équipe dans votre domaine de compétence. Votre mission consistera à développer les activités sur produits dérivés.

Pour ce poste basé à Tokyo, vous parlez couramment l'anglais ; la connaissance du japonais serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre crite, CV, photo), en précisant la référence TRADER à BIP, DRH, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

bip

Banque Internationale de Placement  
Groupe Dresdner Bank

Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

## LE GROUPE CNCA

CONVENTION DE  
DYNAMIQUE DE  
SUCCES ET SA  
VOLONTÉ D'ÊTRE LE  
MOTEUR DU  
DEVELOPPEMENT DU  
CREDIT AGRICOLE :  
85 C.R.C.A  
9400 POINTS  
DE VENTE,  
74000 SALAIRES.



La CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE,  
dans le cadre du développement de sa filiale de  
monnaie recrée :

UN TRADER FRANCS  
FRANCAIS DOMESTIQUE

PARIS

De formation supérieure, il devra avoir une  
bonne connaissance des marchés sectoriels  
publics - emprunts d'Etat - BTAN et produits  
dérivés et être en mesure d'offrir des arbitrages à la clientèle.

Pratique de l'anglais souhaitée.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV et prétentions sous réf. MPW/08.06 à : Caisse Nationale du Crédit Agricole - Direction des Ressources Humaines, 83 bd Pasteur - 75015 Paris.

LA  
FRANÇAISE  
DES  
JEUXContrôleur  
de Gestion

Paris-Nord

Vous justifiez d'une expérience de plusieurs années dans une fonction de Contrôleur de Gestion et/ou d'Auditeur, si possible dans un contexte anglo-saxon. Vous maîtrisez parfaitement votre compétence et votre rigueur dans un cadre où l'autonomie et le champ d'action sont importants.

Rejoignant l'équipe (4 personnes), vous participerez à la définition et à la mise en place des outils de gestion et à la mise en œuvre. Reporting, tableaux de bord, budgets et plans sont vos domaines privilégiés d'intervention.

Agé de 30 ans, vous êtes de formation école de commerce (option gestion/finance).

Vous êtes impérativement dynamique, ouvert, ambitieux et rapidement disponible. Vous souhaitez démontrer votre efficacité par vos réalisations quotidiennes.

Envoyer CV + photo + n° tel. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 bis, rue Spontini, 75116 PARIS sous la référence



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier

SCBF, filiale de ETLIS  
Groupe FRANCE  
TELECOM, spécialisée  
en informatique bancaire  
et financière, se classe  
aujourd'hui au 1<sup>er</sup> rang  
européen avec 1300  
personnes et 649 MF de  
CA en 1991.  
Les professionnels que nous  
développons répondent  
aux besoins spécifiques  
des grandes institutions  
financières : gestion de  
portefeuilles - salle de  
marchés francs - salle de  
marchés options - futures.

A l'écoute  
des grandes  
institutions  
financières.

SCBF  
ET LIS  
GROUPE FRANCE TELECOMCONSULTANTS  
EN MARCHES DE CAPITAUX

Une formation + 4 / Bac + 5 (Ecole de Commerce, d'ingénieurs ou Universitaires), vous êtes débutant ou justifiez une première expérience dans les milieux financiers en service de service informatique.

Interface privilégiée avec les clients, vous parlez leur langage. Vous êtes à l'écoute de leurs besoins et y répondez avec autonomie tout en développant votre sens de l'initiative.

Une formation et un soutien technique performant compléteront votre connaissance générale des principaux concepts et environnements informatiques.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manus. + CV + prêt.) à SCBF - DRH - 16/18, rue du Dôme - 92514 BOULOGNE Cedex.

## CONTROLEUR

Filiat d'un groupe international, nous employons  
en France 3500 personnes et réalisons un C.A. de  
5,5 Milliards sur des marques à forte notoriété.

de

Dans un environnement motivant, vous avez en charge le suivi  
d'une de nos activités en forte expansion. Vous participez à  
la gestion et aux procédures.

## GESTION

Vous êtes 28 ans, diplômé d'une grande école de Commerce,  
vous souhaitez valoriser une première expérience acquise en  
préférence en entreprise. Vous maîtrisez l'anglais et/ou l'allemand.

## junior

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. - photo et  
rémunération souhaitée sous réf. 8074/M à CURRICULUM,  
6 passage Lathuille 75008 PARIS.

De larges  
responsabilités  
administratives  
et comptables

Tout d'abord au Directeur  
Général manager d'une  
équipe de 7 personnes, votre  
champ d'action sera large  
et varié. De l'élaboration du plan  
au suivi budgétaire, de la  
comptabilité analytique aux  
dossiers d'ordre juridique et fiscal, vous serez pleinement  
associé à la gestion du personnel et de l'informatique. Vous  
entendrez, vous serez aussi l'initiateur et le garant des procédures.

35/40 ans, formation DECS ou DESCF, vous serez dans le domaine vous sera précieuse pour mener  
avec efficacité et diplomatie votre future mission. Des qualités  
d'animation et de rigueur vous seront indispensables pour ce  
poste basé dans une ville du Sud Est de France (environ  
30 000 habitants).

Si relever ce challenge motive, merci d'adresser votre  
candidature (CV, lettre manuscrite, prétentions), sous réf. 8074  
à notre agence Média-System, 6 impasse des Deux Cousins,  
75017 Paris, qui transmettra.

Jeune 150



سكرا من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
des

Le Monde • Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992 IX

## Ressources Humaines

### Participez à l'avenir du Monde

Notre Direction du Personnel renforce son s'adjoignant de jeunes professionnels en ressources humaines et recrute un

#### Responsable formation

Dotée d'un budget représentant 3 % de la masse salariale, la formation, enjeu important pour notre groupe (1 000 salariés), est un véritable outil de développement de nos équipes dans un contexte de modernisation rapide des métiers. Elle est prise en charge par le Directeur du Personnel et en étroite collaboration avec le Responsable de la Gestion des Emplois. Nous proposons et mettons en œuvre la politique de formation. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (écoles de commerce, droit, psychologie...) et/ou spécialisé(e) en fonction personnel (IGS, Celsa...). Vous avez une expérience d'environ 5 ans de la fonction. Professionnel(le) de la formation, vous êtes bien entendu une force de proposition, vous savez être à l'écoute de nos équipes et appréciez le travail en équipe.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo), sous référence LM/RF, à Isabelle Mansour, Direction du Personnel du Journal Le Monde, Gestion des Emplois, 1 place Hubert-Beuve-Méry, 94551 Ivry-sur-Seine Cedex.

### Contrôleur de Gestion

## consultant senior

ASCOM.  
Conseil en  
Ressources  
Humaines.  
spécialisé  
depuis  
six ans dans  
l'industrie,  
souhaite  
renforcer  
son équipe  
en intégrant

Agé de 30 ans minimum, vous avez une expérience de trois ans en conseil ou en entreprise, au sein d'une direction. Vous souhaitez développer, selon nos méthodes, votre propre clientèle.

Professionnel reconnu dans votre secteur d'activité, vous avez la capacité d'être pour nous un véritable partenaire, en apportant votre savoir-faire et votre dynamisme.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence PL/LM à ASCOM - 22, rue Jean Jaurès - 78000 VERSAILLES



REUE LES COMPETENCES A L'ENTREPRISE

CREDIT MUTUEL DU CENTRE

### A l'écoute de vos ambitions...

Au sein du Crédit Mutuel 5<sup>ème</sup> banque française,  
Crédit Mutuel du Centre 860 collaborateurs,  
120 points de vente recherche  
Directeur des Ressources Humaines.

DIRECTEUR  
DES RESSOURCES  
HUMAINES

directement au Directeur Général,  
membre du Comité de Direction, chargé  
de la conception et de la mise en œuvre de pratiques  
individuelles et collectives destinées à  
optimiser les Ressources Humaines du groupe.

Vous développerez des relations sociales dynamiques dans un environnement en perpétuelle évolution.

A 35-45 ans, de formation supérieure, vous maîtrisez les pratiques de la gestion des Ressources Humaines. Vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans en tant que Responsable des Ressources Humaines ou comme Adjoint, en préférence dans le secteur bancaire.

Curieux et pragmatique possédant le sens de l'écoute, l'aptitude à animer, favorisant l'initiative et le dialogue, vous avez les qualités nécessaires pour réussir dans ce poste.

Préférence pour l'Orléans.

#### CONTACT

Pour parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à la DRHRS, Confédération du Crédit Mutuel, 100, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

la banque à qui parler

Vous avez une expérience en marketing ou au sein d'une entreprise bien structurée et vous souhaitez cette précieuse expérience. Plus vous avez chuté de vous consacrer aux relations commerciales, et plus vous devez investir. Vous savez identifier les besoins de recrutement par voie d'annonce et par approche directe, concevoir avec des clients un contrat d'insertion en ressources humaines. Vous savez prospecter et développer un réseau et disposez d'un réseau de relations à haut niveau.

### CONSULTANT SENIOR DIRECTEUR DES "CARRIERES MARKETING-VENTE" - PARIS

Notre Cabinet (dix bureaux en France) est structuré en départements baptisés "Carrières" qui correspondent aux grandes familles de cadres. Nous sommes spécialisés, chaque "Carrière" réalise la totalité des prestations du Cabinet au service de nos clients économiques.

Vous promouvez l'image nationale de votre "Carrière" par vos actions personnelles. Vous traitez personnellement les missions, animez le plan technique et commercial une équipe de consultants. Vous êtes responsable du résultat de votre "Carrière" et en êtes le principal responsable commercial.

Michel LE GUILLON,  
réjouit de recevoir votre candidature  
(réf. 5878 LM)



ALEXANDRE TIC  
10, RUE ROYALE - 75001 PARIS



### Chargé de recrutement et de gestion des carrières

■ sein de l'équipe de gestion des carrières, vous avez la responsabilité globale d'opérations de recrutement depuis l'analyse de la situation jusqu'au suivi d'intégration et intervenez dans la gestion des carrières. Vous participez à la mise en place et à la conduite de projets spécifiques (référentiel postes, compétences...) à des actions de communication (salons professionnels, écoles...). ■ d'au moins 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur en ressources humaines. ■ disposez d'une expérience de 8 ans minimum en fonction, acquise de préférence en entreprise. Créatif et autonome, vous investissez dans une équipe polyvalente au sein d'une structure en mutation.

■ Vous êtes à Paris : les entretiens se dérouleront à Paris. CNP, 1er arrondissement de Paris, 35, rue de la Harpe de CA, 14 millions d'adhésés, 2200 personnes.

Ecrire sous réf. 27A 2427 2M à CNP EVEN à : 61000 Evreux - 11 rue Turenne - 31000 Bordeaux.

CNP, UNE CERTAINE IDÉE DE VOTRE AVENIR.



CM INTERNATIONAL

### CONSULTANT JUNIOR ET MANAGERS

EN GESTION PREVISIONNELLE  
DES RESSOURCES HUMAINES.

■ Nous sommes un cabinet de conseil qui opère en gestion prévisionnelle des ressources humaines, et en management stratégique pour des clients privés et publics de tous secteurs.

■ Nous constituons une équipe jeune, à taille humaine.

■ Nous recherchons des collaborateurs à fort potentiel pour poursuivre notre croissance (+30 % par an ces trois dernières années).

■ Vous avez une expérience réussie en gestion des ressources humaines (entreprise ou conseil) ou simplement ce thème vous attire.

■ Vous êtes analytique, rigoureux, vous avez le goût de la pédagogie, le souci de la qualité.

■ Merci de nous faire part de vos projets (lettre, CV et prétentions) à : Ch. ALBARET - CREGE MANAGEMENT Bat. Nungesser 13 Avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

RETROUVEZ LES ANNONCES SUR 36 15 LM



Banque étrangère ■ premier plan implantée à Paris depuis plus de 70 ans ■ spécialisée dans les opérations internationales, recherche un

## Juriste

Rattaché à la Direction des Ressources Humaines, vous assurerez la qualité de juriste unique, la fonction juridique au sein de la banque.

A ce titre vous aurez principalement pour mission :

- d'assister les services de la banque dans les prises de décisions (opérations internationales, crédits documentaires, marchés financiers, ingénierie financière...),
- de participer à la négociation et à la réduction des contrats internationaux,
- de prévenir et gérer les contentieux,
- d'apporter des conseils aux opérationnels (droit des sociétés, assurances, droit du travail...).

Agé d'environ 35 ans, diplômé de la faculté de droit (maîtrise, 3<sup>e</sup> cycle), vous avez acquis une expérience significative (7/8 ans) en qualité de juriste de banque.

Rigoureux et pragmatique, vous possédez des qualités techniques et relationnelles alliées à un fort investissement personnel qui permettront de réussir dans ce poste qui nécessite une bonne pratique de l'anglais et peut impliquer quelques déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + lettre manuscrite + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. TV8733MO.



**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe alimentaire prestigieux recherche son

## Adjoint du Directeur Juridique

Paris

320 KF + voiture

Rattaché au Directeur Juridique - membre du Comité de Direction - vous intervenerez de façon régulière sur les dossiers de droit des affaires du Groupe en matière de droit des contrats, sociétés, la distribution et de distribution française communautaire.

Agé de 28/32 ans, de formation juridique supérieure (3<sup>e</sup> cycle, DICE, diplôme anglo-américain apprécié), vous avez acquis environ cinq ans d'expérience au sein d'un groupe, une préférence alimentaire de distribution, et d'un cabinet important dans le domaine du

droit des affaires : distribution, concurrence, M. A. A. Excellent juriste, faisant preuve de rigueur, précision, de maturité et d'un bon sens des affaires du terrain, vous parlez et écrivez parfaitement anglais et pourriez évoluer au sein d'un groupe performant.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + rémunération actuelle + lettre manuscrite à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini 75116 Paris, sous réf. AG5955MO.



**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe multinational recherche pour une de ses filiales un

## Juriste International

Toulouse

Au sein de la filiale de ce groupe important, rattaché au Président, vous intervenerez sur tous les aspects juridiques intéressant la société : conseil de la Direction sur les opérations projetées, négociation et mise en place des contrats français et internationaux, suivi de la réglementation applicable à l'activité française et internationale, relation avec les cabinets de conseils extérieurs en France et à l'étranger et participation aux relations sociales. Agé de 30/33 ans, diplômé de l'enseignement supérieur français (DEA, DESS, DICE...) et éventuellement

étranger, vous justifiez impérativement de 5 ans d'expérience au sein d'un groupe international dans des fonctions similaires.

Motivé, dynamique, autonome et responsable, vous parlez et écrivez l'anglais, qui sera la langue de travail, et éventuellement l'allemand.

Contactez Antoine Goldschmidt, au (1) 42.89.30.03, ou adressez CV + photo + rém. à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, sous réf. AG7881MO.



**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

## RESPONSABLE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

Lyon - Une importante banque ■ vocation régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan, recherche pour sa succursale lyonnaise le responsable de son service contentieux. Avec une équipe de 5 personnes qu'il dirigera et animera, il aura pour mission l'optimisation du traitement et du suivi des dossiers contentieux. En parallèle, il aura à développer une politique active de prévention, notamment par la sensibilisation et la formation du réseau. Agé d'au moins 28 ans, de formation juridique (maîtrise, DESS, DEA...), vous possédez

une expérience de quelques années acquise, soit dans un service contentieux (banque de préférence), soit dans le service juridique d'une entreprise. Vos qualités personnelles vous permettront d'évoluer au sein d'une structure particulièrement dynamique. La rémunération sera à la hauteur du potentiel recherché. Ecrire à Jean-Charles GERARD, en précisant la référence A/3329M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 Novembre 1918 - 92626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.81.

**PA Consulting Group**

Creating Business Advantage

## JURISTE D'AFFAIRES

Un Groupe de renommée mondiale... une nouvelle dimension ■ votre carrière

Nous vous offrons l'opportunité d'exercer vos talents au sein d'une équipe jeune et performante dont les missions souvent complexes impliquent rigueur, bonne aptitude à la négociation et créativité dans la défense des intérêts du Groupe.

Agé de 28/30 ans, de formation juridique supérieure, vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience minimum de 3 ans en Entreprise ■ cabinet.

Basé en province, ce poste offre de réelles opportunités de carrières au sein d'une Direction Juridique forte.

Contactez Martine FAURE au 40.57.88.50 ou adressez votre dossier à :  
RPC - 28, rue du Docteur Finlay - 75015 PARIS



**Raymond Poulain Consultants**

## LA FINANCE AVEC TALENT !

CDC-GESTION, filiale du groupe Caisse des dépôts spécialisée dans la gestion de portefeuille, recrute un

## JURISTE FISCALISTE

Au sein de notre département des Affaires Juridiques et Fiscales, votre mission intégrera la fiscalité des valeurs mobilières et des produits financiers dans le cadre du développement de nouveaux produits et, au sein d'une équipe, le suivi de la vie sociale de nos OPCVM. (Rédaction des conventions et fiches signalétiques, avec la COB et le RCS, organisation des conseils et assemblées). Après une formation supérieure en droit et une spécialisation fiscale, vous justifiez d'une expérience confirmée dans le domaine financier, en particulier

vous maîtrisez la fiscalité des valeurs mobilières et des produits financiers dérivés et vous avez une bonne connaissance du fonctionnement juridique des OPCVM. La pratique de l'outil micro-informatique est indispensable pour exercer dans ces activités. Si vous souhaitez conjuguer droit, fiscalité et finance dans une structure innovante, veuillez nous adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous la référence AJF 693 à CDC-GESTION Service du Recrutement 25, rue Jean Goujon 75008 PARIS.

**CDC-GESTION**

GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS

## CLIFFORD CHANCE

recherche pour son bureau de PARIS

### UN JURISTE

(2 à 4 ans d'expérience)

pour renforcer son groupe « Computer and Communications »

Le candidat devra posséder une excellente connaissance du droit des obligations et plus généralement du droit commercial et avoir une réelle spécialisation dans les domaines suivants :

- droit de l'informatique
- droit des télécommunications

Doté d'une solide expérience en droit des affaires (doctorat, DESS, DEA), complétée, le cas échéant, par un diplôme d'une grande école de commerce, et muni d'une première expérience réussie dans les domaines susmentionnés, en conseil ou en entreprise, le candidat devra avoir une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une excellente présentation, le sens du contact humain et l'esprit d'équipe sont également exigés.

Prière d'adresser votre lettre de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photographie et rémunération actuelle) à :

**Clifford Chance**  
direction du Personnel  
112, avenue de la Défense  
BP 163 Trocadero  
75770 Paris Cedex 16

5016011



صكنا عن الامارات

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Juristes

### Responsable du Département Juridique et Contentieux

Rattaché au Directeur du Crédit de la Banque, vous aurez à superviser les actions de recouvrement confiées à une équipe de rédacteurs contentieux et à élaborer les différents types d'actes produits par le Service Juridique.

Votre formation universitaire du niveau DEA ou DESS minimum et votre expérience de type d'activités dans le domaine bancaire, 7 à 10 ans. Votre sens de l'organisation et votre goût pour la micro-informatique permettront de procéder à l'intégration d'un logiciel spécifique au Contentieux et à la réorganisation des tâches de ce secteur.

En outre, la maîtrise de l'anglais serait appréciée.

Le poste est pourvoir à Paris-La Défense.

Merci de vouloir bien parvenir votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), à Citibank, Secrétariat Général, 92051 Paris-La Défense Cedex 65.

**CITIBANK**

### Fiscaliste

Avec 250 collaborateurs en France et une très forte implantation régionale, EDS-GFI est filiale d'EDS, première société mondiale de services fondée sur les technologies de l'information (plus de 70 000 personnes réparties dans 30 pays ; CA 1991 : 7,1 milliards de \$).

Vous avez valorisé votre formation de juriste (maîtrise de droit : DEA de fiscalité ou droit des affaires), en tant que fiscaliste au sein d'un cabinet international durant 2 à 3 ans. Vous rejoindrez, c'est évident, une nouvelle équipe de votre niveau en des responsabilités importantes au sein du Département Fiscal d'EDS-GFI France. Membre expert, votre rôle pourra être amené également à exercer le terme des compétences auprès de filiales étrangères de notre groupe. Ce sera l'opportunité de valoriser votre potentiel pour élargir vos responsabilités.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable ; la maîtrise d'une langue européenne (italien ou espagnol) est appréciée.

Merci d'adresser votre candidature, à la réf. ADM/02 à Brigitte Eglen, EDS-GFI, Département Recrutement, Le Guillaumet, Cedex 70, 92051 Paris-La Défense.

**EDS GFI**

La Compagnie BTP, important groupe financier et bancaire (800 personnes, 10 milliards d'engagements et 2 milliards de fonds propres), occupe une position leader dans le financement des investissements des entreprises du BTP et maîtrise d'ouvrages de la profession et recherche pour renforcer son département contentieux un

### JURISTE DE BANQUE CONFIRME

- Au sein d'une équipe dynamique et performante, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille de dossiers contentieux complexes, mettant en œuvre vos compétences en matière de Droit et Responsabilité Bancaire, Droit de la faillite, Droit des marchés. Vous serez en relation fréquente avec les représentants du monde judiciaire, avocats, etc....

Votre rôle de conseil fera de vous l'interlocuteur privilégié des Directions de l'Exploitation et Réseau de la Compagnie.

- DESS Droit des Affaires, vous possédez une expérience de juriste confirmé d'au moins 7 ans, acquise dans une banque, un établissement financier, ou au sein d'un cabinet d'avocats.

- Vous alliez rigueur, efficacité, votre dynamisme et votre esprit de décision ne sont plus à démontrer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Marie-Hélène LAGADOU - Compagnie BTP - 10 Avenue François Arago, 92017 Nanterre Cx

**COMPAGNIE BTP**

## Le Monde des Cadres

Le Monde • Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992 • XI

### VIA TRANSPORT, UNE DIVISION DU GROUPE VIA GTI

Avec 18.000 personnes, 7500 véhicules, 2 métros, 1 tramway... **VIA TRANSPORT** est la première entreprise privée française de transports publics de voyageurs. Nous agissons en partenariat étroit avec les collectivités publiques (municipalités, départements, régions...). Nous recherchons pour notre Bureau d'études un

### DIRECTEUR D'ETUDES

Animateur d'une équipe pluridisciplinaire, il pilotera et réalisera des études (de faisabilité ou opérationnelles) intégrant des paramètres qualitatifs et quantitatifs (économiques, techniques, démographiques, sociologiques...) et les présentera à des interlocuteurs de haut niveau.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une Grande Ecole ou universitaire, ayant au moins 5 ans d'expérience dans le domaine des transports de voyageurs et témoignant d'excellentes qualités d'analyse, de synthèse, d'ouverture d'esprit alliées au dynamisme et de bonnes aptitudes relationnelles.

Larges perspectives d'évolution vers des postes opérationnels.

Poste à PARIS.

Merci d'adresser lettre, CV et photo à réf. 27A 2422 2M à notre conseil : ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris.

**VIA G.T.I.**

NOTRE POUVOIR DE FAIRE EST NOTRE LIBERTÉ.

**36 15  
LM**

Déposez votre CV sur 3615 LM pour découvrir des annonces qui correspondent à votre profil.

### CONSEILS EN CARRIÈRE

### Dirigeants prêts à changer ?

**POURQUOI ATTENDRE SEPTEMBRE ?** Vous interrogez sur une orientation professionnelle, vous cherchez à tirer le meilleur de votre potentiel : la période d'été est particulièrement bien adaptée pour une réflexion stratégique.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider très concrètement. Depuis 18 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 6000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

Et de plus en plus souvent, les entreprises prennent charge les prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

**Forgeot, Weeks**

CONSEILS PERSONNELS EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00  
Genève : 9, route de Jussy, 1227. Tél. 022.342.52.49  
Bureau associé : Londres

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 1 5 L M



BERNARD KRIEF CONSULTING GROUP  
recherche1 Directeur de Projet  
2 Consultants Seniors

Expérimentés dans le conseil dans les domaines suivants :

- Audit de fonctionnement
- Réaménagements structurels
- Restructuration stratégique
- Marketing international
- Audit financier
- Privatisation

Il faut : • pouvoir travailler en anglais • en français (la connaissance d'autres langues, notamment le russe, est un atout) • expérience réussie dans un cabinet de conseil de renom international, grâce à des travaux conduits pour de grands groupes multinationaux.

Il est offert : la possibilité de s'épanouir dans l'approche créative des problèmes telle qu'elle est pratiquée chez Bernard Krief Consulting Group ; des déplacements couvrant différents pays intéressants (Europe, Afrique, Russie) ; de réelles possibilités d'autonomie et de développement personnel (N.B. : la prochaine mission concerne la Russie).

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. ■ 28 K/LM, à Bernard Krief Consulting Group, 115 rue du Bac, 75013 Paris. Fax : 42.84.10.72.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT

WASHINGTON MOSCOW BRUSSELS PARIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

## PHOSPHORE

recherche son

## JOURNALISTE H/F

Phosphore est le magazine leader des lycéens avec une diffusion qui dépasse les 100 000 exemplaires.

Son équipe à Paris et vous propose un poste de REDACTEUR EDUCATION.

Cette rubrique (7 à 8 pages) vous permettra de traiter des dossiers aussi divers que "comment choisir son lycée ?" - "les secrets de la mémoire" - "la préparation du Bac", etc.

A 10 ans environ, 4 ans d'expérience journalistique minimum ont confirmé vos capacités rédactionnelles et créatives.

Vous êtes réellement motivé par les questions d'éducation et vous aimez le dialogue avec notre public 15/18 ans.

Merci d'adresser votre lettre de candidature CV + prétentions sous référence MCM/11/M à BAYARD PRESSE, Direction des Ressources Humaines, 3 rue Bayard, 75008 Paris.

5<sup>ème</sup> presse française  
1 700 personnes - 1,5 milliard de CA  
62 publications en France et à l'étranger.

BAYARD PRESSE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans notre secteur d'activité. Notre filiale française (CA : 1 milliard) compte tenu de son développement du lancement de nouveaux produits, recherche des équipes marketing et recherche un :

## CHEF DE PRODUITS

Bureautique - Copieurs

En étroite collaboration avec le Directeur du Marketing, vous serez pour mission de proposer et de mettre en œuvre les plans marketing et les stratégies de développement des produits qui seront confiés. Dans le cadre de nos objectifs commerciaux, le lancement de nouveaux produits, la création de nouveaux produits à la vente, la mise en place et la conduite d'actions promotionnelles seront bien sûr de votre ressort.

Très impliqué dans le cycle de vie de "vos" produits, vous porterez une attention toute particulière à l'analyse de "votre" parc (commandes, tarifications, propositions). En liaison permanente avec notre force de vente, vous serez disponible pour de fréquents déplacements (Paris - Province).

Ce poste sera confié à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (DESS Marketing - ESC, option Marketing), parfaitement bilingue Anglais, souhaitant valoriser sa première expérience professionnelle (1 à 3/4 ans environ). Avoir acquis cette expérience dans le "monde du copieur" serait un précieux atout.

Si vous pensez avoir le profil de la personne recherchée, merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. ■ 001 LM à :



J.P. Parichon

38 rue de Labonne - 75008 Paris

CENTRE DE FORMATION  
ET DE PERFECTIONNEMENT  
DES JOURNALISTESOrganisme mutualisateur  
de la Presse

recherche

## Assistant de formation

chargé, sur le plan national, des relations  
avec les entreprises des secteurs  
de la presse et de l'édition

Conseil, mise en place de contrats de travail et élaboration de plans de formation destinés aux jeunes de moins de 26 ans, recrutés dans le cadre des contrats de formation en alternance.

Adresser CV + lettre manuscrite + prétentions

CFPJ

Madame Chouraqui  
33, rue du Louvre,  
75002 PARIS

## TEC HABITAT

PARIS

## Adjoint au Directeur Général

Société de Conseil et d'Assistance Technique aux Maîtres d'Ouvrages et Maîtres d'Immobiliers, Ingénieurs, 11 implantations régionales. Nos interventions portent sur la modernisation et la gestion des équipements techniques liés au logement, la conduite d'opération, la gestion de l'entretien immobilier.

Nous développons l'innovation et la performance économique.

Ce poste d'Adjoint, particulièrement large, s'exerce sur des 3 principaux axes : Animation, Gestion, Production. L'Animation sur l'ensemble de notre réseau, avec une réelle implication dans notre stratégie générale, dans la gestion des ressources humaines et la gestion des ressources financières. La Gestion dans ses aspects budgétaires de budgets et statistiques, dans une approche d'harmonisation des méthodes et procédures. La Production avec des interventions ponctuelles mais nécessaires pour une crédibilité hiérarchique.

Ce poste implique une formation supérieure de commerce ou de gestion complétée par une expérience de la fonction acquise en milieu HLM, collectivités locales... ou encore dans une Société de Conseil Technique.

Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la réf. ■ 3485.

12, rue Emile 75116 PARIS  
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

## PRIMABAIL

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

Dans le cadre de son nouveau développement, une petite société financière au statut de sicomi recherche

## UN CHARGÉ D'AFFAIRES SENIOR

Rattaché directement au directeur général, il sera responsable du développement commercial, du montage juridique et financier des opérations de crédit-bail immobilier.

Agé de 30 à 40 ans environ, il possèdera une expérience confirmée en matière de crédit-bail immobilier.

Excellent négociateur, il sera en mesure d'analyser les risques financiers et immobiliers de chaque opération proposée au comité d'engagements.

Envoyer c.v. + lettre manuscrite sous n° 8518 à  
Monde Publicité  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75017 Paris Cedex 15.

## LOGIC CONSULTANT

Spécialistes des problèmes de la gestion des flux, de l'entreposage et du transport (organisation, équipements bâtiments, système d'information), nous sommes filiale de deux grands groupes implantés dans le monde entier.

Nous recherchons, pour rejoindre nos équipes, des

Consultants  
en Logistique

Les candidats devront avoir une expérience réussie de plusieurs années de Conseil ou d'Audit et/ou avoir assuré des responsabilités opérationnelles dans le domaine de la Logistique.

De formation supérieure, ils auront une grande autonomie, d'excellentes qualités relationnelles, une approche méthodique des problèmes, un sens commercial et/ou une aptitude au management d'équipe.

Ils s'impliqueront sur des projets ambitieux nationaux et internationaux, hommes des challenges réussis, ils pourront prendre rapidement des responsabilités importantes dans notre organisation.

Merci d'adresser votre lettre, CV et rémunération à : Norbert LOGIC LINE CONSULTANT - 13, rue de la République - 75011 Paris

Groupe Financier de taille humaine,  
1<sup>re</sup> Banque Populaire française, 3700 collaborateurs,  
afin de renforcer la Direction de l'Organisation  
et du Développement, nous recherchons un

## Organisateur

Vous prendrez en charge les missions d'organisation pour le Groupe.

Vous serez responsable de la mise en place des actions préconisées et de leur suivi.

De formation supérieure (Grande Ecole ou Université),

vous avez acquis une expérience d'au moins 2 à 3 ans dans le domaine du conseil en organisation, au sein d'un cabinet ou d'une entreprise.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée) sous référence ■■■■ Service Recrutement de ■■■■ - 18, quai de la Rapée - 75012 PARIS.



La passion du client

1506-1000



5015

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Cadres

Le Monde • Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992 XIII

### Réveillez la mémoire des rues

Itinéraire recommandé pour  
un(e) passionné(e) d'Histoire et de la Ville

Leader de notre activité, développons un concept original de service des villes : raconter l'histoire des rues. Pour concrétiser ce projet, un nouveau type de mobilier urbain va faire ressurgir l'histoire oubliée ou tout comme des rues traditionnelles de la ville.

Cette idée, partagée avec des historiens et des élus locaux, nécessite l'intervention d'un animateur qui en assurera la coordination culturelle.

Vous rassembler talents et énergies, organiserez-vous cette opération historique d'une ville à l'autre.

Enrichissez l'appui de notre réseau relationnel, vous serez en l'interface avec des spécialistes du design et du marketing de rue qui s'entendent pour ce projet.

Pour mieux faire battre le cœur de la rue au travers de ce rappel historique, vous apporterez une grande exigence de qualité, un dynamisme et un sens de la coordination de projets. Mais ce sont avant tout votre aisance relationnelle, votre sens de l'impact personnel qui feront la réussite de ce projet.

Bien sûr, vous avez un niveau de formation supérieure (diplôme d'Histoire, Ecole de Louvain...) et votre expérience dans une grande institution publique (Monuments Historiques, Patrimoine...) vous en rendent compte.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence D 210 à EUROMESSAGES, BP 80, 92106 BULLEUX CEDEX.

### Un grand projet pour deux gestionnaires de "valeurs" qui ont la santé !



Le Groupe Hospitalier St-Vincent, centre congréganiste participant au service public, comprend 400 lits, une école d'infirmières et d'aides-soignantes, répartis sur 4 sites médicaux. Il emploie environ 600 personnes. La mise en œuvre d'un vaste projet d'entreprise, à la fois global et cohérent, conduit le nouveau Directeur Général du groupe à rechercher deux cadres de gestion au bon niveau, membres du Comité de Direction.

#### DIRECTEUR DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Réf : M 214502 B

Il sera chargé pour l'ensemble du groupe, de concevoir et développer les outils de gestion les plus appropriés, réaliser les études économiques, les procédures, les logiciels, les PMSI, etc...

A 30 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat doit posséder une expérience significative dans une activité économique. La connaissance du milieu hospitalier est fortement souhaitée.

#### DIRECTEUR ADJOINT RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT

Réf : M 214502 C

Celui-ci devra diriger une grande structure la conduite d'un site d'envergure (140 lits, 200 personnes, 60 MF de budget), dans l'esprit du projet d'entreprise.

Ce poste s'adresse à un généraliste de la fonction hospitalière, ayant acquis une bonne expérience de management d'équipes pluridisciplinaires.

Ces deux postes, situés à STRASBOURG, requièrent des aptitudes particulières en matière de principes de qualité, ainsi qu'une capacité à travailler en équipe. Merci d'adresser votre candidature, CV complet, photo et rémunération souhaitée, sous la référence D 210 à Egor Biomedical.

EGOR BIOMEDICAL  
8, rue de la République - 67000 STRASBOURG

EGOR

PARIS AX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

L'INDUSTRIE BIOMÉDICALE AVANCÉE

CIS bio International



CIS BIO INTERNATIONAL, l'un des leaders mondiaux français dans le domaine des technologies biomédicales, reconnu pour ses produits de haute qualité et sa fiabilité. Tournée vers la recherche et l'innovation, CIS BIO poursuit son développement.

### Chef de région filiales

Le Chef d'Orchestre de  
nos filiales européennes,  
ce sera vous

Implantation internationale. La qualité de nos produits et de nos hommes nous permettent de réaliser 55% de notre CA à l'export.

Rattaché à un Directeur de Région Export, vous serez en l'interface entre la filiale mère, basée à Suresnes (91), et les filiales européennes.

La mission complète que nous vous confions vous permettra d'affirmer vos compétences sur le plan commercial, marketing, organisationnel, financier et administratif.

Vous enrichirez la cohésion entre les filiales et le Groupe en favorisant échanges et synergies. Vous stimulerez l'action commerciale, analyseriez leur développement et les rectifieriez si nécessaire.

A 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur scientifique ou technique (diplôme d'ingénieur, de pharmacien ou équivalent), vous devez avoir de solides compétences en gestion et une expérience internationale acquise dans le suivi de filiales. La maîtrise de l'anglais est indispensable, l'allemand un atout apprécié.

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions, sous référence D 210 à CIS BIO INTERNATIONAL, SORH, BP 100, 91100 Gif-sur-Yvette Cedex.

### DEVELOPPER LA COMPÉTENCE DES HOMMES

Responsable Formation

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppee, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 10 milliards de francs, 31 000 personnes et 100 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

Se filiales CIMENTES LAFARGE (4,7 milliards de francs CA, 2 100 personnes), porte un intérêt particulier à l'évolution de ses ressources.

Rattaché au Directeur du Développement Social, vous êtes chargé de préparer et d'animer le développement de nos actions de formation technique, avec les équipes du siège et les animateurs formation des filiales. Vous mettez en place les outils de suivi qualité. Vous concevez et animez des actions de formation en usine ou au siège.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ES, DESS gestion du personnel ou équivalent), vous devez avoir acquis au cours de 3 à 5 ans d'expérience un véritable professionnalisme dans la fonction Formation de préférence en entreprise. Vous maîtrisez l'outil de gestion informatique et pratiquez la langue anglaise.

La taille du Groupe, la diversité de ses métiers ouvrant à un développement de nouvelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence CSF/92, à Muriel Simonneau, Responsable Recrutement, Cimentes Lafarge, BP 302, 63000 Clermont-Ferrand Cedex.

LAFARGE  
COPPEE

leader mondial des matériaux de construction

900 000 stagiaires,

taux permanents, 800 élèves

formation en alternance

spécialisés

Aujourd'hui, pour superviser

800 élèves

(formations BTS, Bac+4),

nous recherchons

### Directeur des Etudes

réf. 81002

Diplômé d'une grande école ou 3<sup>e</sup> cycle, vous bénéficiez d'une expérience de la formation continue et de l'enseignement et connaissez l'entreprise.

Vos dernières fonctions ont permis d'assurer la responsabilité d'une Direction. Vous interviendrez notamment dans la conception des programmes, le recrutement, la gestion et le contrôle. Vous aurez également de fréquents contacts avec les pouvoirs publics.

### Professeurs Consultants

réf. 81003

Commerce

Gestion Comptabilité

Informatique

Bureautique

Diplômé 3<sup>e</sup> cycle ou grande école, vous avez une solide expérience pédagogique et possédez une bonne connaissance de l'entreprise.

Vous assurerez l'enseignement et l'encadrement des stagiaires. En contact permanent avec les chefs d'entreprise, vous développerez votre sens des relations humaines.

Vous êtes basé à Paris et région parisienne.

Pour rejoindre une équipe dynamique au sein d'un groupe de formation en plein développement, adressez votre candidature en précisant la référence choisie MEDIA PA - 50/54 rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT ce qui transmettra.

STRATÉGIE & COMPAGNIE

Le Groupe STRATÉGIE & COMPAGNIE est spécialisée depuis plusieurs années dans la communication interne.

Nous intervenons auprès des grandes moyennes entreprises selon 3 grands axes : l'évaluation, la formation, le conseil et l'accompagnement de projets.

### CONSULTANTS & CONFIRMÉS

A 30 ans environ, le conseil dans le cadre de la communication interne n'a plus de secret pour vous. Aujourd'hui, vous êtes l'envergure d'un véritable chef de projet et vous avez acquis au cours de votre expérience une méthodologie qui s'appuie sur une spécialisation, que ce soit dans la conception de l'animation de la formation ou dans la direction d'études qualitatives ou quantitatives.

Une excellente culture générale, un charisme et un esprit d'analyse éprouvés vous permettront de piloter des chantiers diversifiés.

Pour en savoir plus sur toute confidentialité et pour nous rejoindre rapidement, contactez ALLO-CARRIÈRES au (1) 49 09 09 49 en précisant la réf. A.609 le lundi au vendredi de 9h à 17h.

ALLO CARRIÈRES

### ADMINISTRATEUR ADMINISTRATRICE

Demandé pour une fondation culturelle basée dans l'Aude.

Cette fondation aspire à attirer, aux niveaux local et international, des artistes et des étudiants pour des cours, avec une attention en particulier aux femmes et aux minorités raciales et sexuelles.

Votre rôle, travaillant dans une petite équipe très compétente, serait :

- Coordination journalière du bureau, personnel et étudiants.
- Coopération avec autorités et organisations locales, régionales et internationales.
- Organisation et application des structures budgétaires.

Envoyez votre candidature, CV et photo à : M. DERER, 11100 AZAZEL BP 201 - 11005 CARCASSONNE CEDEX

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 0 1 5 L M



## Collectivités territoriales

## VILLE DE BÉZIERS

73 000 habitants

Entre mer et montagne en Languedoc  
TGV - Autoroute A 9 - lignes aériennes  
recherche

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Conditions statutaires des Villes de 40 000 à 80 000 habitants,  
il pourvoir au 1-09-92.Adresser lettre manuscrite + CV + photo  
à M. le Maire de Béziers, Hôtel de Ville  
34321 BÉZIERS CedexLA DIRECTION RÉGIONALE  
DE L'ÉQUIPEMENT D'ÎLE-DE-FRANCErecrute par contrat, pour sa Division  
de l'Urbanisme et du Schéma directeurUN SPÉCIALISTE  
DE LA CARTOGRAPHIE

- Formation de préférence architecte urbaniste,
- Pratique de la CAO, DAO,
- Sens de l'organisation et de l'encadrement,
- Bonne culture informatique.

Adresser candidature, et CV à  
M. le Directeur général de la Mission SDAU  
21, 23, rue Ménil - 75015 PARIS

## VAL-DE-MARNE

## le Conseil général

Recrute par contrat de mission ou  
pour sa Direction des Bâtiments DépartementauxUN INGENIEUR EN CHEF DE 1<sup>re</sup> CATÉGORIEou un ingénieur en Chef satisfaisant aux conditions d'avancement à la première catégorie  
pour exercer les fonctions de Chef du Service d'Études et de Conception d'Architecture- 50 Agents  
- Budget 200 000 000 francs

- Mettre en œuvre l'élaboration de la politique globale de l'urbanisme et de l'habitat du département (400 équipements différents, 11 000 000 m<sup>2</sup> de planchers).
- Assurer la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations départementales de constructions et de rénovations.

## PROFIL :

- Expérience des Collectivités Territoriales en matière de :  
- missions de coordination et d'organisation  
- procédures administratives, budgétaires et comptables
- Références significatives en matière d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.

Envoyer une lettre motivée accompagnée d'un Curriculum Vitae à :

Monsieur le Président du Conseil Général du Département du Val-de-Marne  
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL  
1<sup>er</sup> Bureau - Recrutement - Avenue du Général de Gaulle - 94011 CRÉTIL CEDEX  
Tél. : 43 98 94 15

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la Direction des Bâtiments Départementaux au 43 98 91 01

## VAL-DE-MARNE

## le Conseil général

## RECRUTE

pour sa Direction de la Circulation et des Équipements Routiers

## UN INGENIEUR CHARGÉ D'ÉTUDES

## MISSIONS :

- Études et faisabilité de réseaux d'autobus.
- Études liées de trafic et de conception de schémas de voirie.
- Études de desserte des villes.
- Modification en matière de déplacements.
- Analyses concernant la qualité de service des moyens de transports collectifs.

## PROFIL :

- Ingénieur Civil ou Ingénieur disposant d'une réelle expérience en matière de circulation (minimum 5 ans) tant en matière de véhicules particuliers que de poids lourds.

Pour tous renseignements, contacter la Direction de la Circulation  
et des Équipements Routiers (Tél. 46 87 22 10)

Envoyer lettre de candidature accompagnée d'un Curriculum Vitae à :

Monsieur le Président du Conseil Général  
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE  
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL  
1<sup>er</sup> Bureau - Recrutement - Avenue du Général de Gaulle  
94011 CRÉTIL CEDEXLA VILLE DE RENNES  
RECRUTE

## un(e) journaliste

Placé sous l'autorité du Directeur de l'Information, le candidat retenu aura pour mission essentielle de seconder le Rédacteur en Chef du magazine municipal "Le Rennais" (enquêtes, secrétariat de rédaction, rédaction).

"Le Rennais" : mensuel, 48 pages, 105 000 exemplaires, distribution boîtes aux lettres.

Profil : journaliste confirmé (25-35 ans) ayant déjà une expérience de la presse de proximité, quotidienne ou mensuelle.

Qualités requises : capacité de synthèse, maîtrise plume, curiosité.

Adresser lettre de candidature, accompagnée de (2 feuillets maximum), photographie et présentations à :

Ville de Rennes  
Direction du Personnel - BP 26 A  
35031 RENNES CEDEX  
Avant le 20 juillet 1992

AMIENS

## VILLE D'ART ET D'HISTOIRE

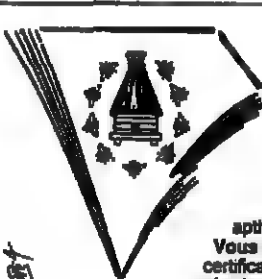
Capitale de la Région Picardie  
136 000 habitants - 1 heure de Paris

Organise les 24 septembre, 5 et 6 octobre 1992

Un concours de recrutement  
D'UN ANIMATEUR DU PATRIMOINE

Les candidats doivent détenir l'un des diplômes suivants :

- Diplôme de l'École d'aptitude aux fonctions de Conservateur de Musées délivré par l'École du Patrimoine.
- Licence d'Histoire de l'Art.
- Licence d'Histoire.
- Licence d'Urbanisme.
- Diplôme de l'École des Chartes.
- Diplôme supérieur de l'École du Louvre.
- Diplôme délivré par l'Université pédagogique d'Architecture.

Retrait des dossiers avant le 15 juillet 1992  
au Service Ressources Humaines - Mairie d'Amiens  
entre 8 h et 18 h.Pour tous renseignements,  
s'adresser au 22 97 67 ou au 22 97 41 70.La Ville d'Amiens  
(Val-de-Marne) 136 000 habitants  
recrute pour son Service Urbanisme

## un rédacteur

Il a BAC minimum, vous possédez  
une expérience juridique et des  
aptitudes informatiques.Vous aurez pour missions : - les renseignements et  
certificats d'urbanisme, - le contentieux, - l'information  
auprès du public.

Salaire annuel brut de début : 83 KF.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Monsieur le Maire - Hôtel de Ville  
B.P. 24 - 94701 CRÉTIL CEDEX.Grande ville universitaire  
de l'Est de la FranceCHARGE  
DE MISSIONAu sein du Cabinet, en concertation avec le Maire,  
vous prenez en charge l'étude et le suivi des grands  
projets économiques régionaux et internationaux.Dans ce contexte, vous êtes l'interlocuteur privilégié  
des collectivités économiques et politiques locales.Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, vous  
êtes un généraliste de haut niveau rompu au  
fonctionnement d'une administration centrale ou  
locale.Votre connaissance du monde politique et de ses  
enjeux fait de vous un homme de dialogue et de  
concertation.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature, CV complet,  
photo et rémunération actuelle sous référence  
M. le Maire à :EGOR REGION EST  
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR

VILLE DE TRELAZE  
19 500 H - 40 km d'Angers  
Recrute son

## Directeur du développement culturel (E/F)

Chargé de définir et mettre en œuvre la politique culturelle municipale dans le  
cadre de son Développement social urbain.

Compétences : conception et initiation de projets - constitution d'un partenariat.

Compétences : arts plastiques, musique, art urbain.

Statut : contractuel

Rémunération : 175 KF annuel

Poste à pourvoir : au 1<sup>er</sup> octobre 1992

Candidature à adresser à :

Monsieur le Maire - Hôtel de Ville  
place Olivier-Toussaint, 49000 TRELAZE  
Renseignements : 41-33-74-75.OFFICE PUBLIC D'HLM  
DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE  
DE BORDEAUX

13 000 logements

RECRUTE SON

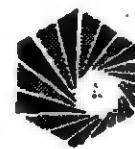
## DIRECTEUR FINANCIER

Il est au directeur général, il aura pour missions :

- l'élaboration et la mise en œuvre de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique ;
- l'optimisation de la trésorerie et des ressources de l'Office ;
- la gestion et le suivi des flux financiers de financement ;
- la gestion de la dette ;
- la préparation de la transformation de l'Office en OPAC.

De niveau Bac + 5, le candidat aura une réelle connaissance de la comptabilité publique et de la comptabilité privée.

Il doit adresser sa candidature, CV et photo à :

l'OPHLM et la CUB, Direction des Ressources Humaines  
94, avenue de l'Europe - 33000 BORDEAUX  
33028 BORDEAUX CEDEX.La Chambre de Commerce et d'Industrie de  
Saint-Dizier de la Haute-Marne recherche  
actuellement sonDirecteur  
du Développement Economique

AMENAGEMENT - EQUIPEMENT - ACTIONS COLLECTIVES

Le Comité de Direction, il aura pour principales missions -  
avec l'aide d'une équipe de collaborateurs - de concevoir, de mettre  
en œuvre et de faire aboutir, en partenariat avec les entreprises,  
les élus, collectivités, organismes locaux, les projets favorisant le développement économique :

- Equipements - Aménagement du territoire : infrastructures, communication, d'accueil, urbanisme commercial, logement, développement rural...
- Maîtrise d'ouvrage et gestion des zones d'activité
- Animation d'actions collectives des entreprises : plasturgie, micro-chirurgie, diversification, sous-traitance, création d'entreprises, fonds d'investissement local
- Recherche et accompagnement de "porteurs de projets".

De formation Bac + 4 minimum (ingénieur souhaité), il aura de solides connaissances en droit et en gestion, une rigueur, une disponibilité et des qualités relationnelles affirmées.

Animateur de son équipe, il saura travailler en partenariat, avec un souci marqué du développement économique local et de l'intérêt collectif.

Pour recevoir un dossier d'information sur le poste, adressez lettre de motivation, CV et présentations, sous réf. 2250 à

77777

Cabinet Claude Blique  
BP 3109 - 54013 Nancy

Groupe Michel Jouhannaud Conseils

مكتبة النهر



سكنى على اليمين

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
de

Le Monde ■ Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992 XV

## L'Informatique

### Une expertise informatique ouverte sur une diversité de métiers.

Notre Direction de la Production propose de rejoindre son Département Informatique, situé à Saint-Denis (93).

Dans un premier temps, vous serez intégré à une équipe chargée de fournir des outils aux développeurs d'applications. Intéressé à la fois par le système et les applications, vous aurez le sens du service, une grande rigueur, mais aussi de la créativité et le goût des relations humaines.

Après cette première expérience en informatique, vous pourrez poursuivre une carrière EDF - GDF en choisissant l'un des nombreux métiers offerts par nos entreprises.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation) sous réf. M/3006 Marie-France Brun, EDF, Département Informatique, rue Ampère, BP 197, Saint-Denis Cedex 1.

JEUNE INGENIEUR

GRANDE ECOLE

OU UNIVERSITE

DEBUTANT OU

PREMIERE EXPERIENCE

EDF  
Electricité  
de France

### COMPUTER ASSOCIATES PROGICIELS APPLICATIFS

Dans le cadre de son très fort développement, notre Division Progiciels Applicatifs recherche, pour ses équipes, des personnes compétentes en :

- G.P.A.O. : Gestion de Production, Logistique, Distribution (CA-PRMS/CA-CAS)
- Comptabilité/Finance (CA-MASTERPIECE)
- Gestion de la Paie et des Ressources Humaines (CA-RH)

Sur IBM, THERMO SYSTEMES, AS400, DIGITAL VAX ET UNIVAC

### INGENIEURS CONSULTANTS EXPERIMENTES (Réf. 59.6064/LM)

Chargés du conseil avant-vente, de la formation et/ou de la mise en œuvre de nos solutions applicatives.

Profil : 28/38 Formation Ingénieur Ecole de Gestion Expérience acquise chez un Editeur de logiciels, sein d'un Cabinet Conseil ou comme Chef de Projet chez un utilisateur.

### INGENIEURS COMMERCIAUX EXPERIMENTES (Réf. 59.6071/LM)

En charge de la prospection ainsi que de la commercialisation de l'ensemble de notre offre applicative.

Profil : 28/38 Formation supérieure Solide expérience de l'approche "grands comptes" milieu informatique Connaissances applicatives souhaitées.

Niveau d'Anglais souhaité. Postes basés à notre siège de NANTERRE. Déplacements ponctuels en Province.

Merci d'adresser CV, photo, lettre précisant votre rémunération actuelle et votre choix à Conseil MERCURI URVAL, 14 bis Daru, 75378 Paris Cedex 08.

Mercuri Urval



### L'Informatique au service de l'Information

L'AGENCE FRANCE PRESSE, avec plus de 160 ans d'existence, est l'une des premières agences mondiales d'information. Implantée sur les cinq continents, avec une diffusion de l'actualité 24h et 365 jours par an, grâce à des moyens de communication essentiels, elle est à la pointe de la technologie et recherche pour son Service Etudes et Développement un

### Ingénieur Développement Logiciel Spécialiste MACINTOSH

En rejoignant un Service d'AVANT GARDE dans le traitement et la distribution d'images, vous renforcerez une équipe performante tant au niveau hard que soft : nous sommes à l'Agence à avoir conçu une chaîne complète de transmission numérique et de diffusion par satellite.

Intégré dans un environnement de haut niveau, vous serez chargé de développer, entre autres, des logiciels liés à l'interface entre le monde PC et le monde MAC.

Diplômé d'une Ecole Ingénieur, vous avez acquis une première expérience d'environ 3 ans. Une parfaite connaissance du MAC, une familiarisation avec les protocoles de communication, le langage C, et éventuellement UNIX vous permettront de vous épanouir pleinement dans le poste proposé. L'anglais est indispensable.

Poste basé à Paris.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) à notre Conseil sous la référence 632/LM.

CONSULTANTS SA  
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS



Riche de ses 100 collaborateurs, experts du Conseil en Management, Organisation et Systèmes d'Information, ACP Consulting accompagne les entreprises dans leur développement.

### Consultants

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous référence 3006/CSI, à notre Conseil : ELECTIQUE, Martine Basse, 36 rue Etienne Marcel, 75002 Paris.

Diplômés d'une grande école, avec 5 ans d'expérience du conseil en organisation et systèmes d'information, vous possédez une culture banque assurance et vous avez déjà prouvé vos talents d'organisateur.

Accueillis au sein d'une structure souple, nous vous proposons de valoriser vos compétences auprès de clients prestigieux. Vous participerez seul ou en collaboration à la stratégie, d'organisation, conception de systèmes d'information et maîtrise d'ouvrage.

Centre Européen de Recherche et de Développement Clinique d'un des plus importants groupes pharmaceutiques mondiaux, Wyeth Ayerst Research, c'est aujourd'hui 200 personnes avec une volonté commune : être leader dans la recherche.

Dans cette optique, nous recherchons :

### RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT SAS H/F

Vous prendrez en charge l'organisation du développement en Europe, en collaboration avec le Responsable du département informatique Europe.

Au sein d'une équipe jeune et enthousiaste, vous travaillerez à la création d'un groupe de développeurs de haut niveau à dimension Européenne.

A 5 ans environ, vous possédez un esprit d'analyse de synthèse aiguisé. De formation scientifique diversifiée et de haut niveau, vous avez une grande expertise du système SAS, lequel vous a déjà développé des projets d'envergure.

De fréquents déplacements en Europe, indissociables de cette fonction, conviennent à votre personnalité très ouverte et dynamique.

L'anglais est indispensable. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à WYETH AYERST RESEARCH, Service du Personnel, rue Clisson, 75646 Paris Cedex 13.

WYETH  
AYERST  
RESEARCH



### Directeur du Développement Economique

Le Directeur du Développement Economique est chargé de la mise en œuvre de la politique économique de la Région. Il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes de développement économique. Il est également responsable de la gestion des relations avec les entreprises et les institutions. Il est enfin responsable de la mise en œuvre des actions de développement économique.

### SENIOR CONSULTANTS / MANAGERS

INGENIERIE

DE SYSTEMES

D'INFORMATION

BOSSARD  
SYSTEMES

Réaliser des missions de conseil et des schémas directeurs, l'architecte de systèmes complexes, concevoir des solutions informatiques, mettre en œuvre et piloter de grands projets : telle est la vocation de BOSSARD SYSTEMES, filiale du Groupe BOSSARD, 1000 personnes, un des premiers groupes de conseil en France.

Pour renforcer nos équipes de Consultants, nous recherchons des INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous possédez 4 à 6 ans d'expérience professionnelle (en grande entreprise ou dans un cabinet de conseil) dans l'analyse de systèmes d'information, la conception de solutions fonctionnelles et d'architectures techniques, le management de grands projets. Une expertise dans l'un des domaines suivants serait un plus : Architecture des réseaux, Télécom, GED, EDI.

Votre ambition est de développer en permanence vos compétences et d'accéder aux responsabilités de Manager.

Dans un contexte stimulant par la diversité des problèmes posés, vous serez impliqué dans un travail d'équipe où professionnalisme, engagement et convivialité sont fondamentaux. Les missions que nous vous confierons vous permettront de mettre en valeur votre sens de l'autonomie et de développer vos aptitudes commerciales et d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6890 à Murielle JESSENNE - BOSSARD SYSTEMES, 14 rue Rouget de Lisle, 92441 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX tél. 41 08 44 66



### CONSULTANTS SENIORS

Spécialiste depuis 12 ans de l'audit informatique, COMPASS s'affirme comme le leader mondial dans l'analyse technique et financière des centres de production informatique, de la migration d'architecture et de la consolidation des sites.

Nos techniques de modélisation et simulation au niveau de l'état de l'art, ouvrent à nos clients grands comptes la perspective d'une réduction sensible de leurs coûts ainsi qu'une optimisation de la qualité des réseaux, des clients serveurs et des centres informatiques.

Implantée en Angleterre, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Pays Scandinaves, Etats-Unis, Canada et maintenant en France, notre société poursuit son objectif stratégique avec l'expansion de notre filiale française qui est également responsable pour les secteurs Espagne, Italie, Belgique.

Pour réussir cette expansion, nous recherchons des :

Vous êtes l'interlocuteur privilégié des Directions informatiques et des clients.

Vous avez d'excellentes qualités relationnelles et le sens des contacts à haut niveau.

Vous possédez ces dernières 5 ans dans un rôle de responsable dans l'environnement d'exploitation IBM grands systèmes ou dans une fonction de consultant, fait de vous un professionnel averti techniquement et financièrement, attentif à l'évolution de l'informatique.

La connaissance de l'AS 400, DEC VMS, BULL DPS 7 ou 8 et réseaux est un atout.

Vous serez basé à Paris mais 25 % de votre temps sera consacré à des déplacements.

très courte durée.

Pour ces postes importants, une forte rémunération avec prime, nous souhaitons rencontrer des personnes ayant une préférence pour une formation supérieure. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la bonne connaissance de l'italien ou de l'espagnol serait un avantage.

COMPASS

Merci d'adresser CV et prétentions à réf. MC/06 à Conseil C/TEAM, CNIT, BP 240 - 2 place de la Défense - 92015 Paris La Défense.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM







سكنى من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
des

Le Monde • Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1992 XVII

## Secteurs de Pointe

Société Industrielle disposant d'une forte notoriété en Europe et leader sur son marché en France recherche un

### JEUNE CHEF DE PROJET INVESTISSEMENTS PONTS, MINES, CENTRALE, ENSAE, AM 4/5 ans d'expérience

Il se verra confier la responsabilité de l'étude de faisabilité jusqu'à la mise en route d'investissements importants (environ 200 millions) en particulier dans le domaine du conditionnement.

Au terme de cette mission (3/4 ans), il lui sera proposé une responsabilité opérationnelle sur un site Français ou étranger.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école possédant une première expérience de conduite de projet si possible dans le domaine agro-alimentaire et disposant de bonnes capacités d'animation.

Poste Ville du Sud-Est.

Ordre de grandeur de rémunération : 320 000 F

Ecrire sous réf. 27B 2417 2M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris



LE GROUPE  
COGEMA

16 000  
PERSONNES

21,7 MILLIARDS  
DE C.A.  
DONT 31 % A  
L'ETRANGER

150 REACTEURS  
NUCLEAIRES  
ALIMENTES  
DANS  
LE MONDE

### INGENIEURS GENERALISTES

28/32 ans

Acteur clef de l'indépendance énergétique de la France, le Groupe COGEMA occupe une large part du marché mondial dans sa spécialité : pour l'essentiel les produits et services liés au cycle du combustible nucléaire. Notre usine COGEMA - La Hague (3000 personnes) située près de Cherbourg, a récemment démarré un deuxième ensemble industriel de très haute technologie. Elle recherche des

#### INGENIEURS D'EXPLOITATION

**MISSION :** au sein d'une équipe de 9 ingénieurs et en étroite liaison avec les directeurs des deux unités de production, vous serez chargé de la coordination de l'exploitation et de l'optimisation de la sûreté sur les différentes unités. Bilans d'exploitation, études de retour d'expérience, arbitrages inter-ateliers, feront également partie des activités vous permettant d'assurer en permanence la continuité de la production.

**PROFIL :** généraliste, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, vous possédez une première expérience réussie de l'encadrement. Concret, rigoureux, vous avez le sens de la communication.

#### NOUS VOUS PROPOSONS :

- un poste au coeur de la production,
- une formation approfondie à la complexité de nos installations,
- de réelles perspectives d'évolution sur un site moderne à la pointe de la technique,
- la possibilité au cours de votre carrière de découvrir des métiers très diversifiés dans nos différentes branches d'activités et dans nos filiales.

Merci d'adresser votre candidature sous référence LM/LHISE à COGEMA - Service Gestion des Cadres 2, rue Paul-Dautier - BP 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX.

#### PHYSIQUE DES MATERIAUX

### RESPONSABLE PROJET

Entreprise  
Electrique,  
Construction et  
Génie Industriel :  
connus et présents  
dans le monde  
entier, nous  
interventions dans la  
réalisation  
d'équipements de  
toutes dimensions  
dans les grands  
secteurs de  
l'industrie, de la  
construction, de  
l'énergie et des  
transports.  
Aujourd'hui, nous  
recherchons notre :

### Chef de Projet Export

**Mission :** Directement rattaché au chef de service export, vous managez des contrats clé en main de grande envergure (20 à 100 MF) dans le domaine du transport de l'énergie et de la distribution électrique.

Vous en assurez la gestion complète depuis l'élaboration de l'offre et sa négociation jusqu'à sa réalisation (technique, coûts, délais, qualité, contractuel...).

**Profil :** 30/35 ans, de formation Ingénieur électricien ou électromécanicien (ESTP, ENSIEG, SUDRIA, ENSAM...), vous possédez une expérience de 5 ans minimum en entreprise générale en tant qu'Ingénieur d'Affaires Export, de préférence dans le domaine.

Vous parlez anglais couramment et si possible une seconde langue.

Ce poste, basé en Région Parisienne, vous offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe dynamique et formateur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence 129 M à Parcours - 108, rue Saint Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

OGER INTERNATIONAL.  
Premier exportateur de l'ingénierie française  
dans le domaine de la construction, recherche

### INGENIEURS GRANDES ÉCOLES X OU CENTRALE

Notre société renforce son équipe de Responsables de projets, dans le cadre de son important développement à l'exportation, en particulier au Moyen-Orient. Ces responsables interviendront soit dans les domaines techniques, soit dans la structure de l'organisation.

Les perspectives de développement à moyen terme permettront à des candidats à fort potentiel d'accéder à des emplois particulièrement motivants en France et à l'étranger au sein d'OGER INTERNATIONAL (400 personnes) ou dans l'une des sociétés du groupe : Entreprise Générale - Société de Maintenance - Société de Services (12.000 personnes).

Les candidats devront maîtriser l'anglais et avoir acquis une expérience professionnelle de quelques années dans un secteur proche de notre activité.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la référence INC/20 à S. Rousseau, OGER INTERNATIONAL, 1, place Victor-Hugo - 92411 COURBEVOIE CEDEX. Discretion et réponse assurées.



INTERNATIONAL

### PARTICIPEZ A NOTRE PERFORMANCE INDUSTRIELLE Le Mans

#### ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC

Spécialisé dans les hautes technologies appliquées à la communication, notre Centre de Compétence Internationale du Mans s'affirme comme pôle industriel de premier plan pour les téléphones, répondeurs, minitel et terminaux de vidéocommunication. En permanence, il échange expérience et savoir-faire avec les autres centres Philips, en Autriche et en Asie du Sud-Est.

#### ACHETEUR INITIAL

Proche des activités de développement, vous prendrez en charge le choix des technologies et des composants, avec une volonté de standardisation et de contrôle des coûts. Vous sélectionnez les fournisseurs, dans un esprit de qualité. Pour remplir cette mission vous êtes aujourd'hui acheteur confirmé (3 ans minimum), de formation Ingénieur électromécanicien. Vos qualités d'innovation, votre sens de la communication, ainsi que votre maîtrise de l'anglais, seront autant d'atouts pour ce poste évolutif.

#### RESPONSABLE APPROVISIONNEMENT

Vous prendrez en charge la fonction approvisionnement et assurerez la fiabilité du flux matières. Véritable animateur d'équipe (4 personnes), vos connaissances en logistique, planning, MRP dans un contexte industriel international, ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans la fonction Achats, vous rendront rapidement opérationnel. De formation technique Bac + 4, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci de faire parvenir votre CV + lettre, à Pascal Le Mazier, Philips EGP, BP 184, Route d'Angers, 72004 Le Mans Cedex.

Philips en France :  
17 500 personnes,  
24 Mds de F de C.A.  
Nous rejoindrons un  
environnement  
Philippe Electronics  
Grand Public, c'est  
l'opportunité de  
vivre plusieurs vies  
professionnelles et  
connaître plusieurs  
entreprises en une  
seule.

3615  
PHILIPS  
JOB

PHILIPS C'EST DÉJÀ DEMAIN



PHILIPS

36 15  
LM

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM



## Secteurs de Pointe

## De la réflexion à l'action, le conseil opérationnel.



**JEUNES DIPLÔMÉS.** Choisir Andersen Consulting : c'est opter pour le Conseil Opérationnel, c'est prendre part à un travail d'équipe en apportant votre sens du contact, votre esprit d'analyse, votre rigueur, votre créativité, votre exigence de qualité. C'est, pour vous, l'occasion de développer vos compétences et votre connaissance de l'entreprise au sein de nos deux activités : le conseil en Stratégie & Management et l'Ingénierie Informatique. Andersen Consulting apporte à chaque client les compétences spécifiques de chacune de ces deux activités en mettant à sa disposition une équipe pluridisciplinaire adaptée au problème à résoudre.

Vous intervenez dans des secteurs aussi variés que l'industrie, la distribution, la finance, les services, la communication, l'administration ou les collectivités locales. Dans le domaine du management, pour toutes les fonctions de l'entreprise, vous participez à des missions en profondeur de conception et de mise en place de solutions aux problèmes : stratégie, productivité, restructuration, système de gestion, communication. Dans le domaine informatique, vous concevez et réalisez des systèmes d'information fondés

sur des techniques de pointe : génie-logiciel, réseaux, grands systèmes, informatique répartie, stations de travail. Votre formation, particulièrement intense pendant les deux premières années, aux Etats-Unis, en Europe et en France, et le travail en équipe chez les clients vous permettent une progression personnelle et professionnelle accélérée.

En engageant vos talents dans notre développement, vous partagerez notre vocation : entreprendre pour les entreprises.

Vos contacts à Paris et à Lyon (préciser la réf. MGE/92) :

• ANDERSEN CONSULTING - Tour GAN CEDEX 13

92082 PARIS LA DEFENSE 2 - Tél. (1) 42.91.07.07.

- Stratégie et Management :

Isabelle Daumares (Responsable Recrutement).

- Ingénierie Informatique :

Marie-Hélène Darroux (Responsable Recrutement).

• ANDERSEN CONSULTING - Tour Crédit Lyonnais

129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03 - Tél. 78.63.72.72.

- Stratégie et Management : Jean-Marc Ollagnier.

- Ingénierie Informatique : Daniel Violot.

**ANDERSEN  
CONSULTING**  
ARTHUR ANDERSEN & CO. S.C.

## Ingénieurs Télécoms

### Relevez avec nous le défi européen

Filiale d'un des premiers Groupes mondiaux de télécommunications, nous concevons et réalisons des systèmes de communications numériques orientés vers les Télécoms d'entreprises (modems pour données, fax, vidéo, image : multiplexeurs et gestion de réseaux). Et nous sommes leader. Nous créons aujourd'hui notre Centre de Développement Européen et constituons notre équipe R & D.

Dans le contexte très concurrentiel du marché européen, nous voulons apporter des produits de haute qualité, adaptés et novateurs.

Vos compétences HARD/SOFT appliquées au développement (traitement du signal, architecture de systèmes numériques, protocoles...) vont contribuer au sein d'une équipe très performante à atteindre cet objectif.

Ingénieur Grande Ecole, spécialisé en Télécoms, vous avez déjà au moins 3 ans d'expérience dans cet environnement, et possédez une forte motivation pour vous impliquer dans un projet ambitieux. Votre sens de la collaboration, votre dynamisme sont les atouts que vous pourrez valoriser au sein d'une équipe internationale. Votre contribution doit vous permettre d'évoluer au sein du Groupe en France ou dans le monde. Bien entendu, vous parlez parfaitement l'anglais.

Postes basés dans le Sud de la France.



Envoyez à notre Conseil  
50, rue Marcel Dassault 92100 BOULOGNE  
en précisant la réf. LC/92/311

### POLYMERES TECHNIQUES

BASF, 1<sup>er</sup> groupe chimique européen, commercialise à travers sa filiale française - 800 personnes, 6 milliards de CA - environ 5 000 produits : des matériaux composites aux peintures, en passant par les fongicides ou les vitamines. Notre gamme de matières plastiques est très complète et intéresse de multiples industries en particulier le secteur automobile. Pour y renforcer notre action, nous développons notre équipe technique

## Ingénieur Développement

Formation Mécanicien  
ou Plasturgiste

Fort d'une première expérience d'environ 3 ans dans la transformation des matières plastiques, vous voulez développer vos compétences professionnelles et votre sens relationnel dans une fonction de conseiller technique auprès des ingénieurs et spécialistes chez nos clients : constructeurs équipementiers, transformateurs... Pour favoriser votre réussite, vous serez d'abord formé à nos produits et techniques à notre maison mère en Allemagne ; la connaissance de la langue allemande est donc nécessaire dès maintenant et pour votre évolution dans notre groupe international.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'écrire, sous réf. 02MP/LM, à BASF France, Service Recrutement, 49 avenue Georges-Pompidou, 92593 Levallois-Perret Cedex.

BASF  
des hommes  
responsables

**BASF**



Filiale commune des groupes :

ELF AQUITAINE - GAZ DE FRANCE

commercialise le gaz naturel dans l'industrie. Elle propose une carrière évolutive, dans des fonctions conformes à sa vocation et à ses talents, à un

## JEUNE INGENIEUR

GRANDES ECOLES  
Centrale - Arts et Métiers

Bénéficiant déjà d'une certaine expérience professionnelle, il recevra une première affectation à caractère technique et commercial en province (Sologne), après un bref passage au siège à Paris.

Possibilités d'affectation ultérieure à Paris ou dans une agence de Province.

Principales technologies mises en oeuvre :

thermique - instrumentation - informatique.

La rémunération, d'un bon niveau, pourra évoluer en fonction de l'accroissement des responsabilités.

Adresser CV, détaillé sous la référence 915 à notre conseil CEPIAD  
135 avenue de Wagram - 75017 PARIS

## INGENIEUR INDUSTRIALISATION ELECTRONIQUE

Notre vocation ? Simplifier la vie. Nos produits ? Des moteurs intelligents, fabriqués en grande série, faisant appel à des technologies pointues et variées. Somfy, c'est aussi un potentiel humain de qualité, des projets industriels (nouvelle usine) et commerciaux ambitieux, une région magnifique et très dynamique. Voilà comment conjuguer épanouissement professionnel et qualité de vie.

Vous aurez la responsabilité de l'industrialisation de l'ensemble des produits électroniques : systèmes de commande, commandes à distance, gestion de réseaux domotiques.

Animateur d'une équipe de techniciens, vous aurez en charge les projets de développement des moyens et process, en relation très étroite avec nos fournisseurs et l'ensemble des services internes : marketing, études, production.

A 30 ans environ, ingénieur en génie électrique/électronique, vous souhaitez valoriser une expérience de 3 à 5 ans acquise dans l'industrialisation idéalement de produits électroniques.

Anglais et allemand souhaités.  
Merci d'adresser votre candidature sous référence LM/IND. à SOMFY, Service recrutement, BP 152, 74303 Cluses Cedex.



## Zambon Group

### Qui sommes-nous ?

Zambon France est le Laboratoire Français du Groupe Zambon, qui depuis les années 60 a implanté ses unités dans plus de 14 pays : en Europe, en Amérique du Sud, aux Etats-Unis et au Japon. Il est connu pour ses centres de recherche internationaux qui ont développé des produits leaders en pneumologie, infectiologie, cardiologie et ophtalmologie. Zambon investit beaucoup actuellement dans son développement et cherche des collaborateurs capables de participer à sa croissance. Dans un environnement particulièrement compétitif, Zambon en France prend en charge le Développement Européen de la biopharmacie et du matériel médico-chirurgical.

### LE SUCCES EST UNE OBLIGATION !

### Que cherchons-nous ?

2 INGENIEURS à fort potentiel pouvant faire preuve d'une expérience réussie de quelques années dans leur domaine.

■ **Ingénieur électronicien.** Chef de projet R&D. Expérience requise de préférence dans l'étude et le développement de système comportant des cartes électroniques à microcontrôleur (automates programmables...). Bon gestionnaire.

■ **Ingénieur responsable Assurance Qualité** ayant acquis une expérience dans une entreprise à forte structure qualité (industrie médicale, aéronautique, armement...) et de haute technologie.

■ Bonne pratique de l'anglais, Italien apprécié. Sens des relations humaines. Postes à forte responsabilité. Grande liberté d'action. Salaire en relation avec potentiel et expérience.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo récente et prétentions à : J. MINGOTAUD - Direction Ressources Humaines - Laboratoires ZAMBON FRANCE S.A. - 664, Route des 3 Moulins - Sophia Antipolis 06600 ANTIBES.









**DEVENIR PATRON  
EST VOTRE CHOIX.  
ENCORE PLUS CHOISIR  
UN BON PARTENAIRE.**



### FRANCHISE

Au sein de votre entreprise, le succès, vous connaissez.

Votre haut niveau de responsabilité le démontre : Directeur Commercial, Directeur Marketing, Directeur des Ressources Humaines, Responsable d'un Centre de Profits...

Mais à 35-45 ans, quand on a bien travaillé pour les autres, créer sa propre entreprise est une envie bien légitime.

Aujourd'hui, McDonald's renforce son implantation en France, et recherche de nouveaux partenaires.

Pour vous, une occasion unique. Diriger de façon autonome une PME de 100 personnes, tout en profitant des moyens de la plus importante entreprise mondiale de restauration.

L'emplacement et l'achat immobilier, nous nous en chargeons, à vous d'assurer l'investissement mobilier.

En véritable patron, vous assumez aussi une gestion rigoureuse des produits et des personnes grâce à nos méthodes d'exploitation et notre logistique.

Le secret de la réussite? Un engagement total de part et d'autre.

Chez McDonald's, l'investissement personnel prime : il explique et stimule notre fantastique expansion.

Si ce partenariat est à votre mesure, envoyez dès maintenant un CV avec lettre d'intention sous référence LM à Laurent LIAUTAUD McDonald's France - 59, quai Le Gallo 92513 Boulogne Cedex.

*Ça se passe comme ça.*



Jeune entreprise export agroalimentaire spécialisée dans les produits gourmets vers les Etats-Unis recherche

### US AREA SALES MANAGER 360 KF DONT 180 KF DE FIXE

Avec un marketing spécialement adapté au marché, un produit et un environnement de qualité, une politique de marque et un programme promotionnel musclé, vous serez chargé :

- d'évaluer tous les potentiels de vente dans le secteur ;
- d'approcher les grandes entreprises régionales spécialisées ;
- de négocier les accords de distribution ;
- de coordonner les actions commerciales sur le terrain ;
- d'accompagner le rapide développement de l'activité.

25/35 ans, bilingue anglais, de formation supérieure commerciale et maîtrisant les techniques marketing, vous avez impérativement une expérience de la vente aux Etats-Unis dans le secteur agroalimentaire, de préférence dans la grande distribution. Mobilité indispensable (60 % de déplacement), fort potentiel de développement. Poste basé à Paris.

Dossier complet de candidature à envoyer sous référence 01 20 584 23 à Ghislaine Tell-Buchmüller APEC de Paris, 51, bd Brune, 75689 Paris Cedex 14.

### DORMAN DIESELS LTD ANGLETERRE

FABRICANTS DE DIESELS INDUSTRIELS  
MOTEURS A GAZ ET GROUPES ELECTROGENES  
RECHERCHE

### DIRECTEUR DES VENTES INDUSTRIELLES - FRANCE

Dorman Diesels Limited, Angleterre, un fabricant leader de diesels industriels, de moteurs à gaz et de groupes électrogènes dans la gamme 26.5 à 2035 Kva, recherche un directeur des ventes industrielles parlant l'Anglais afin de promouvoir les ventes en France.

Le poste offre une opportunité de challenge et de motivation avec un fabricant de moteurs en pleine expansion et reconnu internationalement au premier rang de la technologie des moteurs diesels communs et des moteurs à gaz.

Le candidat sélectionné devra posséder une expérience dans la vente de moteurs et/ou de groupes électrogènes.

Les responsabilités comprendront les ventes directes du produit aux fabricants de matériels électrogènes indépendants et le développement des opportunités commerciales pour les diesels et l'équipement des groupes électrogènes à gaz avec le secteur commercial et le secteur public.

Les termes, les conditions de travail et le salaire seront compétitifs et fonction de l'expérience.

Nous attendons des réponses de la part de candidats qualifiés en conséquence et enthousiastes.

Merci d'écrire en premier lieu à :

Mr. V.A. Wheeler - Personnel Manager

**Dorman Diesels Limited**

Tixall Road - Stafford

ST16 3UB ANGLETERRE

LABORATOIRE **TETRA MEDICAL**

Notre Société, 310 personnes, 175 millions de CA, 20 % à l'export, leader national sur le marché hospitalier des compresses stériles, offre une des plus larges gammes de produits de soins en Europe : compresses, pansements, vêtements, kits d'intervention... Notre développement nous amène à rechercher notre

### Responsable des Achats

Homme de challenge, gestionnaire dynamique, de formation supérieure de type ESAF, vous pouvez justifier d'une expérience réussie d'au moins 5 ans au sein d'un service Achats. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais ; l'allemand serait apprécié.

Votre autonomie et vos qualités relationnelles vous permettront d'animer ce poste clef en relation avec la production, le planning et le service commercial. Vous aurez à gérer un budget de 40 millions de francs et vous assurerez en collaboration avec le Directeur Industriel les fonctions suivantes :

- prise de connaissance des normes techniques du produit et études logistiques,
- choix et sélection des fournisseurs, résolution des litiges,
- négociation des achats, qualité, coût, délais,
- gestion des stocks, suivi des commandes et approvisionnements.

Votre sens des responsabilités, votre aptitude au travail d'équipe, votre enthousiasme et votre capacité d'initiative vous permettront de vous affirmer dans ce poste, basé à 45 min de Lyon.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre conseil BERNARD MALSCH ASSOCIES, 72 cours Charlemagne, 69002 LYON, sous la référence 228

**BERNARD MALSCH ASSOCIES**  
Cabinet de Recrutement

Importante Société Industrielle  
Internationale, située en banlieue  
parisienne (proximité RER),  
recherche

### AREA MANAGER

EUROPE  
DE  
L'EST

Vous développerez les ventes de notre gamme produits haute technologie, serez responsable de l'évolution du C.A. et de la rentabilité, conformément au Plan de Gestion. Issu d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, votre première expérience significative de la vente en milieu industriel vous permettra de mener à bien votre mission. « Déplacements à prévoir (50 % de votre temps). » Vous maîtrisez impérativement le russe, et l'anglais, la connaissance de l'allemand ou autres langues de l'Europe de l'Est sera un atout. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 15958 à PREMIER CONTACT - 38, rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret qui transmettra.



Groupe international (1,3 milliard de CA, 1100 personnes en France), nous sommes avec 5 usines dans le monde, dont 3 en France et 25 agences travaux, l'un des leaders européens dans la production, la vente et la mise en œuvre de produits d'anchorage diélectrique. Nous recherchons pour Paris et sa région un

### JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

BTS ou DUT Bâtiment-Génie Civil  
5 à 10 ans d'expérience  
technico-commerciale pour  
le bâtiment.

Mission : contacts d'informations techniques et de promotion à niveau élevé avec les responsables de cabinets d'architectes, bureau d'études, importants donneurs d'ordres des grandes administrations ou industries.

Rémunération de bon niveau. Intéressement stimulant. Voiture de service. Poste d'avenir évolutif.

Merci d'adresser votre CV détaillé sous référence S/1598 à

**SELETEC**  
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle  
B.P. 533/09  
67008 STRASBOURG CEDEX

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR

سكرا من المصلي